



3 1761 09702340 2

UNIVERSITY
OF
TORONTO
LIBRARY



Digitized by the Internet Archive
in 2014

LA QUESTION RELIGIEUSE

Pol. 30
Gout.
P4369

ISAAC PEREIRE

LA
QUESTION RELIGIEUSE

*Toutes les institutions sociales doivent avoir
pour but l'amélioration du sort moral, intellectuel
et physique de la classe la plus nombreuse et la
plus pauvre.*

Tout par le travail, tout pour le travail.



PARIS

IMPRIMERIE CL. MOTTEROZ

31, RUE DU DRAGON, 31

1878

23890
16/7/92

LA QUESTION RELIGIEUSE

I

LA MISSION DE L'ÉGLISE

En 1825, un homme dont les doctrines ont déjà exercé une influence considérable sur le mouvement des faits et des idées de notre siècle, Saint-Simon, s'adressant au chef de la chrétienté, définissait en ces termes la mission du Pape et de l'Église :

« Vos devanciers ont suffisamment perfectionné la
» théorie du christianisme ; ils l'ont suffisamment pro-
» pagée. C'est maintenant de l'application générale de
» cette doctrine qu'il faut vous occuper. Le véritable
» christianisme doit rendre les hommes heureux, non-
» seulement dans le ciel, mais sur la terre...

» Il ne faut pas vous borner à prêcher aux fidèles de
» toutes les classes que les pauvres sont les enfants chéris
» de Dieu ; il faut que vous usiez franchement et énergi-
» quement de tous les pouvoirs et de tous les moyens
» acquis par l'Église militante, pour améliorer promptement

» ment l'existence morale et physique de la classe la
» plus nombreuse...

» Vous devez déclarer à tous les rois que le seul moyen
» de rendre la royauté légitime consiste à la considérer
» comme une institution dont l'objet est d'empêcher les
» riches et les puissants d'opprimer les pauvres...

» Jusqu'à présent, le clergé n'a donné aux fidèles, pour
» l'emploi de leur vie, qu'un but métaphysique : le paradis
» céleste..... Certainement tous les chrétiens aspirent à
» la vie éternelle, mais le seul moyen de l'obtenir con-
» siste à travailler, dans cette vie, à l'accroissement du
» bien-être de l'espèce humaine.

» Très-saint-père, l'humanité éprouve, dans ce moment,
» une grande crise intellectuelle. Trois nouvelles capacités
» se montrent. Les beaux-arts reparaissent ; les sciences
» viennent se superposer à toutes les autres branches de
» nos connaissances, et les grandes combinaisons indus-
» trielles tendent plus directement à l'amélioration du
» sort de la classe pauvre qu'aucune des mesures prises
» jusqu'à ce jour par le pouvoir temporel ainsi que par
» le pouvoir spirituel.

» Ces trois capacités sont de l'ordre pacifique ; il est,
» par conséquent, de votre intérêt, de l'intérêt du clergé,
» de se combiner avec elles. »

Nous n'avons pas résisté au désir de reproduire ces
belles paroles, qu'on dirait écrites d'hier, tant elles
conviennent à la situation présente.

Cette crise, à la fois morale et sociale, que Saint-Simon
prévoyait et définissait il y a plus de cinquante ans, s'est
développée avec une irrésistible puissance. Un nouvel

ordre de choses a surgi, et les hommes d'État, les hommes de foi et les hommes de science ont été mis en demeure, par la force des événements, de diriger la vaste évolution de notre siècle, en donnant une juste satisfaction à ses aspirations et à ses besoins.

Ce nouvel ordre de choses, quel est-il ?

C'est l'avènement, à peine entrevu autrefois, de ces grandes masses populaires, qui, en conquérant la liberté et l'égalité, ont imposé à la société moderne le devoir de résoudre les deux redoutables problèmes du paupérisme et du travail.

L'État laïque, appuyé sur la science et l'industrie, n'a pas reculé devant cette tâche difficile. L'Église est restée immobile. Le brusque mouvement d'émancipation du peuple l'a épouvantée autant que l'avait fait, au siècle de Luther, l'émancipation de la pensée. Résistant à l'impulsion merveilleuse qui pousse l'humanité tout entière vers l'avenir, elle a déclaré la guerre à la révolution sociale, comme elle l'avait déclarée à la réforme religieuse.

Comment a-t-elle pu ne pas comprendre que la transformation profonde qui s'opérait dans le monde, loin d'être une œuvre impie, destructive du christianisme, était, au contraire, un fait providentiel, une application de l'idée chrétienne dans ce qu'elle a de plus pur et de plus sublime ?

De quoi s'agit-il, en effet ?

Il s'agit d'atténuer partout les souffrances du pauvre ; il s'agit d'améliorer le sort des classes les plus nombreuses

et les plus malheureuses, de répandre l'instruction qui moralise, de multiplier les institutions de bienfaisance et de prévoyance dans l'intérêt de tous ceux qui souffrent et de tous ceux qui travaillent. Il s'agit de restreindre de plus en plus la misère, d'élever partout le niveau du bien-être général, et de clore l'ère des révolutions en appliquant toutes les idées justes et en satisfaisant toutes les revendications légitimes.

Nous n'avons cessé de dire aux gouvernements que c'est vers cette question fondamentale qu'ils doivent diriger tous leurs efforts, au lieu de s'absorber dans les querelles stériles de l'esprit de parti.

Nous dirons également à l'Église que jamais œuvre religieuse plus digne d'elle, plus conforme à l'enseignement de son divin maître, ne s'est offerte à sa sollicitude. N'est-elle pas, par son principe même, la mère de tous les petits, la consolatrice de tous les affligés, la protectrice de tous les opprimés ? Et, quand l'heure est venue de chercher le remède efficace aux maux trop évidents des classes inférieures, comment pourrait-elle refuser son concours à cette entreprise de haute civilisation et de véritable piété ?

Elle n'a qu'à se rappeler son histoire et sa tradition.

N'est-ce pas elle qui, en renversant le paganisme, a civilisé les barbares, délivré les esclaves, proclamé la loi sainte de la fraternité et l'indivisible unité du genre humain ?

N'est-ce pas elle qui, au moyen âge, a affranchi les paysans et protégé les serfs contre le despotisme féodal ?

Eh bien ! il y a aujourd'hui dans les sombres profondeurs de la société, dans les arides régions du travail, des foules innombrables auxquelles les temps nouveaux ont créé, avec des droits qui ne sauraient plus être méconnus, des besoins qu'il faut satisfaire. Assurer leur bien-être en fortifiant leur moralité, c'est désormais le premier devoir de ceux qui dirigent les nations et de ceux qui éclairent les consciences.

Après avoir détruit l'esclavage antique et le servage féodal, l'Église doit vouloir encore améliorer le sort de l'ouvrier moderne. Elle accomplira ainsi l'œuvre de rédemption universelle que son divin fondateur a définie par ces deux admirables maximes : « Laissez venir à moi tous les petits ! » — « Aimez-vous les uns les autres ! »

Or, les forces dont l'Église a besoin pour cette grande et glorieuse mission, la société moderne les lui donne : c'est la science, l'industrie et la liberté.

La liberté, qui a réalisé dans l'ordre social la doctrine chrétienne de l'unité du genre humain.

La science qui, par ses merveilleuses inventions, améliore sans cesse les conditions physiques et morales de la vie humaine et rapproche les peuples en les civilisant.

L'industrie qui, par les immenses développements dont elle est susceptible, peut fournir du travail et du pain à des millions de familles.

Où la religion pourrait-elle trouver de plus puissants auxiliaires, si elle veut se vouer sans réserve à l'apostolat splendide que les besoins des temps nouveaux lui assignent, et se faire, comme elle l'a fait jadis, le

champion des faibles, des malheureux et des déshérités?

Comment donc, au lieu de seconder l'action de ces grandes forces sociales, l'Église a-t-elle pu les considérer comme des ennemies?

Comment, au lieu de les utiliser pour le triomphe des grands principes de justice divine et humaine dont elle est l'expression, a-t-elle mis toute son énergie à lutter contre elles?

Comment a-t-elle été entraînée à condamner la science et à combattre la liberté?

Cette question est trop vaste pour être appréciée superficiellement. Nous la renvoyons aux chapitres suivants, où nous examinerons les causes qui ont produit ce lamentable antagonisme.

II

LA PAPAUTÉ AU SEIZIÈME SIÈCLE

Jusqu'au seizième siècle, la Papauté et l'Église ont été vraiment l'incarnation du mouvement social et l'âme de la civilisation. Elles ont accompli vaillamment l'œuvre de paix, de progrès moral et matériel, d'amour et de fraternité qui est la loi même de l'Évangile. Leur puissance a été aussi considérable que leur but était élevé. Le pape a joué alors dans le monde un rôle splendide : protégeant les faibles contre les puissants, défendant les peuples contre l'oppression des rois, convertissant et civilisant les barbares, combattant partout les abus et les excès de la force, traçant magistralement aux puissances, par exemple à l'Espagne et au Portugal, le champ de leur action civilisatrice, intervenant comme arbitre dans les querelles des empires, et imposant à tous la trêve de Dieu.

Mais la civilisation ne s'arrête jamais ; l'ascension de l'humanité est éternelle. Pour la diriger ou la suivre, il faut toujours faire de nouveaux pas en avant. Or, à la fin

du quinzième siècle, l'Église s'est arrêtée, tandis que tout marchait autour d'elle. Elle a fait plus; elle a voulu arrêter et même faire reculer le progrès social, et le conflit terrible auquel nous assistons encore aujourd'hui, a éclaté entre la science et la foi, entre Rome et le reste du monde.

Est-ce à la société, est-ce à la papauté qu'incombe la responsabilité de ce fatal antagonisme?

Nous devons le constater, c'est à la papauté.

La société a suivi sa voie naturelle de développement et de progrès. L'Église, au contraire, s'est brusquement détournée de la sienne. Elle n'a rien compris à l'immense révolution qui s'accomplissait, à cette époque, dans l'ordre des faits et dans l'ordre des idées. L'Amérique venait d'être découverte; l'imprimerie était inventée; les arts, les lettres et les sciences prenaient partout un merveilleux essor; le commerce et l'industrie s'élançaient vers les vastes espaces que le nouveau monde ouvrait à leur activité; la pensée humaine, sortant d'un long engourdissement, s'épanouissait dans toutes les directions; une rénovation universelle marquait la fin du moyen âge et la naissance de l'âge moderne.

Quelle influence décisive aurait alors exercée la papauté si elle fût restée à la tête de cet irrésistible mouvement de transformation! Mais, par une aberration déplorable, au lieu d'y voir un fait providentiel destiné à élever plus haut et à pousser plus loin l'humanité, elle n'y vit qu'une révolution destructive de l'ordre social antérieur. Au lieu de se faire le guide de l'esprit moderne, elle employa toutes ses forces à le combattre.

D'où vint cette lamentable erreur? Du changement radical qui s'était opéré, vers la fin du moyen âge, dans la constitution du pontificat romain.

La papauté n'était plus le pouvoir essentiellement spirituel et religieux des premiers siècles de l'Église : c'était une monarchie absolue, profondément imbue de l'esprit dominateur des royautes terrestres.

Le présent fatal que lui firent les princes carlovingiens, en constituant en sa faveur le patrimoine de saint Pierre, avait altéré déjà le principe et le but de son institution. Devenue puissance politique, elle subit de plus en plus les conditions d'existence des gouvernements temporels. L'Église de Rome devint la cour de Rome. Le vicaire de Jésus-Christ, qui n'avait que des fidèles, devint un souverain qui eut des sujets.

Après avoir régné si longtemps par l'esprit, il fut conduit à ne régner que par la force. Sa grande préoccupation ne fut plus de civiliser, mais de dominer.

Par une conséquence fatale de cette situation, l'Église romaine, cessant de défendre les peuples contre le despotisme des rois, s'unit aux rois pour asservir et opprimer les peuples. Léon X et Charles-Quint consommèrent l'alliance du trône et de l'autel, si habilement préparée par leurs devanciers, depuis Hildebrand; alliance funeste qui, les solidarisant dans une résistance acharnée contre la société nouvelle, devait les entraîner dans un commun désastre.

Les princes mirent au service de l'Église toutes les forces du pouvoir temporel ; les papes mirent au service de la royauté toutes les forces du pouvoir spirituel, et

tous ensemble déclarèrent une guerre implacable à l'esprit de progrès et de liberté.

C'est alors que, pour constituer l'armée de la réaction, s'organisa cette formidable Société des Jésuites qu'on a appelés les janissaires du Saint-Père, société que l'on a aussi comparée avec raison « à une épée dont la poignée est à Rome et dont la pointe est partout. »

C'est alors qu'on donna au terrible tribunal de l'Inquisition, avec des pouvoirs illimités, la mission de purger la société chrétienne de tous les hérétiques et de tous les suspects, en multipliant les supplices et en épouvantant les peuples par le spectacle des autodafés.

C'est alors que, pour subvenir aux énormes dépenses de son organisation matérielle, au luxe des cardinaux et des prélats transformés en princes de l'Église, aux exigences de la guerre entreprise contre l'esprit moderne, on spécula sur la superstition, sur l'ignorance et sur le fanatisme des masses. Les ressources qu'on ne pouvait obtenir de la piété, on les demanda à un système de vénalité sans exemple. Pour faire de l'argent, on vendit tout, le monde présent et le monde à venir, les bénéfices, les privilèges, les dispenses, les exemptions, les charges ecclésiastiques, les stalles des collèges, les places au purgatoire et les places au paradis ; mais surtout les indulgences, c'est-à-dire la rémission des péchés, et les absolutions, c'est-à-dire l'amnistie des crimes.

Au milieu de cette corruption et de cette décadence apparut Luther.

La papauté ne comprit pas plus l'insurrection religieuse, dont le fougueux moine de Wittenberg fut le chef

redoutable, qu'elle n'avait compris la transformation sociale du siècle précédent. Elle ne vit pas que Luther était la protestation de la conscience et de la raison, et que sa force personnelle se décuplait de toutes les forces d'opinion dont il était l'expression vivante. En prenant l'initiative d'une grande et salutaire réforme, elle aurait pu conjurer le péril ; elle aima mieux combattre, en déchaînant sur l'Europe le fléau des guerres de religion.

Qu'a-t-elle gagné à cette lutte ? Le protestantisme a triomphé et l'Eglise a été vaincue. Plus de deux cent millions d'âmes, sur lesquelles elle exerçait autrefois son empire, lui ont échappé. L'Angleterre, l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas ont fait avec le catholicisme un divorce irréconciliable. L'État laïque, conséquence logique des doctrines de Luther, s'affranchissant de la tutelle théocratique, s'est partout constitué, même dans les pays les plus catholiques, et l'on a vu s'affaiblir de plus en plus l'antique prestige de la papauté sur les peuples et sur les rois.

Depuis lors, la société politique et civile a invariablement marché en dehors de la société religieuse.

La science a poursuivi son œuvre, renversant par ses admirables découvertes le dogmatisme mystique des époques d'ignorance.

La philosophie s'est débarrassée des liens étroits de la théologie et a creusé, avec une entière liberté, les problèmes de la métaphysique et de la morale.

La démocratie s'est développée par l'émancipation du peuple, ayant conscience de sa force, n'attendant plus que de lui-même le triomphe de ses aspirations, et lais-

sant dans un isolement stérile, l'Église qui, après l'avoir protégé jadis, s'alliait maintenant contre lui à l'aristocratie féodale.

Et ce mouvement colossal de faits et d'idées, qui remplit l'histoire du monde depuis trois cents ans, a enfin abouti au coup de foudre de 89, complément de l'œuvre de Luther, et aux terribles épreuves de 93, où le catholicisme a failli périr dans un désastre irréparable.

Que prouve ce rapide tableau de la grandeur de la papauté pendant la moyen âge et de sa décadence dans l'âge moderne?

Il prouve que, lorsque le pontificat romain a répondu aux vœux et aux besoins de la société, lorsqu'il s'est mis résolument à la tête de la civilisation, il a eu une force et un éclat aussi profitables au bien-être et à la moralité des peuples qu'à l'influence et à l'autorité de la religion. Tandis que, lorsqu'il a voulu lutter contre la loi providentielle du progrès éternel, il s'est amoindri, affaibli, discrédité, et a perdu toute action sur les destinées du genre humain.

A la fin du dix-huitième siècle, comme à la fin du quinzième, un nouvel ordre de choses a surgi, qui a profondément modifié les conditions d'existence, les institutions et les principes des sociétés modernes. Eh bien ! devant cette transformation, malgré l'expérience et les leçons du passé, l'Église paraît vouloir commettre la même erreur et la même faute que dans la période que nous venons de parcourir. Elle résiste à la révolution politique et sociale, exactement par les mêmes moyens qu'elle a

employés pour résister à la révolution religieuse, au risque de se briser aux mêmes écueils.

Suivons-la dans cette dernière lutte, où elle joue son existence et peut-être les destinées du monde moderne, et voyons comment elle pourrait détourner l'orage qui nous menace tous avec elle.

III

LES FAUTES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Nous ne voudrions pas qu'on pût se méprendre sur le sentiment qui nous inspire, lorsque nous étudions, avec autant d'impartialité que d'indépendance, les causes qui, depuis le seizième siècle, ont si malheureusement séparé la papauté de la société moderne. Notre but n'est pas d'irriter les passions par le tableau des fautes qui ont été commises, ni de faire écho aux détracteurs et aux ennemis de l'Église. De plus hautes leçons se dégagent pour nous des faits historiques.

Nous considérons la lutte de la société et de la religion comme un immense malheur pour la cause sacrée de la civilisation et du progrès. A nos yeux, le grand mouvement de 89 ne sera entièrement accompli que si l'esprit religieux le vivifie et le complète en le modérant; mais, à nos yeux aussi, l'Église ne reprendra l'influence qu'une politique imprudente lui a fait perdre sur le développement des faits et des idées, que si elle accepte, sans arrière-pensée, tout ce qu'il y a de vrai et de juste dans

la révolution religieuse du seizième siècle et dans la révolution sociale du dix-neuvième.

Notre ambition, c'est de bien faire comprendre l'erreur grave que l'Église a commise en luttant contre l'irrésistible mouvement de l'esprit moderne, au lieu de le diriger en l'épurant ; mais c'est aussi de montrer à la société l'erreur énorme qu'elle commettrait en privant son œuvre civilisatrice du concours de la religion.

Nous avons dit avec franchise les fautes que peut se reprocher la cour de Rome pendant les trois derniers siècles ; nous dirons avec la même franchise les fautes dont la société laïque du dix-huitième et du dix-neuvième siècle s'est rendue coupable envers l'Église. Les torts ont été réciproques, et les passions néfastes que la lutte a suscitées ont poussé à une crise aiguë un conflit qui eût pu être apaisé dès sa naissance, si, de part et d'autre, on se fût mieux rendu compte des conditions du présent et des nécessités de l'avenir.

Jusqu'en 1789, vaincue par la science et par la philosophie dans l'ordre des idées, l'Église resta cependant toute-puissante dans l'ordre des faits. Elle s'appuyait sur le pouvoir politique, et s'en faisait un instrument et une arme redoutable contre ses ennemis. L'union du trône et de l'autel était plus étroite que jamais. Tous deux se sentaient également menacés par les progrès de l'esprit nouveau. La royauté et la papauté luttèrent avec un redoublement d'énergie contre le mouvement qui entraînait la société nouvelle vers la liberté et dont elles ne comprenaient ni la puissance ni la grandeur.

L'apparition de la démocratie sur la scène fut le signal de la défaite de la théocratie politique et religieuse. Le droit divin, qui couvrait de son prestige mystique l'absolutisme des rois et des papes, céda la place au droit humain. La liberté de conscience, qui est le principe même du protestantisme, passa de la controverse théologique et philosophique dans la législation positive, en même temps que la souveraineté passait du monarque à la nation, au milieu des ruines de la féodalité.

Mais, comme il arrive toujours dans les grandes révolutions sociales, les passions déchaînées firent déborder le mouvement et le but fut violemment dépassé. Les encyclopédistes avaient tant crié, pendant tout le dix-huitième siècle, qu'il fallait « écraser l'*Infâme* », et avaient si bruyamment désigné l'Église à la haine du genre humain, que le premier effort des vainqueurs fut de tirer vengeance de ce catholicisme qu'ils s'étaient habitués à regarder comme un ennemi implacable.

Après avoir persécuté ses adversaires, la théocratie, subissant la loi qu'elle avait faite, se vit à son tour persécutée par la Révolution, et la guerre entre les deux principes prit ce caractère sauvage que les passions démagogiques donnent à tous les mouvements populaires.

C'est par cette politique de violence et de cruauté qu'ont commencé les torts incontestables de la société civile à l'égard de la religion.

Nous ne parlons pas seulement de l'horreur qu'inspirèrent à tous les cœurs honnêtes les épouvantables forfaits dont le clergé fut victime sous le régime de la Terreur ;

c'est de plus haut qu'il faut juger le mouvement de la Révolution contre l'Église.

Les hommes de cette époque, imbus des principes des théoriciens du dix-huitième siècle, ont commis vis-à-vis de l'Église la même erreur que celle-ci avait commise vis-à-vis de la Réforme.

Elle avait cru pouvoir briser par la force l'œuvre révolutionnaire de Luther, en condamnant ses doctrines et en brûlant ses disciples, comme si les idées pouvaient être vaincues par le fer et le feu.

La Révolution est tombée dans la même faute. Elle a cru qu'en brisant l'organisation extérieure de l'Église, en fermant les temples, en massacrant les prêtres, elle détruirait aussi l'esprit religieux. Elle n'a pas compris que la puissance de la religion réside tout entière dans son principe moral et dans son influence sur les âmes, qui prime et défie toutes les entreprises de la force.

Les plus modérés dans l'école révolutionnaire n'ont pas eu une notion plus juste des rapports de l'Église et de l'État lorsque, à l'exemple de Joseph II, en Autriche, ils ont voulu donner au clergé une constitution civile. Cette prétention de soumettre en toutes choses l'Église à la domination de l'État est aussi abusive que celle qu'eut autrefois la papauté de soumettre partout l'État à la domination absolue de l'Église. Est-ce que le pouvoir civil peut régler les questions théologiques? Est-ce qu'il est compétent pour juger des dogmes? Est-ce qu'il est en droit d'intervenir dans la discipline intérieure des Églises? Tant qu'un dogme n'est pas de nature à troubler l'ordre

et à engendrer des délits, il faut le laisser en paix, car c'est la pire des tyrannies que celle qui veut pénétrer dans le mystère des consciences.

Les dogmes subissent, d'ailleurs, naturellement, des transformations conformes au progrès de la raison humaine et aux besoins de la société, et, dans l'ordre philosophique, un éminent philosophe contemporain, M. Jouffroy, nous a dit comment ils finissaient après avoir vieilli. Il fallait donc les laisser mourir de leur belle mort si leur sève était épuisée, pour se rattacher à la morale, base de toute société, principe générateur du beau, du vrai et de l'utile. Après avoir, depuis des siècles, revendiqué contre la doctrine catholique la liberté de penser et de croire, n'était-ce pas une monstrueuse inconséquence que de vouloir imposer à l'Église ce qu'elle devait enseigner ?

Le Concordat de 1802 a été inspiré par cette regrettable pensée. Il a tenté d'asservir la religion aux vues de l'État, en l'assujettissant à la doctrine gallicane par les articles organiques contre lesquels la cour de Rome n'a pas cessé de protester. On espérait fortifier par là le gallicanisme ; on l'a, au contraire, affaibli, et c'est de ce moment que l'ultramontanisme est devenu si puissant et si redoutable.

Mais la plus grande erreur de la philosophie du siècle dernier, de la Révolution et de l'État laïque moderne, a été de n'avoir pas compris que, si la théocratie était une tyrannie sociale et morale dont il fallait combattre les erreurs et les excès, l'idée religieuse était une force immense et salutaire dont il importait de faire l'auxiliaire

de la révolution qui s'accomplissait. Rien ne pouvait être plus dangereux et plus funeste que de détruire la foi traditionnelle des peuples sans avoir rien à mettre à sa place. Or, ni le déisme vague des encyclopédistes, ni les fêtes païennes de la déesse Raison, ne pouvaient suppléer à la mystérieuse influence que le culte chrétien exerçait encore sur l'esprit des masses et sur la moralité publique.

Tout commandait à ceux qui, depuis 1789, ont présidé à la vaste évolution de la société moderne, de chercher à rattacher le concours de l'Église au développement de l'État nouveau, et de faire cesser le conflit de plusieurs siècles en assurant à la religion l'autorité, le respect et les garanties qui lui sont nécessaires pour accomplir sa mission pacifique et civilisatrice.

On objectera, sans doute, que cette haute situation a été offerte à l'Église et qu'elle l'a refusée pour s'obstiner dans sa lutte contre l'esprit moderne. Il est vrai que, malheureusement, l'Église s'est montrée, au dix-neuvième siècle, aussi intransigente que dans les siècles précédents, et qu'elle a opposé des *non possumus* inflexibles à toutes les réclamations de la société laïque ; mais ne nous faisons pas illusion : la société n'a pas plus désarmé que l'Église. Tous ses actes, toutes ses combinaisons, toutes ses manifestations ont été marqués par un esprit de défiance et d'hostilité auquel la cour de Rome n'a pu se méprendre. Le libéralisme ne s'est pas cru libéral s'il n'affectait pas en même temps d'être anti-religieux. Il a tout fait pour entraver et dominer l'enseignement catholique ; il n'a rien fait pour combattre l'indifférence religieuse qui

caractérise notre époque et qui conduit fatalement à l'athéisme, à l'égoïsme et à cet esprit d'individualisme destructif de toute société ; il n'a rien fait pour remédier au vide causé par la négation de Dieu, à l'absence de toute direction et à l'anarchie morale dont les progrès menacent plus encore les bases essentielles de l'ordre social que celles de l'ordre religieux.

Comment espérer de l'Église un esprit de conciliation et de paix, si l'on ne se montre pas animé envers elle d'un sincère désir d'apaisement ?

Or, pour les révolutionnaires de notre siècle, c'est toujours l'ennemi qu'il faut abattre , c'est toujours l'*infâme* qu'il faut anéantir.

En effet, on n'a pas cessé de poursuivre, par des voies diverses, sans ménagement et sans mesure, cette œuvre de destruction. C'est ainsi qu'on a enlevé violemment, au clergé, les biens immenses dont on l'avait gratifié dans les siècles passés et dont on lui reprochait de faire un usage mondain, contrairement à l'intérêt social ; c'est ainsi qu'on a cherché à échapper à toute influence du Vatican, par la constitution d'Églises nationales, d'Églises indépendantes, et qu'on a fini par renverser, à Rome même, le pouvoir temporel de la papauté.

Que la chute du pouvoir temporel soit, pour l'Église, un événement moins désastreux qu'elle ne le pense, c'est notre intime conviction, à la condition, toutefois, que des compensations suffisantes lui soient offertes.

L'Église n'a senti jusqu'ici encore que la violence du coup qui l'a frappée ; et qui pourrait lui faire un crime de la colère qu'elle en a éprouvée ?

Mais ces justes compensations, la société moderne ne les marchanderait pas à la papauté pour faciliter un rapprochement nécessaire, et le chef actuel de l'Église pourrait les accepter d'autant plus librement qu'il a reconnu autrefois, dans une de ses lettres pastorales, comme archevêque de Pérouse, *que jamais les catholiques n'avaient considéré comme un dogme le pouvoir temporel du pape* (1).

On voit que, dans l'étude de la question religieuse, nous gardons sur tout et sur tous la plus loyale impartialité. Nous signalons les fautes de la société civile sans passion et sans faiblesse, comme nous avons signalé celles de la société religieuse. Nous tentons de convaincre les esprits sincères, soit parmi les amis de la papauté, soit parmi les disciples de la Révolution, que des deux côtés on a fait fausse voie : du côté de l'Église, en voulant maintenir, contre la marche providentielle de l'humanité, le despotisme de la théocratie; du côté de la Révolution, en voulant renverser violemment les dogmes et soumettre l'Église au despotisme de l'État.

Ce n'est qu'en renonçant franchement, de part et d'autre, à une lutte où la force invincible des temps nouveaux paralysera toujours l'action de l'Église, et où la force morale de l'Église arrêtera toujours le mouvement de la Révolution, qu'on unira dans un effort commun la puissance religieuse et la puissance civile pour le triomphe définitif des grands principes civilisateurs de notre âge.

(1) *Lettre pastorale sur le pouvoir temporel*, 1860.

Malheureusement, cette œuvre se heurte à des passions et à des malentendus qui risquent de la compromettre à jamais, et malheureusement aussi, l'obstacle vient peut-être plus encore de l'Église que de la société. C'est ce qui nous reste à examiner pour compléter cette analyse de la situation actuelle.

IV

LA SOCIÉTÉ SANS RELIGION

On ne saurait nier que, prise dans son ensemble, la politique de la cour de Rome n'ait été systématiquement hostile au développement de la science et de la liberté dans le monde moderne, et qu'elle n'ait entrepris de combattre l'esprit des temps nouveaux avec toutes les armes spirituelles et temporelles dont elle a pu disposer.

Il est non moins certain que la société civile s'est armée à son tour contre la religion et qu'elle a tout fait pour la soumettre et l'asservir.

Sans doute, il y a eu des croyants, des prêtres, des papes même, qui ont proclamé la nécessité de l'alliance sincère de la raison et de la foi, de l'idée religieuse et du fait social. L'Église a aussi ses libéraux et ses savants. Qui ne se rappelle l'initiative hardie prise par Pie IX au début de son pontificat? Qui ne connaît l'admirable lettre dans laquelle Léon XIII, alors archevêque de Pérouse, rendait un solennel hommage à la science et à l'industrie, reconnaissant les grands services dont la civilisation est redevable à Copernic, Képler, Galilée et Linné, et hono-

rant le travail, source de toute richesse, dans les actes même de la vie de Jésus et des apôtres (1)? Mais ce ne sont malheureusement que des faits isolés qui n'ont pu triompher de la résistance du parti qui gouverne la curie romaine. La politique de la Société de Jésus a prévalu; elle a tué le gallicanisme; elle a créé la prépondérance exclusive de l'ultramontanisme; elle a organisé les congrégations dans le monde entier, comme une armée et un levier d'influence au moyen desquels elle a subalternisé partout le clergé des paroisses; elle a assujéti toute la catholicité à un système de centralisation excessive; enfin, elle a enfermé le pape dans le Vatican pour mieux le séparer de la société moderne.

Sans doute aussi, il y a eu dans l'ordre civil des esprits sincèrement religieux qui ont tenté des combinaisons salutaires entre les forces morales de l'Église et les forces sociales de l'État; mais leurs efforts n'ont pu contenir les passions révolutionnaires qui se sont déchaînées contre le catholicisme.

La direction du mouvement est ainsi restée aux violents et aux fanatiques; les haines se sont envenimées et l'abîme s'est creusé de plus en plus.

Des deux côtés, on a lutté pour la domination et non pour la civilisation. Les chefs de l'Église n'ont eu d'autre but que de ressaisir le pouvoir qui leur échappait sur les peuples et sur les rois. Les chefs de la démocratie n'ont eu d'autre pensée que d'asservir et d'opprimer l'Église.

(1) *Discours sur l'Église et la Civilisation*, 6 février 1877. Voir à l'Appendice.

Les premiers, pour soutenir le combat de la foi, ont imprudemment lié leur cause à celle de tous les régimes en décadence qui tombaient, comme eux, sous l'action de l'esprit nouveau. Ils se sont plus que jamais coalisés avec les monarchies de droit absolu contre les gouvernements de droit populaire; ils ont été l'âme de toutes les réactions contre l'irrésistible progrès qui pousse toutes les nations vers la liberté, et ont ainsi soulevé contre la religion les passions politiques les plus violentes.

Les seconds, pour combattre l'Église, ont eu recours à toutes les forces et à tous les moyens révolutionnaires. Ils ont persécuté la religion dans ses ministres, dans ses droits, dans son enseignement, dans toutes ses manifestations. Nous avons assisté en France au spectacle de ces violences, et nous y assisterions encore si on écoutait ceux qui désignent chaque jour l'Église à la haine des masses en criant que « c'est l'ennemi qu'il faut abattre ». La persécution éclate déjà à nos portes, en Suisse, en Allemagne, où le faux et monstrueux système du *Cultur-Kampf* a frappé impitoyablement les prélats et les institutions catholiques.

Qu'est-il résulté de ce combat fatal? Non-seulement un affaiblissement général des croyances qui soutenaient auparavant les hommes et raffermisssaient leur moralité en fortifiant leurs cœurs et en leur portant des consolations et des espérances; mais encore, par un effet inévitable, la confusion de tous les principes sur lesquels repose l'organisation même des sociétés.

Le catholicisme, il faut bien le dire, était et est encore

la seule Église organisée assez fortement pour exercer une grande action sociale.

Le protestantisme a rendu un immense service à l'humanité, en émancipant la pensée et en conquérant la liberté de conscience ; mais il n'a donné au monde aucune de ces forces religieuses qui solidarisent les esprits et entraînent le genre humain dans un grand élan de foi commune. L'œuvre de Luther a enfanté au contraire l'individualisme dans ce qu'il a de plus dangereux. Elle a émietté les croyances et les a dissoutes en donnant à chacun le droit absolu de croire et d'agir à son gré. De là l'énorme quantité de sectes qui en sont sorties ; de là l'absence de toute doctrine collective, de toute action sociale, c'est-à-dire de toute religion ; loin de pacifier et de civiliser le monde, le protestantisme a plutôt développé la guerre entre toutes les idées, entre toutes les croyances, entre toutes les passions, entre tous les intérêts.

Aussi que voyons-nous maintenant ? L'esprit de guerre domine partout.

Guerre entre l'État et l'Église ; guerre entre la Révolution représentée par les fanatiques du jacobinisme, et la religion représentée par les fanatiques du jésuitisme ; guerre à tous les degrés dans le sein de la société laïque : le socialisme subversif cherchant partout à renverser l'ordre actuel ; les chefs d'État partout menacés par le poignard des assassins ; tous les pouvoirs publics ébranlés ; partout les ouvriers en lutte avec les patrons, les pauvres soulevés contre les riches ; tous ceux qui possèdent quelque chose, toujours effrayés des périls que font

courir à l'ordre les masses innombrables de travailleurs vivant au jour le jour, sans lendemain ; l'industrie livrée à une concurrence effrénée ; les sciences elles-mêmes dépourvues de toute coordination, de toute vue d'ensemble ; l'enseignement, privé de tout esprit religieux, réduit à l'instruction technique qui fait de l'homme une machine aveugle ; enfin, les nations s'isolant les unes des autres, ressuscitant la doctrine barbare du droit de la force, et sans cesse prêtes à s'entre-dévorer.

Voilà où conduit fatalement le divorce entre la civilisation et la religion. La loi reste, il est vrai, au-dessus de cette confusion universelle ; mais la force légale ne saurait suppléer la force morale. La loi punit le mal, elle ne crée pas le bien ; elle est le glaive qui frappe, elle n'est pas le flambeau qui éclaire. Elle peut être le bourreau, elle ne saurait être ni l'instituteur, ni l'apôtre.

V

LES CAUSES DE L'IRRÉLIGION

Toutes les époques de crise profonde sont fatalement irréligieuses. Ce sont, pour les sociétés en travail d'enfantement, des heures crépusculaires où chacun erre dans l'obscurité, incertain de la route et du but, sans savoir si c'est la nuit qui vient ou si c'est l'aurore qui se lève. La raison hésite et la conscience se trouble. Les vérités auxquelles on a cru pendant des siècles sont renversées avec les institutions qui en étaient l'expression sociale ; les vérités auxquelles il faudra croire désormais ne sont pas encore formulées. On marche au milieu des ruines, on doute de l'avenir, on doute de soi-même, mais surtout on doute de Dieu, car ces grands bouleversements laissent croire que la Providence s'est tout à coup retirée du gouvernement de l'univers. Or, depuis trois cents ans, le monde traverse une de ces périodes critiques où toutes les forces sont employées à détruire l'ancienne institution religieuse et sociale. Il n'est pas encore arrivé à la période organique où la société, reconstituée sur un plan d'ensemble, pourra faire con-

courir tous les éléments dont elle dispose à la réalisation d'un grand but civilisateur et moralisateur.

Comment l'idée religieuse serait-elle restée debout dans ce vaste travail de décomposition ?

Elle a été d'autant plus atteinte, que la révolution qui s'opère, inaugurée par Luther au nom de la liberté de croire, développée par le mouvement de 89 au nom de la liberté d'agir, est à la fois dirigée contre l'Église et contre l'État.

Malheureusement, ni l'Église ni l'État n'ont eu le sentiment de la grande et sublime mission que leur imposait le passage violent de l'ordre de choses antérieur à l'ordre de choses nouveau. Au lieu de mettre leur gloire à réaliser les aspirations légitimes de leur siècle, au lieu de prendre l'initiative de toutes les réformes nécessaires, ils ont demandé à la force la sauvegarde de leur autorité.

Qui ne se rappelle les éloquentes, mais effrayantes pages où le plus implacable théoricien de l'absolutisme, le plus terrible doctrinaire du droit divin, M. de Maistre, fait du bourreau le pivot même de l'ordre social ?

« Toute grandeur, dit-il, toute puissance, toute subordination repose sur l'exécuteur. Il est l'horreur et le lien de l'association humaine. Otez du monde cet agent incompréhensible, dans l'instant même l'ordre fait place au chaos, les trônes s'abîment et la société disparaît. »

C'est bien là, en effet, la doctrine farouche qui a prévalu dans la politique des princes. Ils ont cru que la

compression et la répression suffiraient pour faire obstacle au mouvement révolutionnaire qui éclatait autour d'eux et pour les sauver eux-mêmes. Aujourd'hui encore c'est avec le glaive de la loi et la hache de l'exécuteur que les gouvernements combattent le mouvement des idées, témoin la double lutte que l'Allemagne soutient contre le catholicisme et le socialisme.

Ils ne se rappellent pas cette belle maxime de Luther :
» Contre l'esprit, on ne lutte pas avec l'épée, et l'erreur
» n'est vaincue que par la vérité. »

Ils oublient cette grande parole de Ballanche : « Le
» sang sacré dont furent arrosés les sommets du Gol-
» gotha a aboli la loi du salut par le sang. La promul-
» gation de la loi de clémence et de grâce ne permet
» plus de dire, avec M. de Maistre, l'apôtre du passé,
» que l'échafaud est un autel dressé sur les places
» publiques. »

Cette loi de clémence et de grâce que violait dans l'intérêt exclusif de sa domination le pouvoir politique, il appartenait au pouvoir religieux de la faire respecter de tous et de la glorifier comme le principe essentiel de la pacification universelle.

Mais, nous l'avons dit, loin de se retremper aux sources divines de l'Évangile; loin de se dévouer, comme autrefois, à l'apostolat glorieux qui en faisait le champion des faibles contre les forts, l'Église a lié imprudemment sa cause à celle des rois; elle s'est unie à eux dans la guerre implacable qu'ils ont déclarée à la liberté et au progrès, et tous deux ont été frappés des mêmes coups.

Tout faisait un devoir au chef de la chrétienté de se

dégager à temps de cette solidarité dangereuse. La papauté, au lieu de combattre l'œuvre rénovatrice, aurait pu la diriger et l'accomplir en l'animant du souffle religieux sans lequel toute révolution sociale sera toujours incomplète ; mais elle s'est, elle-même, absorbée dans le maintien et dans la défense de sa puissance temporelle ; elle s'est détournée de sa sainte mission spirituelle en vue de ses intérêts matériels ; elle a négligé le gouvernement des âmes pour celui de biens terrestres qui n'ont été pour elle qu'une source d'embarras, de complications et de conflits, et qu'il n'est ni dans sa destination ni dans son aptitude d'administrer efficacement.

Pour conserver le lambeau de terre sur lequel s'exerçait sa souveraineté politique, elle a compromis la souveraineté morale qu'elle exerçait sur le monde entier ; et la société, livrée à sa seule impulsion, a perdu rapidement les fortes croyances qui l'attachaient à l'Église, et le respect d'un pouvoir qui l'abandonnait.

Il y a plus : tandis que la royauté comprimait la liberté sous le despotisme légal, l'Église essayait de comprimer la raison sous le despotisme dogmatique. A un moment où l'humanité, ayant conquis le droit de libre examen et la liberté de conscience, avait soif de vérité et de clarté, la religion s'est enfermée dans un mysticisme qui exige plus que jamais la foi aveugle, et dans un supernaturalisme qui défie à la fois la philosophie et la science. Au lieu de s'approprier, en les vivifiant, les conquêtes de l'esprit humain pour en faire le levier de son action sur le monde moderne, elle les a anathématisées et a consommé violemment le divorce de la science et de la foi.

La science n'était certainement pas destinée à être l'ennemie de la religion. Chacun de ses progrès n'a-t-il pas pour but de donner à l'homme une idée plus haute de Dieu ? Par l'étude des merveilles de l'univers et l'application de toutes les forces de la nature, n'a-t-elle pas pour résultat de glorifier la cause première dans ses manifestations ? Les hommes illustres qui, depuis trois siècles, ont ouvert l'ère scientifique des temps modernes étaient surtout des croyants. Newton admirait Dieu, dont la loi de la gravitation lui révélait la toute-puissance ; il croyait à sa providence et à ses desseins sur le monde (1). Képler, dans un hymne inspiré, rendait grâces à Dieu de la simplicité merveilleuse du plan sur lequel repose l'organisation universelle. Leibniz déclarait qu'il n'attachait de prix aux travaux de la science que pour mieux avoir le droit de parler de Dieu. Bacon disait que peu de science éloigne de Dieu et que beaucoup de science y ramène ; il disait encore que la religion est l'arome qui purifie la science. Tous ont prouvé que l'inspiration scientifique, à sa plus haute expression, se confond toujours avec l'inspiration religieuse.

Mais la lutte de la foi contre la science a séparé deux forces qui devaient, au contraire, se prêter sans cesse un mutuel appui. L'Église, condamnant les découvertes qui contredisaient ses anciens dogmes, a persécuté les savants, et ceux-ci, à leur tour, se sont éloignés de la religion qui les proscrivait.

(1) « Deus, sine dominio, providentis et causis finalibus, nihil aliud est quam fatum et natura. »
(NEWTON.)

On ne peut pas dire que la science soit devenue athée, mais elle a cessé d'être religieuse. Elle s'est développée en dehors de l'Église et le plus souvent contre elle, discutant la cosmogonie et ses mystères, niant ses miracles, contestant ses révélations et jetant dans tous les esprits une incrédulité générale en matière de foi. Et cet état durera, en s'aggravant de jour en jour, aussi longtemps que le clergé ne s'assimilera pas tous les progrès scientifiques et ne concentrera pas en ses mains tous les flambeaux de l'intelligence humaine.

M. de Maistre lui-même a fini par reconnaître combien était funeste l'antagonisme de l'esprit scientifique et de l'esprit religieux, et il a prophétisé en ces termes leur inévitable réconciliation :

« Attendez que l'affinité naturelle de la religion et de » la science les réunisse dans la tête d'un seul homme » de génie. Celui-là sera fameux et mettra fin au dix- » huitième siècle qui dure toujours. »

Cet homme prédestiné ne pourrait-il pas être Léon XIII ? Il serait digne de l'esprit libéral de celui qui, étant archevêque de Pérouse, a si brillamment constaté l'union intime de la science et de la foi, de cimenter leur alliance sur le large terrain de la morale et de la prévoyance sociale.

VI

LA MORALE SOCIALE

Il importe que ceux qui nous font l'honneur de nous lire se rendent compte du but pratique auquel nous tendons. Quand nous analysons, dans un esprit dont nous espérons qu'on aura reconnu l'impartialité, les causes du regrettable conflit qui a séparé l'Église de la société moderne, notre visée est plus haute que de constater les torts et les fautes réciproques d'où est venu leur antagonisme.

Nous sommes les champions résolus et convaincus d'une large doctrine sociale que nous avons exposée, en d'autres travaux (1), sous tous ses aspects. Cette doctrine se résume dans une formule expressive, que nous ne saurions trop répéter, car elle contient tout notre programme : « L'amélioration du sort du plus grand nom-

(1) Voir les deux premiers programmes insérés dans la *Liberté* des 14 mai et 20 juin 1876; les articles en réponse à la *France* dans la *Liberté* des 30 octobre, 3, 15, 20 et 27 novembre 1876; les deux brochures sur les *Questions financières* et sur la *Politique industrielle et commerciale*; les travaux insérés dans la *Liberté* sur les chemins de fer, la conversion et l'amortissement.

bre. » La pacification des esprits, l'ordre intérieur, la prospérité des États, la liberté des peuples, la stabilité des gouvernements, dépendent de l'application qui sera faite de ce grand principe de prévoyance et de justice.

Mais, pour une aussi haute entreprise, toutes les forces sociales doivent être mises en jeu ; aucune ne peut être négligée, aucune ne peut être repoussée.

C'est dans ce but que, dans tous nos écrits, nous avons si souvent protesté contre l'esprit de parti et d'exclusion de la politique, contre l'individualisme étroit de la science, contre l'égoïsme de l'industrie, en les conviant à faire converger tous leurs efforts vers le développement constant du bien-être, de l'intelligence et de la moralité parmi les classes les plus nombreuses et les plus déshéritées.

C'est dans le même sentiment que, nous adressant aux représentants de la religion, nous venons les supplier de cesser la lutte qu'ils soutiennent contre la civilisation moderne, de se réconcilier avec la science et l'industrie, et de leur venir en aide pour accomplir de salutaires réformes dans l'intérêt des masses qui travaillent, qui souffrent et que démoralisent la misère et les privations.

Tout se tient et s'enchaîne dans le système au triomphe duquel nous nous sommes voués ; mais c'est sur l'action décisive de la religion que nous fondons nos plus grandes espérances.

De toutes les forces sociales, l'Église n'est pas seulement la plus considérable par l'influence qu'elle exerce sur les âmes ; elle l'est surtout par la puissance de son organisation et par le dévouement passionné dont sont

animés ses ministres. Le jour où le clergé se mettra à la tête du mouvement social pour le succès d'une noble cause de civilisation et de progrès, cette cause sera gagnée d'avance.

Dans la crise que nous traversons, et qui existe, avec une égale gravité, dans les institutions, dans les mœurs, dans les idées et dans les croyances, la loi ne suffit pas ; la science et l'industrie sont impuissantes ; il faut que la religion fasse entendre sa voix austère et pacifique, et vienne dénouer, au nom des vérités supérieures dont elle est la divine expression, le drame social qui, sans elle, ne se dénouerait que par la force. Pour accomplir cette œuvre de paix et d'harmonie, à côté, ou plutôt au-dessus des législateurs, des savants et des industriels, il faut des apôtres.

Où trouver, en dehors de l'Église, les apôtres capables d'éclairer et de diriger tous les esprits, en ces temps de trouble universel ?

Où trouver les missionnaires prêts à se dévouer pour le salut de l'humanité ?

Où trouver les prédicateurs du droit et de la justice assez courageux, assez indépendants pour dire la vérité aux grands de la terre, protester contre les abus de la force, dénoncer les vices de l'organisation sociale et défendre les intérêts sacrés des petits et des humbles ?

Quel merveilleux spectacle offrirait au monde un pape civilisateur et pacificateur, ouvrant la croisade de la paix vivifiée par la liberté, glorifiée par la science et sanctifiée par la religion !

Que l'on s'imagine l'Église partout représentée, non

par les casuistes retors du jésuitisme, ni par les fanatiques du Syllabus, mais par les Pierre l'Hermite du xix^e siècle, prêchant dans tous les pays et dans tous les temples que l'heure est venue de résoudre enfin les grands problèmes de notre temps ! Quel enthousiasme éclaterait partout sur leur passage, lorsqu'on les entendrait proclamer que la loi du plus fort et le droit de conquête doivent être définitivement rayés du Code des nations ; que nul pouvoir n'est légitime qu'à la condition d'employer toute son autorité à faire concourir toutes les institutions et toutes les classes à l'amélioration morale, intellectuelle et matérielle du sort du plus grand nombre, et que les peuples et les partis doivent déposer les armes de guerre pour consacrer toutes leurs forces et toutes leurs ressources à cette œuvre immense de vraie civilisation et de vraie liberté !

Voilà le vaste terrain où nous voudrions voir se placer l'Église, pour se régénérer aux sources divines de l'Évangile et régénérer avec elle la société tout entière.

Au lieu de s'enfermer dans de vieilles formules dogmatiques que la science et le libre examen combattent trop facilement ; au lieu de s'attacher exclusivement à des pratiques dont le sens est perdu pour l'immense majorité des fidèles eux-mêmes, c'est la morale qu'il faut prêcher, qu'il faut faire comprendre, qu'il faut développer dans toutes ses applications sociales.

Que l'Église ait ses dogmes, son *credo*, ses articles de foi, sa discipline et sa hiérarchie, rien de plus juste. Respectons chez elle la liberté des croyances et assurons

son indépendance absolue dans le domaine de la foi. Mais les dogmes sont, hélas ! ce qui divise le plus les hommes et ce qui sème dans le monde les guerres religieuses, les plus terribles et les plus implacables de toutes. Or, aujourd'hui, il faut rechercher ce qui peut unir et non ce qui peut diviser. L'Église doit se rapprocher des peuples, mais elle doit les rapprocher d'elle en leur apportant des vérités simples, claires, universelles, qui soient la lumière même de la conscience. Il faut qu'elle reprenne, dans les conditions nouvelles de notre temps, le grand enseignement moral par lequel, il y a quinze siècles, elle a transformé le paganisme romain et civilisé les Barbares.

Seulement, pour atteindre aujourd'hui son but, la morale chrétienne doit élargir elle-même les limites de son principe primitif.

Sa première formule a été celle-ci : « Tous les hommes » sont frères. — Aime ton prochain comme toi-même ! » C'est la sainte loi de la morale individuelle manifestée surtout par la charité.

Et, en effet, l'action du christianisme a été un immense effort de charité universelle. C'est par la bienfaisance que l'Église, impuissante à détruire la domination des forts sur les faibles et des riches sur les pauvres, a cherché à en atténuer la rigueur. C'est par là qu'elle a remédié, autant que possible, à l'inégalité des conditions et aux vices de la distribution des richesses. Toutes les institutions charitables, qui furent la création et la gloire du clergé, portent l'empreinte de cette inspiration généreuse.

L'Église a pu croire que là se bornait sa mission,

convaincue qu'il y aurait toujours des riches et des pauvres. L'exercice de la charité lui a paru même nécessaire pour rendre les riches meilleurs.

Mais il y a aujourd'hui autre chose à faire pour compléter l'apostolat chrétien.

A la formule : « Tous les hommes sont frères, » qui est plutôt sentimentale qu'organisatrice, il faut substituer la formule de la morale sociale, bien autrement large dans ses principes et dans sa pratique, d'après laquelle : « Toutes les institutions religieuses, politiques et économiques doivent concourir à l'amélioration morale, intellectuelle et physique des classes pauvres et laborieuses. »

Voilà l'œuvre vraiment civilisatrice à laquelle nous ne cessons de convier les hommes de foi, les hommes de science et les hommes d'État. Pour qu'elle réussisse, la réconciliation de l'Église avec la société est absolument indispensable, car ce n'est que par le concours des forces religieuses, scientifiques et politiques, que ce grand progrès s'accomplira.

Nul n'est plus capable que l'Église de se mettre à la tête de cette œuvre immense, car nul n'a, à un plus haut degré, le génie moralisateur qui entraîne les hommes vers le bien et la foi qui transporte les montagnes. C'est pourquoi nous faisons les vœux les plus ardents pour qu'elle comprenne la tâche sublime que les temps nouveaux assignent à son zèle. Si le Vatican, au lieu de rester la sombre forteresse du pouvoir temporel, désormais détruit, devenait le foyer de la civilisation du dix-

neuvième siècle; s'il s'appropriait, pour les animer d'un grand souffle religieux, tous les progrès de la science et de l'industrie, la Papauté, replacée au sommet de la pyramide humaine, reprendrait aussitôt son antique prestige. Ce serait, pour elle, la revanche éclatante de Luther, car elle vaincrait alors l'individualisme protestant, en faisant triompher le principe vraiment chrétien de la solidarité universelle.

VII

LES TROIS PHASES ÉCONOMIQUES

Nous avons dit que la morale chrétienne, pour remplir la haute mission qui appartient à l'élément religieux dans le développement de la société moderne, doit élargir son principe et son but. De la fraternité humaine qui, jusques à présent, a été sa loi fondamentale et s'est traduite essentiellement par un admirable élan de charité, il importe qu'elle arrive aujourd'hui à la solidarité universelle qui se traduira par un vaste système de prévoyance sociale où toutes les institutions seront dirigées vers l'accroissement du bien-être de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

Cette nouvelle formule n'est, d'ailleurs, qu'une application du principe chrétien à l'état social actuel. La morale de la charité et la morale de la prévoyance sont l'une et l'autre les filles légitimes de la fraternité. La première a suffi dans la période antérieure ; la seconde peut seule satisfaire aux besoins des temps nouveaux.

Le monde a passé déjà par deux évolutions considérables qui ont caractérisé la civilisation païenne et la

civilisation chrétienne. Une troisième commence aujourd'hui, aussi vaste, aussi radicale que celles qui l'ont précédée. A chacune de ces transformations ont dû correspondre des doctrines d'économie sociale en rapport avec l'état politique, matériel et moral de la société.

Le paganisme divisait l'humanité en deux races distinctes : les maîtres et les esclaves. La philosophie elle-même professait qu'il existait deux natures : l'une libre, créée pour dominer, l'autre servile, créée pour obéir (1). Toute la société antique a été basée sur l'asservissement et l'exploitation du genre humain dans l'intérêt du petit nombre, et cela paraissait juste et naturel aux yeux de tous les philosophes, même d'Aristote, le plus grand de tous.

En l'absence de l'idée de fraternité introduite dans le monde par le christianisme, la servitude était une nécessité fatale, une condition inévitable de l'existence de cette société ; car, comme le disait Aristote, *les navettes*

(1) Ainsi disait Aristote : « Quand on est inférieur à ses semblables autant
» que le corps l'est à l'âme, la brute, à l'homme, et c'est la condition de
» tous ceux chez qui l'emploi des forces corporelles est le seul et le meilleur
» parti à tirer de leur être, on est esclave par nature. Pour ces hommes-là
» ainsi que pour les autres êtres dont nous venons de parler, le mieux est
» de se soumettre à l'autorité du maître ;
» L'utilité des animaux privés et celle des esclaves sont à
» peu près les mêmes : les uns comme les autres nous aident, par le secours
» de leurs forces corporelles, à satisfaire les besoins de l'existence. La nature
» même le veut, puisqu'elle fait les corps des hommes libres différents de
» ceux des esclaves, donnant à ceux-ci la vigueur nécessaire dans les gros
» ouvrages de la société, rendant au contraire ceux-là incapables de courber
» leur droite stature à ces rudes labeurs, et les destinant seulement aux
» fonctions de la vie civile, qui se partage pour eux entre les occupations de
» la guerre et celles de la paix. »

» Quoi qu'il en soit, il est évident que les uns sont *naturellement libres*
» et les autres *naturellement esclaves*, et que, pour ces derniers, l'es-
» clavage est utile autant qu'il est juste. » (*Politique d'Aristote*, p. 16.)

ne pouvant tisser toutes seules, on devait asservir au travail des machines humaines. On les condamnait à produire les objets nécessaires pour les plaisirs, les caprices et les besoins des oisifs, et à façonner les engins de destruction nécessaires aux hommes de guerre (1).

Mais, si le maître avait droit de vie et de mort sur l'esclave considéré comme une chose dont il pouvait user et abuser à son gré, celui-ci, du moins, n'avait pas le souci de son existence matérielle; c'était un instrument de production que l'on soignait comme on soigne les bêtes de somme, en vue d'en obtenir tous les services et d'en retirer tous les avantages possibles.

Le christianisme est venu détruire cette monstrueuse dualité de l'espèce humaine, en déclarant inique et contraire à la loi de Dieu l'asservissement de l'homme par l'homme. Ce travail d'émancipation a exigé 1,800 ans d'efforts; il est à peine terminé aujourd'hui. Dans l'interval, la religion a cherché à améliorer les divers états de servitude par lesquels les peuples ont passé. Elle a

(1) Parmi les instruments, les uns sont inanimés, les autres vivants; par exemple, pour le patron du navire, le gouvernail est un instrument sans vie, et le matelot qui veille à la proue un instrument vivant, l'ouvrier, sans les arts, étant considéré comme un véritable instrument. D'après le même principe, on peut dire que la propriété n'est qu'un instrument de l'existence, la richesse une multiplicité d'instruments et l'esclave *une propriété vivante*; seulement, en tant qu'instrument, l'ouvrier est le premier de tous. Si chaque instrument pouvait, en effet, sur un ordre reçu ou même deviné, travailler de lui-même *comme les statues de Dédale ou les trépieds de Vulcain*, « *qui se rendaient seuls*, dit le poète, *aux réunions des dieux* », si les navettes tissaient toutes seules, si l'archet jouait tout seul de la cithare, les entrepreneurs se passeraient d'ouvriers et les maîtres d'esclaves. Les instruments proprement dits sont donc des instruments de production; la propriété, au contraire, est simplement d'usage. Ainsi la navette produit quelque chose de plus que l'usage qu'on en fait; mais un vêtement, un lit, ne donnent que cet usage même.

(Politique d'Aristote, p. 12.)

généreusement pris en main la cause de l'esclave et l'a protégé contre le pouvoir absolu qui l'opprimait. A côté des leçons de charité et de résignation, elle a placé un principe fécond et d'un effet décisif dans un avenir plus ou moins éloigné, savoir : l'entière égalité du maître et de l'esclave dans l'Église et sous le jugement de Dieu. Elle a dit à l'esclave : « Tu es l'affranchi du Seigneur (1). » Elle a dit aux possesseurs d'esclaves : « Votre maître et le leur est au ciel, qui n'a point égard à la condition des personnes (2). »

Dans tout le cours du moyen âge, l'Église a organisé, avec la sollicitude la plus touchante, tout un système de bienfaisance et d'assistance destiné à atténuer les maux qui naissent de l'inégalité des conditions et de la mauvaise distribution des richesses. Puis, ne pouvant faire plus dans une société où le droit païen du plus fort régnait encore sans réserve, elle a prêché la résignation aux pauvres et aux malheureux ; elle a fait consister la sainteté dans le détachement et le mépris des biens d'ici-bas (3) ; elle a fait de la pauvreté une vertu ; elle a dit aux pauvres : « Ayez patience, vous êtes, avec votre pauvreté, en bonne compagnie : Notre Seigneur, la sainte Vierge, sa mère, les apôtres, tant de saints et de saintes ont été pauvres » (4). Enfin, elle a cherché à les relever et à les consoler en leur disant que le bonheur

(1) Saint Paul, *Cor.*, VII, 22.

(2) *Eph.*, VI, 8, 9.

(3) « La voie la meilleure et la plus sûre pour parvenir à la sainteté est » de fuir tout ce que le monde estime et recherche.»

(SAINT IGNACE DE LOYOLA.)

(4) Saint François de Sales.

n'était pas de ce monde, mais qu'il leur serait donné dans le royaume des cieux, où les derniers d'ici-bas seront les premiers et d'où seront exclus les riches et les puissants de la terre.

Elle n'a pas cherché à détruire les causes mêmes de la misère, la croyant inhérente à l'organisation des sociétés; elle ne s'est occupée que d'en atténuer les effets.

Telle a été l'économie chrétienne pendant dix-huit siècles; telle on la retrouve de nos jours, s'épuisant en combinaisons charitables pour soulager l'humanité souffrante et montrant au delà du tombeau la Cité céleste comme réparation et récompense des misères terrestres.

Cependant l'œuvre sociale du christianisme s'est accomplie.

L'esclavage a disparu. La Révolution française a complété la pensée libératrice de l'Évangile, en détruisant, dans la nuit du 4 août, la féodalité et le servage, et en rétablissant, par la Déclaration des droits de l'homme, l'unité du genre humain.

A côté de l'œuvre morale du christianisme, la science et l'industrie ont complété l'œuvre d'affranchissement des classes laborieuses; les *navettes* tissent aujourd'hui toutes seules, et les *statues de Dédale* ou les *trépieds de Vulcain* pourraient, selon l'image d'Aristote, *se rendre seuls aux réunions des dieux*, sur les ailes de la vapeur. Mais les conquêtes politiques de 89, comme celles de la mécanique, n'ont pas sensiblement amélioré les conditions d'existence des masses. Il n'y a plus deux

espèces dans l'acception brutale du mot, mais il y a des patrons et des ouvriers, des riches et des pauvres.

Le travail, tel qu'il est organisé, est encore une sorte de servage. L'ouvrier libre, réduit à ses seules forces et à ses seules ressources, est quelquefois plus malheureux que l'ancien esclave.

Dans cette situation nouvelle, l'économie sociale ne saurait plus être ce qu'elle était dans les deux périodes antérieures. La sollicitude du maître pour l'esclave pouvait suffire dans le monde païen ; la charité chrétienne pouvait suffire dans le monde féodal ; mais, avec la liberté et l'égalité, c'est à la sollicitude de la société pour tous ses membres et à la prévoyance générale qu'il faut demander la protection et le bien-être de ceux qui travaillent et qui souffrent. L'inégalité des conditions ne peut plus être atténuée ni redressée par la bienfaisance seule ; elle ne peut l'être que par un ensemble d'institutions organiques de nature à restreindre de plus en plus la misère et à élargir indéfiniment le champ de l'activité humaine.

Un grand maître caractérise ainsi l'évolution qui doit s'accomplir.

« Toute éducation sociale a commencé par la direction violente imposée aux faibles par les forts. La société humaine a commencé par la lutte, elle finira par l'association universelle. »

Le principe même de l'activité humaine doit se transformer.

Le paganisme divinisait la matière et faisait d'un sensualisme effréné la loi suprême de la vie des peuples et des individus.

Par une réaction violente en sens contraire, le christianisme est tombé dans un mysticisme excessif. Considérant le corps comme la seule cause de toutes les chutes, de tous les vices et de tous les maux de ce monde, il a proclamé que la perfection et la vertu supérieure ne peuvent consister que dans le détachement absolu des biens d'ici-bas.

Cette lutte de l'esprit et du corps n'est pas dans la nature. La mission de la nouvelle économie sociale est d'y mettre un terme. Le corps est d'origine divine autant que l'esprit. L'homme ne vit pas seulement pour l'éternité et pour l'infini ; il vit dans le temps et dans l'espace. Si le royaume de Dieu est hors de ce monde, il est aussi dans ce monde, et c'est ce que l'Évangile a enseigné, en disant que la volonté de Dieu doit se faire *sur la terre comme dans le ciel*.

Il faut que notre siècle consacre enfin ces grandes vérités, qu'il donne à toutes les manifestations de la matière le même développement qu'à toutes les manifestations de l'intelligence, et les fasse concourir sans cesse au progrès et au bien-être de toutes les classes.

Il y a dans la société assez de forces humaines et de forces mécaniques, il y a dans la nature assez de forces physiques pour refouler efficacement la misère, si l'on sait en tirer tout le parti dont elles sont susceptibles.

Il ne faut, pour cela, que mieux veiller à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse, mieux organiser le travail de l'âge mûr, et assurer à l'ouvrier le repos de la vieillesse par la généralisation du système de la retraite.

Le problème est immense dans ses conséquences sociales, mais il est simple dans ses termes.

Tout le monde vit aujourd'hui sur les produits encore maigres de l'industrie ; mais la masse vit fort mal, par suite d'une organisation défectueuse qui ne permet pas d'utiliser, dans l'intérêt du plus grand nombre, les éléments dont on peut disposer.

Eh bien ! c'est à l'application et au développement de ces forces inactives que l'économie sociale moderne doit travailler sans relâche. C'est là qu'elle doit chercher de nouveaux moyens de procurer à tout homme, par un judicieux emploi de son activité, la satisfaction de ses besoins proportionnellement à sa nature et à ses facultés. Mais, pour y parvenir, il est indispensable qu'un grand principe moral anime et vivifie tous les efforts, et ce principe est celui que nous avons formulé en ces termes : « Toutes les institutions religieuses, politiques et économiques doivent tendre à l'amélioration du sort du plus grand nombre. »

Cette entreprise est au plus haut degré, une œuvre religieuse ; car elle a pour but de combattre victorieusement le paupérisme et de moraliser les hommes en les rendant plus heureux. Aussi est-ce à l'Église que nous avons surtout fait appel pour prendre en mains cette sainte cause, au succès de laquelle se lie la paix, l'avenir et le bonheur du genre humain.

VIII

LA CHARITÉ ET LE CRÉDIT

L'action religieuse est la plus puissante qui puisse être exercée pour le perfectionnement des individus comme pour celui des sociétés.

Le principe moral constitue la partie la plus essentielle de cette action ; le dogme et le culte n'en sont que les parties accessoires.

Le dogme est la raison et le symbole de la morale religieuse ; le culte en est l'expression, la manifestation extérieure ; il est la communion des fidèles avec Dieu, leur union dans un même sentiment, dans une même pensée ; il est l'enseignement vivant, grave ou animé ; il est enfin la fête simple ou brillante, rehaussée, dans les pompes du catholicisme, par l'éclat des beaux-arts.

Le dogme et le culte peuvent varier à l'infini ; la morale seule est une, elle domine toutes les variétés du dogme comme les expressions les plus diverses du culte ; c'est elle qui donne à l'individu comme aux sociétés leur règle de conduite.

Ainsi, Jésus, qui venait changer le dogme et le culte

du peuple juif, en adoptait la morale, la considérait comme la loi suprême et déclarait qu'il entendait l'accomplir et non la changer (1).

« Tous les hommes sont frères ; aime ton prochain comme toi-même.

» Toute la loi et les Prophètes, disait-il, sont dans ces deux préceptes. »

Les successeurs du Christ ne se sont attachés qu'au perfectionnement de la morale individuelle, abstraction faite de la société dont ils repoussaient la constitution. Sous ce rapport, comme nous l'avons dit, leur action a été double : d'une part, ils ont agi sur les grands de la terre, en frappant leur imagination par l'espérance des jouissances célestes ou par la crainte des peines éternelles ; d'autre part, ils ont agi sur les faibles, sur les opprimés, qui formaient la classe la plus nombreuse, par la promesse d'une vie meilleure au delà de ce monde.

La terre n'était présentée à ces derniers que comme une vallée de larmes, où ils étaient, il est vrai, en proie à toutes les injustices, où le spectacle des inégalités les plus arbitraires et les plus choquantes s'offrait à leurs regards ; ils s'efforcèrent de les en détacher spirituellement, en la leur présentant comme une voie douloureuse inévitable à franchir pour parvenir à la Cité de Dieu, où règnerait l'égalité la plus parfaite et où ils jouiraient, à l'exclusion des riches, d'une béatitude éternelle.

(1) « De même, dit l'abbé Gratry, le christianisme n'est pas venu détruire le fruit humain de la pensée philosophique, mais le mûrir. »

(*De la connaissance de Dieu*, ch. iv.)

Le riche, selon l'Évangile, aurait plus de peine à entrer dans le royaume des cieux qu'un câble à passer par le trou d'une aiguille.

Cette théorie du renoncement, du détachement de ce monde, peut-elle subsister, alors que la loi civile ne reconnaît plus que des hommes égaux en droits et dont toutes les virtualités peuvent se faire jour malgré les obstacles si nombreux encore qui s'opposent à leur expansion ?

Un philosophe chrétien de l'école des Montalembert et des Lacordaire, M. de Falloux, justement imbu de l'esprit moderne, n'a-t-il pas eu raison d'élever la voix pour protester contre la tendance réactionnaire de l'Église, contre sa répulsion vis-à-vis de l'état de choses actuel, produit de la Révolution française ?

La Révolution française peut être jugée aujourd'hui avec d'autant plus d'impartialité qu'un intervalle bientôt séculaire a affaibli l'horreur de ses excès.

Pourquoi ne pas reconnaître ce qu'on lui doit ? n'est-elle pas venue réaliser politiquement les sentiments chrétiens de la fraternité humaine, et n'a-t-elle pas préparé ainsi le règne de Dieu sur la terre ?

« Mon royaume n'est pas MAINTENANT de ce monde », a dit Jésus.

Le mot le plus significatif de cette déclaration, qu'un pieux fanatisme a tenté d'effacer, une exégèse éclairée permet de le rétablir.

Non, Jésus n'a pas frappé le monde d'un anathème éternel, il ne l'a condamné que dans le temps, et il n'a fait qu'ajourner l'avènement de son règne.

L'Église, qui a constamment pratiqué la charité sous toutes ses formes, pourrait-elle hésiter à entrer dans la voie que nous lui ouvrons ? pourrait-elle se refuser à refouler définitivement la misère, à faire participer les classes les plus nombreuses et les plus pauvres aux jouissances qui sont aujourd'hui le partage de quelques privilégiés, d'une minorité infime dans l'espèce humaine ?

Mais est-il possible réellement de rendre les hommes meilleurs, plus éclairés, plus heureux ; d'organiser à cet effet la société sur des bases telles, que chacun puisse aspirer naturellement au libre développement de ses facultés, à leur emploi et à la jouissance, après la vie active, des fruits de son travail ?

Est-il possible d'accroître la puissance de l'homme sur la nature et d'utiliser l'ensemble des forces sociales, de telle sorte que la masse des richesses produites puisse être augmentée dans des proportions assez considérables pour suffire largement à tous les besoins ?

Est-il possible enfin que la distribution de ces richesses soit réglée par la justice, et qu'elles se répandent dans toutes les parties du corps social comme un sang bien-faisant qui en vivifie les membres, pour les faire concourir avec plus d'énergie et de force vers un but commun ?

Nous n'hésitons pas à répondre que cette œuvre doit s'accomplir ; elle est digne surtout de tenter l'ambition de l'Église et de son chef actuel ; mais, pour la réaliser, il faudrait que, sans négliger l'enseignement de la morale individuelle, l'Église s'appliquât à développer les grandes notions de la morale sociale, qu'elle cessât de considérer

comme profanes la science et l'industrie, et qu'elle les dirigeât d'une main ferme vers l'amélioration du sort du plus grand nombre.

Les économistes modernes n'ont envisagé la formation des richesses qu'au point de vue du bon marché des produits, au moyen de la réduction des salaires ; ils ne se sont pas préoccupés de la distribution vicieuse des richesses ; ils ne se sont pas inquiétés des souffrances de ceux qui les créent.

Indifférence funeste qui anéantit les effets de l'économie recherchée, limite la production en restreignant la consommation dans un cercle étroit, et met ainsi le sort de l'industrie à la merci de toutes les crises.

Méconnaissant le plan providentiel qui préside au développement des sociétés. et dominés par la même pensée qu'Aristote à l'égard de l'esclavage, ils ont fait, de la condition misérable des ouvriers, une loi naturelle, une loi fatale.

Ils ont ainsi cherché à démontrer dans des théories impies : d'une part, comme Malthus, que l'accroissement de la population au delà des subsistances ne pouvait être réprimé que par les fléaux de la guerre, des maladies, de la famine, et par la contrainte morale du prolétaire ; d'autre part, comme Ricardo, que les terres les plus fertiles étant prises par les premiers occupants, la mise en culture des plus mauvaises devait avoir inévitablement pour résultat d'augmenter la rente du propriétaire oisif et d'empirer de plus en plus la condition des fermiers et des travailleurs.

Leur fausse science n'est en résumé que la systématisation de la misère.

Tout autre devrait être le point de vue du clergé ; sa préoccupation naturelle serait celle du bien-être des masses, qui est la raison d'être comme le but de tout travail dans les sociétés.

Ne voit-on pas l'extension en quelque sorte illimitée que recevrait la production de l'accroissement de la consommation générale, la sécurité qu'acquerrait l'industrie du jour où elle s'appuierait sur la large base de la satisfaction des besoins des masses, ne voit-on pas la réduction que subiraient les prix de revient par l'effet de l'extrême diminution des frais généraux ?

L'industrie se trouverait ainsi constituée sur des bases inébranlables.

La société, comme l'ont démontré de grands philosophes du siècle dernier, doit être considérée comme un être soumis aux mêmes développements que l'individu, avec cette différence que la société ne meurt pas et qu'elle ne fait que se transformer dans le passage d'une époque organique épuisée à une époque supérieure.

La société ne traverse-t-elle pas les âges en se perfectionnant sans cesse, enrichie par chaque génération de nouveaux trésors dus à l'art, à la science et à l'industrie, et n'en répand-elle pas nécessairement le bienfait sur tous ses membres, sur cette série d'êtres qui, formant une chaîne infinie, viennent successivement prendre place dans son sein ?

De quelque beau langage que Rousseau environne et pare ses sophismes, nous nous demandons, après avoir relu son *Discours sur l'inégalité des conditions*, dans

lequel il glorifie l'état sauvage, ce que serait l'homme en dehors de la société!

Locke, Price, Priestley, Turgot, et surtout Condorcet, dans son *Esquisse des progrès de l'esprit humain*, ont indiqué les lois du développement du corps social, et ont entrevu les grands effets que l'on doit attendre de la perfectibilité humaine.

D'accord avec ces philosophes, avec ces hommes illustres, le pape actuel n'a pas hésité à reconnaître les merveilleux résultats de cette perfectibilité (1).

L'économie politique doit être considérée comme la physiologie du corps social, comme ayant pour objet d'indiquer le fonctionnement régulier de ses organes et l'amélioration possible de ce fonctionnement.

Mais les hommes voués à l'étude de cette science se sont confinés dans l'étroite contemplation du présent; ils n'ont pas vu les heureuses modifications que la société était appelée à recevoir par la force même des choses.

Ils ont fait de l'anatomie descriptive et non de la physiologie.

L'être vivant dans son fonctionnement régulier a échappé à leurs observations.

Smith, le premier des économistes de l'école moderne, n'a compris la division du travail que dans son acception la plus restreinte. Il l'a décrite, comme l'on sait, dans la fabrication d'une épingle, à laquelle concouraient, de son temps, un grand nombre d'ouvriers dont l'intelli-

(1) Voir dans l'appendice la *Lettre pastorale sur l'Église et la Civilisation*.

gence devait s'obscurcir et disparaître devant la répétition incessante d'une infime fonction.

C'est sur cette donnée d'une division de travail abrutissante qu'est basé tout son système.

Le mode barbare de fabrication qu'il a décrit a disparu de nos jours devant les progrès de la mécanique animée par la puissance de la vapeur.

Au lieu des milliers d'épingles fabriquées à l'aide d'une vingtaine d'ouvriers, un seul homme, aidé d'une machine, en fabrique aujourd'hui des millions, et son intelligence se trouve relevée par l'importance de la tâche qui lui est confiée.

Bien autrement élevée est l'idée que nous nous faisons de la division du travail.

Cette division doit surtout s'entendre de celle des fonctions dans la société, de la préparation et du classement des individus suivant leurs aptitudes, et c'est seulement par l'application générale et gratuite d'un vaste système d'éducation et d'instruction à tous les degrés, que l'on peut arriver à reconnaître ces aptitudes et à obtenir ainsi la meilleure division des fonctions et leur direction vers un but commun.

L'éducation et l'instruction sont donc la base fondamentale de tout perfectionnement social.

Sans doute les grands résultats obtenus dans l'industrie; la découverte de la vapeur, comme celle de tous les métiers et engins mécaniques, sont dus aux progrès des sciences, mais le hasard et l'inspiration individuelle peuvent en revendiquer une grande partie.

Que ne devrait-on pas attendre d'une société organisée

pour le progrès, d'une société dans laquelle toutes les intelligences, façonnées, assouplies par l'éducation, recevraient, à divers degrés, les notions de toutes les sciences?

Nous disons à divers degrés, parce que l'inégalité des intelligences et des aptitudes est, heureusement, la condition de l'espèce humaine; sans cette inégalité, il n'y aurait pas de division de travail, la société ne serait pas possible.

Mais comment pourvoir aux frais de cette instruction répandue à flots, comme nous le voudrions; comment, sans tomber dans le communisme, procurer régulièrement du travail à cette masse d'individus ainsi préparés par l'éducation, comment, enfin, assurer d'une manière certaine le repos de leurs vieux jours?

Parmi les forces qui constituent la puissance des sociétés modernes, il en est une dont on n'a pas suffisamment mesuré l'étendue, et dont l'application est encore à son enfance : c'est LE CRÉDIT.

Le crédit, qu'on nous pardonne cette comparaison triviale, est à la charité dans le même rapport que la vapeur à l'eau tiède.

La charité peut bien déterminer les riches à employer une partie de leur superflu au soulagement des pauvres; mais ce superflu, insuffisant pour remédier à toutes les souffrances, est absolument impuissant à faire disparaître la pauvreté.

Ce n'est pas seulement au superflu, mais au fond même de la richesse qu'il faut demander les ressources nécessaires à l'amélioration de la condition sociale.

L'homme a été doué d'une puissance productive supé-

rieure à ses besoins, et l'excédant qu'il obtient est la base, le principe de tout progrès ; il permet de pourvoir à la culture des arts, à celle des sciences et à l'entretien des dépenses publiques, il fournit au crédit les plus amples moyens d'exercer son action dans l'intérêt du développement de l'industrie.

Par le crédit convenablement dirigé, tout l'excédant annuel des frais de production, tout ce qui constitue ce que désignent les économistes par l'accumulation des capitaux, toutes les richesses acquises, toutes les forces mécaniques comme celles de l'esprit humain, pourraient concourir au développement de l'instruction publique, à la commandite du travail pris dans son acception la plus large et à l'organisation de la retraite.

Aujourd'hui, la direction des capitaux disponibles au delà de l'entretien des travailleurs, est abandonnée au hasard des placements arbitraires, dans le choix desquels les hommes chargés de cette importante fonction ne consultent généralement que leur intérêt personnel, leur intérêt immédiat.

L'emploi moral ou immoral de ces capitaux leur importe peu ; ils ne s'attachent qu'à l'intérêt plus ou moins usuraire qui y est affecté, aux bénéfices qu'ils en retirent.

C'est ainsi que des milliards ont été s'engloutir en Turquie pour fournir à ce pays les moyens de résister aux sages conseils des grandes puissances, et d'affronter les hasards d'une guerre qui a été désastreuse pour tous les intérêts européens.

C'est ainsi qu'ont été alimentées avec le produit de

nos épargnes les listes civiles de ces satrapes de la Turquie, de l'Égypte, de la Tunisie et du Maroc; que leurs harems ont été repeuplés et que leurs malheureux sujets se sont trouvés en proie aux abus et aux avanies de toutes sortes.

C'est dans de pareils gouffres que tant de fortunes ont été s'abîmer.

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé!

Si honorables que soient personnellement les auteurs de ces emprunts, ils n'en sont pas moins responsables devant Dieu des indignes traitements auxquels sont soumis, jusqu'à épuisement, des millions d'êtres humains réduits à un état plus dur que celui de l'esclavage antique, pour servir aux besoins des folles dettes contractées par leurs maîtres.

Qu'on relise, entre autres documents instructifs, le rapport de M. Cave sur les moyens employés en Égypte pour la perception abusive des impôts, et l'on verra qu'il n'y a rien d'exagéré dans le tableau que nous venons de tracer.

Ombres généreuses de Wilberforce et de Cobden, qu'eussiez-vous dit, de votre vivant, de ces opérations financières basées sur l'exploitation de l'homme par l'homme!

Nous ne parlerons que pour mémoire des emprunts destinés à pourvoir aux dépenses de l'état militaire des diverses nations de l'Europe ou à l'insuffisance des budgets des républiques de l'Amérique centrale, telles que le Pérou et le Honduras.

Une seule entreprise de haute civilisation a heureusement absorbé, dans ces trente dernières années, sous de puissantes initiatives, une partie notable des épargnes de l'Europe : c'est celle des chemins de fer.

Qu'on juge par les immenses résultats obtenus à l'aide de ce travail, de ce qu'on aurait pu faire si les capitaux qui ont alimenté les divers emprunts étrangers avaient été consacrés au développement de l'instruction nationale et à celui de notre industrie!

IX

LE RÈGNE DE DIEU SUR LA TERRE

En vain, quelques catholiques fervents protestent-ils contre l'existence du mot *maintenant*, dans la phrase célèbre du Christ réduite arbitrairement à ces termes : *Mon royaume n'est pas de ce monde* (1).

La légitimité de cette restitution ne saurait être contestée et nous sommes obligé, pour l'établir, d'entrer dans des développements que justifie l'importance de la question.

Ce mot a été conservé dans les traductions protestantes de la Bible, et il se trouve dans toutes celles qui ont été faites à l'usage de l'Église catholique, avec approbation de l'épiscopat ou de la Sorbonne, depuis 1487 jusqu'en 1667.

Nous ne voulons pas rechercher sous quelle influence janséniste ou gallicane, ainsi que la date l'indiquerait, il en a été retranché depuis cette époque; il nous suffit

(1) Évangile de saint Jean, chapitre XVIII, verset 56.

d'avoir constaté cette suppression dont la gravité n'échappera à personne.

« Des paroles de Jésus-Christ, il n'en est aucune qu'on ait plus détournée de son vrai sens, dit M. de Lamennais. On en a conclu que le royaume de Jésus-Christ n'était pas de la terre, et c'était conclure que la justice et la charité n'étaient pas de la terre, ne seraient jamais de la terre, et qu'ainsi la terre devait être à jamais livrée au mal et aux puissances du mal; c'était proclamer au nom de Dieu le règne de l'enfer.

» ... Que la doctrine de Jésus soit toute différente de cette abominable doctrine, qui pourrait en douter? Et, en effet, elle est si claire qu'on se demande avec étonnement comment on a pu la dénaturer à ce point, comment même on a pu l'obscurcir à ce point. Jésus se déclare roi, mais en même temps il déclare que son royaume n'est pas de ce monde. Or, qu'est-ce que le monde dans la pensée et le langage de Jésus-Christ? Le monde, il ne cesse de le répéter, en instruisant ses disciples et le peuple, c'est l'assemblée des enfants de Satan, des hommes d'iniquité, c'est la société des hommes corrompus à laquelle il venait en substituer une autre, fondée sur des maximes entièrement opposées.

.

» C'est pourquoi, après avoir dit : *Mon royaume n'est pas de ce monde*, il ajoute : *Mon royaume n'est pas maintenant d'ici*. S'il ne devait jamais être *d'ici*, l'humanité sans espérance n'aurait aucun but ici-bas, irrévo- cablement destinée à y porter le poids d'une effroyable

malédiction. Tous les liens seraient brisés, puisque chacun devrait se séparer le plus tôt possible de cette société condamnée, et travailler à part, loin de sa funeste influence, à se sauver individuellement; d'où, sous une apparence de sainteté, sous de trompeurs dehors de vertu, un égoïsme monstrueux, une quiétude inerte dans la complète solitude de l'âme, dans la fuite et l'oubli de tout ce qui n'est pas soi. Non, Dieu n'a pas sacré le *Mauvais* roi de la terre; elle lui sera enlevée, et à son règne succédera le règne de Jésus (1). »

Le rétablissement du mot MAINTENANT, dans les paroles de Jésus, doit être considéré, par le monde catholique, comme une véritable révélation, comme l'indication de la voie nouvelle dans laquelle il doit entrer, aujourd'hui que les temps prévus sont arrivés.

Il est temps que l'Église cesse de gémir, tantôt sur Luther et Calvin qui lui enlèvent ses enfants de l'Allemagne et de la Suisse, sur Henri VIII qui lui prend ceux d'Angleterre ou sur le gallicanisme qui lui gâte ceux de France; tantôt sur l'Amérique anglaise qui a créé un nouveau monde hérétique, ou sur la Russie qui lui ravit ses Polonais, ou bien enfin sur les défenseurs du nouvel ordre établi en France qui lui contestent ses droits à l'enseignement et lui refusent même toute participation à la collation des grades.

Elle se trouve aujourd'hui acculée dans ses derniers

(1) Lamennais, *les Évangiles*.

retranchements, forcée de prendre un parti. Elle est contrainte, par la marche des événements qui se précipitent de nos jours avec une vitesse accélérée, d'abdiquer toute influence sur les affaires d'ici-bas, en tournant exclusivement ses regards vers le ciel ; ou de les reporter aussi vers la terre et de se rapprocher de ce monde laïque dont elle ne saurait méconnaître l'état d'avancement dans toutes les voies de la civilisation.

Mais, pour s'en rapprocher efficacement, elle doit bien se garder d'imiter l'œuvre tortueuse de l'institution des Jésuites ; il faut qu'elle s'assimile franchement tous les progrès accomplis, qu'elle prenne en main la direction des travaux scientifiques et industriels devenus désormais œuvres saintes devant Dieu ; qu'elle se rende ainsi capable d'établir un lien encyclopédique entre les sciences aujourd'hui isolées, de régulariser l'industrie livrée en ce moment à une concurrence aveugle et effrénée, et d'en réunir toutes les branches, à l'aide du crédit, en un faisceau harmonieux.

* En se rapprochant de ce monde, en s'y mêlant, comme tout l'y invite, elle le vivifierait et le réchaufferait par l'ardeur de sa foi ; elle referait une société nouvelle à la place de cette agglomération d'individus hostiles les uns aux autres, au milieu de laquelle nous vivons dans la confusion de tous les principes.

Elle imposerait, enfin, son arbitrage pacifique aux nations si profondément divisées et perpétuellement en guerre depuis la fin du xv^e siècle, époque où commence la déchéance politique de la papauté.

Chose remarquable et digne des plus graves médita-

tions, c'est à cette époque que correspond l'organisation des armées permanentes, dont l'entretien, si lourd, si accablant, est un des plus grands obstacles à l'amélioration morale et matérielle de la société européenne.

Loin de nous la pensée de faire de l'opportunisme ; loin de nous l'idée de subordonner à la convenance de l'Église la réalisation des idées de justice éternelle, dont nous avons entrepris l'exposition. Ces idées sont à l'abri du caprice des hommes et au-dessus de l'esprit de retardement.

Mais nous apprécions le concours que le clergé, comme les âmes et les volontés dont il dispose, pourrait apporter au triomphe de ces idées, et nous ne saurions le négliger sans manquer aux sentiments de conciliation et de fraternité qui doivent nous animer, sans imiter l'intolérance reprochée à l'Église, à l'égard de ceux qui ne partagent pas ses convictions.

Nous tentons d'ailleurs ici l'œuvre charitable par excellence, et le monde chrétien ne saurait y rester étranger.

Sans une sanction religieuse, il n'est pas de progrès durable, d'amélioration vraiment efficace.

La religion, selon son étymologie (*religare*), ne relie-t-elle pas, en effet, les hommes à Dieu et à la nature ? ne les relie-t-elle pas étroitement entre eux ? ne doit-elle pas s'occuper dès lors de tous les actes de la vie pour les faire concourir au bonheur commun (1) ?

(1) La Religion, quod ligat, est « ce qui rattache le fini à l'infini, » suivant saint Augustin, ou « ce qui relie et unit ensemble les hommes, » suivant Fénelon.

L'Église, adoptant les idées de l'ancien Testament, a pu errer sur les origines de l'homme comme sur le mécanisme de l'univers, elle a pu se tromper sur la position et sur le mouvement respectif des astres dépendant du système solaire ; mais la connaissance de ce mécanisme n'est pas un fait de révélation ; elle est le résultat de l'observation et du calcul, et il n'est plus permis au clergé de contester les découvertes de Copernic, de Keppler, de Galilée et de Newton.

Christophe Colomb, convaincu de la rotondité de la terre et offrant un monde pour un vaisseau, obtenant d'Isabelle la Catholique les moyens de réaliser sa découverte, n'a-t-il pas achevé de renverser la tradition biblique ?

Il en est tout autrement de la morale, de cette science divine. De son application dépend le bonheur de l'humanité, et l'Église ne peut reculer aujourd'hui dans la voie sacrée qui s'ouvre devant elle.

Après le sacrifice de la rédemption, le dogme du péché originel perd toute son importance aux yeux du chrétien ; que nous importent les regrets, les souvenirs d'un âge d'or que la tradition place dans le passé, si ces regrets, ces souvenirs ne sont que l'expression du désir, l'espoir d'un avenir meilleur ?

L'âge heureux n'est pas celui de l'enfant au sein de sa mère, ignorant du bien et du mal ; il n'est pas non plus celui de l'enfance des sociétés dont les notions morales sont dans l'état le plus confus, sinon le plus barbare ; il est plutôt, à nos yeux, le partage de l'homme en

pleine possession de ses facultés, de l'humanité ayant conscience des progrès qu'elle fait incessamment vers le bien, car le mal et le bien n'ont rien d'absolu, ils n'ont qu'un caractère relatif dans l'œuvre indéfinie de la perfectibilité.

Le paradis perdu est aujourd'hui à retrouver sur la terre destinée à être transformée, par l'effort des siècles, en un véritable jardin, en un Éden, du sein duquel les hommes reconnaissants pourront, dans un élan d'amour, reporter leur regards vers les cieux qui, suivant les paroles enflammées du poète-roi, du prophète couronné, racontent la gloire de Dieu.

L'âge d'or ne doit plus consister dans l'ignorance du bien et du mal : il est dans le perfectionnement de l'ordre social ; nos pères ne l'ont pas connu. Nos enfants en jouiront comme d'une récompense due au travail des générations successives dont ils seront les représentants, *la personification*, « la suite des hommes devant » être considérée, suivant la belle image de Pascal, » comme un même homme qui subsiste toujours, et qui » apprend continuellement » ; nous en jouissons d'avance nous-mêmes comme d'un avenir certain réservé à l'espèce dont nous faisons partie et dans laquelle nous nous perpéтуons.

« Vas avec confiance, dit Lamennais (1), et sans doute jamais ! dans ce long voyage où se succèdent les » générations, près de t'endormir à la fin du jour, tu » diras : Enfants, Dieu m'arrête ici ! Le désert aride

(1) Lamennais, Discussions critiques.

» commence à verdir. Demain, vous suivrez votre pèlerinage sous un ciel plus doux, à travers des contrées plus belles. »

Pour accomplir cette destinée, attachons-nous au nouveau principe de morale, qui n'est que la transformation du principe ancien, et que nous voudrions voir adopter par chacun de nous avec la même foi qui animait les Juifs dans la croyance à l'unité de Dieu (1) ce grand principe, sur lequel était basée leur constitution religieuse et politique, ils en portaient la déclaration dans leurs vêtements (2), ils la plaçaient au-dessus des portes de leurs demeures comme au frontispice de leurs monuments (3), ils la répétaient à leur lit de mort.

Le nouveau principe de morale que nous recommandons à l'adoption du monde chrétien est contenu dans les paroles suivantes :

Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration du sort moral, intellectuel et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

La loi et les prophètes modernes sont tout entiers dans ce précepte nouveau.

Rien de ce qui nous touche et nous intéresse ne saurait y échapper.

D'après cette déclaration, on comprend mieux la réponse que nous faisons à notre vieil ami, M. Émile de Girardin, lorsque, croyant nous embarrasser, il nous demandait de nous expliquer catégoriquement sur notre

(1) La *schleman*, déclaration de l'unité de Dieu.

(2) Les *tephilim* et le *tsit-tsit*.

(3) La *mezouza*, tuyau de roseau dans lequel est renfermée la *schleman*.

Credo politique et de dire si nous étions légitimistes, bonapartistes ou républicains.

Nous lui répondions, dans la sincérité de notre âme, que nous étions dévoué d'avance à tout gouvernement qui réaliserait le mieux le programme posé plus haut.

M. de Maistre, dont l'Église catholique ne récusera pas l'autorité, s'exprimait à peu près dans les mêmes termes lorsqu'il disait dans sa correspondance :

« Je vote pour les meilleurs gouvernements, c'est-à-dire pour ceux qui donnent le plus grand bonheur possible au plus grand nombre d'hommes possible. »

Il n'y a là, ce qui doit convenir à l'impartialité papale, aucune préférence pour une forme déterminée de gouvernement.

Dans un programme politique que nous avons publié en 1876 (1), après avoir posé la question des pauvres et des riches, paraphrasant la phrase célèbre de M. Thiers : « La République sera *conservatrice* ou elle ne sera pas », nous ajoutions : La République sera *organisatrice* ou elle ne sera pas.

Le moment est venu de nous expliquer sur ce que nous entendons par cette organisation, et sur les moyens que nous proposons pour faire disparaître de nos sociétés la lèpre de la misère qui les ronge.

Mais, nous devons jeter d'abord un coup d'œil général sur la réorganisation de l'état politique de l'Europe, et sur l'influence que pourrait exercer la papauté pour apaiser les différends qui divisent ses divers Etats et les unir dans un but commun.

(1) Voir la *Liberté* du 20 juin 1876

X

RÉORGANISATION PACIFIQUE DE L'EUROPE

Avant d'examiner sur quelles bases l'Eglise devrait s'attacher à fonder l'œuvre d'économie sociale destinée à améliorer le sort de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse, il est indispensable de résumer ce que nous avons dit de l'action de la papauté dans le monde, et d'indiquer l'influence qu'elle pourrait avoir pour la réorganisation pacifique de l'Europe.

Dans les chapitres qui précèdent nous avons montré historiquement que la papauté et le clergé catholique avaient rempli, depuis l'invasion des Barbares et pendant tout le moyen âge, une puissante mission civilisatrice ; qu'ils avaient fondé une morale générale et une morale individuelle ; que cette morale générale avait eu pour effet d'établir un lien entre les nations, entre tous les représentants du pouvoir temporel qui était alors celui de la force ; qu'ils avaient ainsi diminué les guerres et établi la trêve de Dieu. Ils ont fait plus encore, puisque dans l'œuvre des croisades, ils ont réuni toutes les forces de l'Europe pour les diriger vers une action commune qui

était alors une grande pensée morale : la glorification de l'homme-Dieu venu pour apporter à la terre des paroles d'amour et de paix.

Nous avons montré également, en ce qui concerne la morale individuelle, qu'ils avaient appliqué et fait prévaloir les principes constitutifs de la famille et de la société; qu'ils n'avaient cessé de revendiquer les droits du plus grand nombre réduit à l'état de servitude, et qu'en adoucissant successivement les divers états de cette servitude, ils étaient parvenus à émanciper la classe des travailleurs et à rendre à l'homme sa liberté et sa dignité.

C'est à l'action, toute puissante alors, de la papauté et du clergé, qu'est due la supériorité des peuples européens sur tous les autres peuples du monde dans le moyen âge pendant cette période, dont les philosophes critiques ont méconnu l'importance, dans l'ardeur de la guerre qu'ils avaient déclarée à la papauté.

Au ^{xiv}^e siècle, l'édifice spirituel de l'Europe était définitivement construit, la puissance pontificale était arrivée à son apogée. Depuis ce moment, elle n'a cessé de décroître dans l'enivrement du pouvoir temporel et des jouissances mondaines dont il était la source.

Le clergé s'était laissé dépasser par les laïques dans l'étude des sciences, dans la culture des beaux-arts comme dans la direction des travaux agricoles et industriels. Il avait peu à peu cessé d'être le corps le plus moral, le plus savant et le plus utile; dès lors le gouvernement des nations et de la société devait lui échapper. A son autorité toute morale succédèrent les abus de la force et de la persécution, et les excès de l'Inquisition.

On sait les tristes sujets qui donnèrent naissance à la révolution de Luther ; la vente scandaleuse des indulgences, poussée à ce point, que le pape Léon X, qui sortait d'une famille saturée des jouissances matérielles de ce monde et qui ne se souvenait que trop de cette origine, Léon X, avait affecté à la toilette de sa sœur une portion notable du produit de la vente des indulgences.

Nous avons montré les suites funestes de ces déviations du pouvoir spirituel et de ce déplorable oubli de la mission que lui avait assignée le Fondateur du christianisme ; nous avons constaté le divorce qui s'est produit entre le clergé et la société et qui persiste depuis plus de trois siècles. Par suite, nous avons vu les nations privées de direction, marchant à la dérive, la guerre allumée entre elles comme dans leur sein, la guerre *partout et toujours*.

Toute société, régulièrement constituée, doit avoir à sa tête un pouvoir spirituel ; mais il ne peut s'y maintenir qu'à la condition d'être composé des hommes les plus considérables, dignes, par leur moralité, leurs lumières et leur expérience, du plus haut degré de considération et d'autorité,

Il en est de même des pouvoirs temporels, et les changements si fréquents de nos gouvernements devraient être un avertissement salutaire pour ceux qui oseraient prendre, sans programme et sans but, la direction suprême de la nation.

Les vues historiques du passage suivant, dues à la plume prophétique d'un grand philosophe du commen-

cement de ce siècle, caractériseront mieux que nous ne pourrions le faire cette situation précaire et périlleuse de la société européenne, depuis l'époque de sa désorganisation survenue vers la fin du quinzième siècle :

« Des considérations particulières, des coalitions opposées d'intérêts rejettent l'Europe dans ce triste état de guerre dont on a vainement essayé de la tirer.

» Voilà ce que l'événement prouvera mieux encore ; voilà ce que ni le bon esprit, ni la sagesse, ni le désir de la paix ne peuvent faire éviter. Assemblez congrès sur congrès, multipliez les traités, les conventions, les accommodements, tout ce que vous ferez n'aboutira qu'à la guerre. Vous ne la détruirez point, vous pourrez tout au plus la faire changer de lieu.

» Et cependant le peu de succès de ces sortes de moyens n'éclaire personne sur leur impuissance. Il y a en politique une routine dont on n'ose pas s'écarter, bien que l'expérience nous crie de loin qu'il faut changer de méthode. On s'en prend à la force du mal plutôt qu'à la faiblesse des remèdes, et l'on continue de s'égorger sans savoir quand finira le carnage, sans espérance de le voir finir.

» L'Europe est dans un état violent, tous le savent, tous le disent ; mais cet état, quel est-il ? d'où vient-il ? a-t-il toujours duré ? est-il possible qu'il cesse ? Ces questions sont encore sans réponse.

» Il en est des liens politiques comme des liens sociaux : c'est par des moyens semblables que doit s'assurer la solidité des uns et des autres. A toute réunion de peuple comme à toute réunion d'hommes, il faut des institutions

communes, il faut une organisation ; hors de là tout se décide par la force.

» Vouloir que l'Europe soit en paix par des traités et des congrès, c'est vouloir qu'un corps social subsiste par des conventions et des accords. Des deux côtés, il faut une force coactive qui unisse les volontés, concerte les mouvements, rende les intérêts communs et les engagements solides.

» Nous affectons un mépris superbe pour les siècles qu'on appelle le moyen âge ; nous n'y voyons qu'un temps de barbarie stupide, d'ignorance grossière, de superstitions dégoûtantes, et nous ne faisons pas attention que c'est le seul temps où le système politique de l'Europe ait été fondé sur sa véritable base, sur une organisation générale.

» A peine la révolution de Luther eut-elle fait tomber le pouvoir politique du clergé, que Charles-Quint conçut ce projet de domination universelle, que tentèrent après lui Philippe II, Louis XIV, Napoléon et le peuple anglais, et des guerres de religion s'élevèrent, qui furent terminées par la guerre de Trente Ans, la plus longue de toutes les guerres.

» Malgré tant d'exemples si frappants, le préjugé a été tel que les plus grands talents n'ont pu lutter contre lui. Tous ne font dater que du xvi^e siècle le système politique de l'Europe. Tous ont regardé le traité de Westphalie comme le vrai fondement de ce système.

» Et pourtant il suffisait d'examiner ce qui s'est passé depuis ce temps pour sentir que l'équilibre des puissances est la combinaison la plus fausse qui puisse être faite,

puisque la paix en était le but et qu'elle n'a produit que des guerres, et quelles guerres!

» Deux hommes seuls ont vu le mal et ont approché du remède : Ce furent Henri IV et l'abbé de Saint-Pierre. Mais l'un mourut avant d'avoir achevé son dessein, qui fut oublié après lui ; l'autre, pour avoir promis plus qu'il ne pouvait donner, fut traité de visionnaire.

» Certes, ce n'est pas une vision que l'idée de lier tous les peuples européens par une institution politique, puisque pendant six siècles, un pareil ordre de choses a existé, et que pendant six siècles, les guerres furent plus rares et moins terribles.

» C'est à cela que se réduit le projet de l'abbé de Saint-Pierre, dépouillé de cet appareil gigantesque qui l'a rendu ridicule ; c'est par un gouvernement confédératif commun à toutes les nations de l'Europe qu'il avait espéré d'y faire régner son impraticable paix perpétuelle.

» Cette combinaison, chimérique dans ses résultats, imparfaite même et vicieuse par sa nature, est pourtant la conception la plus forte qui ait été produite depuis le xv^e siècle. C'est qu'on n'arrive au bien que par de longs essais et des tentatives souvent infructueuses, et que rarement celui qui conçoit le premier une idée juste sait lui donner la netteté et la précision qu'elle acquiert toujours par le temps.

» Le premier effet de la constitution de l'abbé de Saint-Pierre, en supposant qu'elle fût possible, était de perpétuer en Europe l'ordre de choses existant au moment où elle eût été établie. Dès lors, les restes de la féodalité qui subsistaient encore, devenaient indestructibles. Bien

plus, elle favorisait l'abus du pouvoir en rendant la puissance des souverains plus redoutable aux peuples, et en ôtant à ceux-ci toute ressource contre la tyrannie.

» En un mot, cette organisation prétendue ne devait être autre chose qu'une garantie réciproque entre les princes de conserver le pouvoir arbitraire.

» On a fait usage du levier sans savoir expliquer ce que c'est qu'un levier; il y a eu des organisations nationales, des organisations politiques, avant qu'on sût ce que c'était qu'organisation. En politique, comme dans toute espèce de science, on a fait ce qu'il fallait faire avant de savoir pourquoi il fallait le faire, et lorsque, après la pratique, sont venues les théories, ce qu'on a pensé a souvent été au-dessous de ce qu'on avait exécuté par hasard.

» C'est ce qui est arrivé dans cette occasion. L'organisation de l'Europe, telle qu'elle était au xiv^e siècle, est infiniment supérieure au projet de l'abbé de Saint-Pierre.

» Toute organisation politique, ainsi que toute organisation sociale, a ses principes fondamentaux, qui sont son essence, et sans lesquels elle ne peut ni subsister ni produire les effets qu'on attend d'elle.

» Ces principes, sur lesquels l'organisation papale était fondée, ont été méconnus de l'abbé de Saint-Pierre; on peut les réduire à quatre :

» 1^o Toute organisation politique instituée pour lier ensemble plusieurs peuples, en conservant à chacun son indépendance nationale, doit être *systématiquement homogène*, c'est-à-dire que toutes les institutions doivent y être des conséquences d'une conception unique, et, par

conséquent, le gouvernement, à tous ses degrés, doit avoir une forme semblable.

2° Le gouvernement général doit être entièrement indépendant des gouvernements nationaux.

» 3° Ceux qui composent le gouvernement général doivent être portés par leur position à avoir des vues générales, à s'occuper spécialement des intérêts généraux.

» 4° Ils doivent être forts d'une puissance qui réside en eux, et qui ne doive rien à aucune force étrangère. Cette puissance est l'opinion publique. »

Ce qui précède n'indique-t-il pas qu'il y a, pour la papauté, une place à remplir, place dont le vide est immense et qui, convenablement occupée, aurait pour effet de rendre la paix à l'Europe? Qui, mieux que le souverain pontife, pourrait exercer un arbitrage salulaire entre les nations qui s'entre-dévorent, qui consomment ainsi dans des luttes fratricides le bien-être, l'or, le sang le plus pur de leurs enfants?

Le pape Alexandre III, qu'on ne saurait citer pour sa moralité individuelle, a cependant prévenu des guerres sanglantes. C'est lui qui, usant de sa toute-puissance, traça sur le globe une ligne de démarcation dans le champ des découvertes auxquelles se livraient les Espagnols et les Portugais à la suite des Christophe Colomb, des Vasco de Gama et de tous ces grands explorateurs, qui méritent d'être rangés parmi les bienfaiteurs de l'humanité.

N'y aurait-il pas, pour la papauté, une mission analogue à remplir aujourd'hui? Mais il faudrait, pour cela, que le chef de la chrétienté oubliât les rancunes nées de la perte d'une principauté dont la place est si petite dans le

monde ; il faudrait que, renouant le fil de la morale générale, rompu malheureusement depuis tant de siècles, il assumât le rôle d'arbitre ou du moins de conseiller désintéressé entre les puissances qui se disputent la prépondérance politique. Les événements auxquels nous assistons à cette heure ne lui donneraient-ils pas l'occasion d'établir une ligne de démarcation, sur le territoire asiatique, entre l'Angleterre et la Russie et, sur le territoire européen, entre l'Allemagne et l'Autriche, entre l'Allemagne et la France, entre l'Autriche et l'Italie !

N'y aurait-il pas là quelque chose de grand, de sublime, bien plus digne de satisfaire l'ambition d'un grand pape que de se confiner dans le Vatican comme dans un tombeau, et de s'épuiser en regrets stériles sur la perte d'un pouvoir temporel dont la jouissance abusive est le véritable secret de la décadence de la papauté.

Dans cette nouvelle mission, il n'y aurait plus de place pour la Société de Jésus, vouée à des intrigues temporelles, et dont le but est de replonger les peuples dans l'ignorance et la servitude pour mieux assurer sa domination.

Qui pourrait calculer les effets grandioses de l'intervention pacifique de la papauté et du clergé dont elle dispose, dans les affaires générales de l'Europe, dans le désarmement qu'elle amènerait, dans la coordination des travaux scientifiques des diverses nations européennes, dans le règlement des relations industrielles entre les peuples, c'est-à-dire dans le développement et l'expansion, au moyen du libre échange, des facultés productives propres à chacun d'eux, de telle sorte qu'au

marché national viendrait s'ajouter le marché du monde entier pour le bonheur de l'humanité?

Voilà ce que pourrait faire l'Église pour la réorganisation de la société européenne.

La Sainte-Alliance, fondée en 1815, sous l'influence d'une grande pensée religieuse, a procuré à l'Europe quarante années de paix et de prospérité. Si le chef de la chrétienté se mettait résolument à la tête d'un mouvement général de pacification, le rêve de l'abbé de Saint-Pierre serait peut-être près de se réaliser.

Nous allons voir, dans le chapitre suivant, comment l'Église devrait agir sur la réorganisation intérieure des sociétés, en favorisant l'application du principe nouveau de morale individuelle et sociale que nous avons défini dans nos précédentes observations.

En centralisant les intérêts politiques, scientifiques et industriels de l'Europe, la papauté ferait faire un grand pas à l'idée de la société des nations.

M. de Maistre, dont les éclairs prophétiques méritent une respectueuse attention, demandait pourquoi les nations n'avaient pu s'élever à l'état social comme les particuliers? comment l'Europe n'avait jamais rien tenté dans ce genre? comment Dieu, qui est l'auteur de la société des individus, avait permis que l'homme, sa créature chérie, qui a reçu le caractère divin de la perfectibilité, n'eût pas essayé de s'élever jusqu'à la société des nations?

Ce que nous disons de la société des nations, dont la réalisation mettrait fin aux guerres sanglantes, aux luttes fratricides de l'industrie, s'applique également à la société des individus.

CONCLUSION & PROGRAMME

IDENTITÉ DE LA RELIGION ET DE LA POLITIQUE

La religion et la politique sont-elles de nature différente? ont-elles chacune un but distinct? doivent-elles, enfin, être séparées l'une de l'autre, comme le demandent la plupart des hommes d'État contemporains?

Telle n'est pas notre manière de voir.

Il est un peuple chez lequel l'identité de la religion et de la politique a été solennellement reconnue; nous voulons parler du peuple juif, dont la religion s'est traduite en loi, et, sous ce rapport, a été supérieure au christianisme comme institution politique (1).

Chez les juifs, la constitution civile, celle de la propriété, sa division entre les tribus et les familles, ses mutations, la remise des dettes, l'interdiction du prêt à

(1) Salvador, *Institutions de Moïse*.

intérêt envers les membres de la communauté, la condition des serviteurs et celle des étrangers pour lesquels seulement l'esclavage était exceptionnellement toléré, l'établissement des impôts, les oblations et les prémices auxquelles prenaient part, avec les prêtres, les pauvres, les veuves, l'orphelin et l'étranger, tous les actes de la vie sociale, en un mot, avaient été l'objet de prescriptions minutieuses contenues dans les livres sacrés.

Le *Pentateuque* est plein des plus touchantes exhortations en ce qui concerne la façon dont on doit traiter le serviteur hébreu et l'esclave étranger. L'un et l'autre sont constamment associés à toutes les fêtes et à toutes les joies de la famille. Le premier ne doit jamais être traité comme un esclave, et le second doit être traité avec la plus grande douceur, car « Israël doit se souvenir que lui aussi a été esclave en Égypte. »

La terre était inaliénable, car le Seigneur avait dit : « *La terre est à moi seul.* »

Elle était ainsi noble par excellence, car Dieu en était le suzerain et il ne l'avait inféodée qu'au prix du travail.

« Il est démontré, » écrivait il y a de longues années, un grand esprit, un ami bien cher, avec lequel s'est écoulée notre jeunesse, dans une intime communauté d'études et de travaux, Eugène Rodrigues, enlevé prématurément à notre affection; « il est démontré, » disait-il, « que, eu égard à sa population, à sa position géographique et à la pauvreté du sol, le territoire d'Israël a été le mieux cultivé de l'antiquité et que l'industrie et le commerce des israélites ont été, proportionnelle-

ment, de beaucoup supérieurs à ceux des autres peuples, Tyriens et Carthaginois compris (1). »

Les immenses richesses des deux temples de Jérusalem, les trésors des rois David et Salomon, les relations commerciales de ce dernier avec l'Orient, tout prouve l'exacte vérité de ce que nous venons de dire.

Le judaïsme est le principe social religieux appliqué à un seul peuple, tant sous le rapport spirituel que sous le rapport temporel, et il a produit des merveilles; le christianisme est le principe social appliqué par essence à l'humanité entière, mais seulement, jusqu'ici, sous le rapport spirituel.

Parvenu à une grande puissance sous la forme catholique, il ne s'est mêlé à la vie civile des nations, pendant une longue suite de siècles, que pour prêcher la fraternité et faire tomber les chaînes de l'esclave, rendant à César ce qui était à César et à Dieu ce qui était à Dieu.

A partir de la fin du quinzième siècle, l'Église, enivrée par les jouissances du pouvoir, a complètement perdu de vue le but de sa mission, et elle s'est laissée dépasser par les laïques et les protestants dans toutes les voies des connaissances humaines et de la civilisation.

Pour reconquérir la société qui lui échappait, elle s'est livrée aux expériences et aux essais de gouvernement les plus abusifs et les plus oppresseurs.

C'est ainsi que, dans les deux pays cléricaux par

(1) L'ouvrage du savant Michaëlis et l'*Histoire des Juifs* de Prideaux en font foi.

excellence, l'Espagne et l'Italie, le catholicisme n'a été qu'un instrument de ruine et de décadence.

Au moment même où Campana traçait pour Philippe II le plan d'une domination universelle, et où le catholicisme espérait régner à côté de ce monarque sur le monde enchaîné, quel était le sort de l'Espagne ? L'agriculture détruite ; le pays stérilisé, le commerce et l'industrie anéantis, tandis que l'Église et le clergé voyaient seuls leurs richesses prendre un prodigieux accroissement ; des foules affamées à la porte des couvents, le travail méprisé ; une oisiveté formidable dans laquelle s'énervait l'ancienne énergie castillane ; la terreur érigée, au moyen de l'Inquisition, en système de gouvernement ; partout les privilèges, les restrictions et les prohibitions ; une politique coloniale qui consistait à ruiner les colonies au profit des colons, et les colons au profit de la métropole ; l'esclavage qui, au commencement du siècle, était presque éteint, rétabli sur une immense échelle ; la traite des noirs organisée comme une institution légitime et régulière, tels sont les traits principaux de cette sombre époque, de ce règne de Philippe II, qui ne fut que celui des cimetières et des tombeaux.

L'Italie n'offrait pas un exemple moins funeste de la perversion de l'esprit de l'Évangile.

L'égoïsme mystique engendré par la considération exclusive de la vie future, la paresse générale, l'absence de commerce et d'industrie jetaient dans les monastères, les couvents, les abbayes, la foule d'oisifs et d'hommes déclassés qui, n'étant ni riches, ni nobles, désertaient le travail et les épreuves du monde.

Aux premières époques du moyen âge, les couvents avaient été un fait social éminemment utile ; nous leur devons la conservation d'une foule de manuscrits, le défrichement d'une partie du sol de l'Europe. Mais, chose remarquable, ce fut au moment où leur œuvre était presque entièrement accomplie, qu'on vit leur nombre s'accroître dans d'effrayantes proportions.

Jusque vers la fin du dernier siècle, l'Italie présentait le spectacle d'une vaste congrégation monastique. De nos jours encore, en 1864, elle comptait 82 ordres religieux et 2,382 monastères ; elle possédait le double des couvents de la France en 1789. Les évêchés, les corporations, les fabriques, les prébendes jouissaient d'un revenu évalué à 75,266,216 livres.

Ainsi organisé, armé de tous les pouvoirs, quel usage en a fait le clergé pour l'amélioration de la vie sociale ? Au centre même de sa domination, dans les États pontificaux, toute industrie, tout commerce avaient disparu. Ni routes, ni chemins, ni sécurité pour les communications devenues presque impossibles ; partout les privilèges, les monopoles et les abus ; des impôts écrasants ; des taxes sur la consommation plus lourdes que dans les plus grandes villes de l'Europe ; la classe des petits propriétaires accablée de charges ; la culture délaissée, malgré les édits et la volonté de plusieurs papes, tels que Pie VI et Pie VII ; la désolation et l'aridité autour de la Ville Éternelle, et « *la malaria veillant comme l'ange de la mort à la porte de l'Agro Romano* » (1).

(1) Pelletan.

Nous ne nous appesantirons pas, pour la France, sur la Saint-Barthélémy et la révocation de l'Édit de Nantes ; nous nous bornerons à constater que, chez nous, en 1789, la puissance du clergé était devenue abusive à ce point qu'il percevait 133 millions de dîmes, et que ses revenus pouvaient s'élever, sans exagération, au quart de ceux de la France entière.

Non, ce n'est pas ainsi que nous comprenons la puissance temporelle de l'Église ; celle-là fut impie et nous la repoussons avec le clergé moderne tout entier, purifié par de terribles épreuves. Ce n'est pas ainsi que le règne de Dieu peut se réaliser sur la terre,

Le règne de Dieu sur la terre n'est que la loi des rapports naturels des hommes entre eux et avec le monde extérieur, ainsi que l'a exprimé Montesquieu dans les termes suivants : « Les lois, dans la signification la plus » étendue, sont les rapports nécessaires qui dérivent de » la nature des choses, et dans ce sens, tous les êtres ont » leurs lois : la divinité a ses lois, le monde matériel a » ses lois ; les intelligences supérieures à l'homme ont » leurs lois, les bêtes ont leurs lois, l'homme a ses lois.

.
» Dieu a du rapport avec l'univers comme créateur et » comme conservateur, les lois selon lesquelles il a créé » sont celles selon lesquelles il conserve : il agit selon » ces règles, parce qu'il les connaît : il les connaît, » parce qu'il les a faites ; il les a faites, parce qu'elles » ont du rapport avec sa sagesse et sa puissance. »

C'est à la découverte de ces règles qu'il faut s'appliquer. La mission de l'Église doit être de travailler au per-

fectionnement des sociétés, en faisant pénétrer de plus en plus la justice et la vérité dans les institutions humaines.

Le rétablissement de la paix en Europe et le rapprochement des nations qui en serait la conséquence, le progrès et la diffusion des lumières, le développement du travail et une meilleure répartition des richesses, tels sont les points qui méritent d'absorber l'attention de l'Église si elle veut s'élever à la hauteur des circonstances nouvelles.

Nous voyons avec joie le pape Léon XIII essayer, en ce moment, des concordats avec les nations hérétiques ; mais il ne le fait que dans l'intérêt des catholiques qu'elles renferment.

N'est-ce pas plutôt un concordat général qui serait digne d'occuper son esprit ; un concordat qui comprendrait à la fois les catholiques, les protestants et les grecs, et dont les bases seraient préparées par une politique libérale appropriée aux besoins de l'époque ?

Nous avons dit le rôle que pourrait remplir la papauté comme arbitre désintéressé dans les différends des nations de l'Europe.

Ces nations, abandonnées aux préoccupations et aux nécessités de leur défense, ploient sous les charges accablantes de l'entretien des armées.

Ne voit-on pas les immenses résultats, pour le bien-être du peuple, de la diminution, sinon de la disparition de ces charges, sous l'influence d'un arbitrage pacificateur, d'un grand effort religieux ?

D'autres soins non moins importants s'imposeraient à

la papauté du moment où elle se trouverait placée au point de vue des intérêts généraux de l'Europe.

Elle deviendrait le régulateur suprême des relations des savants et des industriels de toutes les nations pour faciliter le libre échange des idées et des produits.

L'isolement et l'anarchie la plus complète dominent ces relations, particulièrement sous le rapport industriel ; les arguments les plus faux, les sophismes les plus étranges sont employés par les chefs d'industrie de chaque pays dans l'intérêt du monopole qu'ils exercent à l'égard des classes les plus nombreuses, et ce monopole qui devient chaque jour plus écrasant, excite dans leur sein des sentiments de haine et de colère qu'elles sont impatientes d'assouvir.

Comment s'étonner, dès lors, que les masses populaires, sans guides, privées de leurs défenseurs naturels, s'abandonnent à des ambitieux vulgaires, à des empiriques grossiers qui ne flattent leurs passions que pour les soustraire aux pouvoirs établis et les dominer à leur tour.

Aussi le socialisme, dans ses aberrations, se dresse-t-il devant l'Europe comme un spectre menaçant. Il a ses apôtres, ses tribuns, jaloux de toutes les supériorités, prêchant l'avènement d'une nouvelle couche sociale, d'un quatrième ordre, composé exclusivement d'ouvriers, rêvant en un mot un bouleversement général et aspirant à la reconstitution de la société sur des bases arbitraires et utopiques.

Il englobe dans une franc-maçonnerie redoutable,

sous le titre de l'*Internationale*, une partie importante des ouvriers de l'Europe ; c'est lui qui envenime la lutte du capital et du travail, des patrons et des ouvriers et qui fomenté ces grèves dont les effets, nuisibles à la marche régulière de l'industrie, ne peuvent qu'augmenter la misère des travailleurs.

Si les rêves de ce socialisme sauvage pouvaient se réaliser, le chaos informe qui en résulterait présenterait l'image d'une armée sans officiers, sans généraux, d'une société décapitée de ses chefs naturels, dans les beaux-arts, dans les sciences et dans l'industrie, d'une société d'où serait exclu tout ce qui en fait l'ornement, la gloire et la force, où l'imagination, l'invention, le génie des découvertes et des grandes applications seraient subordonnés au travail purement manuel, et où une égalité contre nature détruirait toute émulation, anéantirait tout progrès.

Or, que serait la société sans les hommes de génie qui éclairent la marche des siècles et agrandissent la sphère de l'activité humaine ! Ces hommes donnent toujours infiniment plus qu'ils ne reçoivent, quelque grande que puisse être la récompense de leurs travaux.

Comment, en effet, en nous tenant dans le domaine des applications matérielles, aurait-on pu rémunérer les hommes à qui l'on doit la boussole, l'imprimerie, la vapeur, l'électricité, ainsi que l'invention du métier à tisser et des machines si diverses qui ont permis de satisfaire si largement aux besoins les plus étendus !

Les brevets d'invention de ces bienfaiteurs de l'humanité sont des brevets d'immortalité.

A des idées aussi fausses que subversives qui agitent le monde entier et qui sont d'autant plus dangereuses qu'elles s'adressent à des classes souffrantes, malheureusement peu éclairées, à des masses en possession du suffrage universel, investies ainsi indirectement du pouvoir législatif, il est urgent d'en opposer d'autres, conformes à la nature même des choses, tirées de l'observation de la marche des sociétés, et se hâter de les réaliser en faits, d'y conformer nos institutions.

Il importe de sortir au plus tôt d'un état d'indifférence gros de dangers indéfinis, et de considérer l'amélioration du sort des masses comme le moyen de préservation le plus sûr et le plus efficace.

Cette amélioration des classes inférieures, nous n'avons cessé de le dire, entraînerait celle des classes supérieures, car Dieu regarde tous les hommes, même les riches, comme ses enfants, à la condition toutefois que les riches ne se renferment pas dans le cercle étroit des jouissances individuelles, et qu'ils se considèrent comme chargés d'une responsabilité d'autant plus grande que leur situation est plus élevée.

Les réformes à opposer à celles des écoles socialistes tirent d'ailleurs tout leur mérite d'une grande simplicité.

Il ne s'agit pas, en effet, de refaire une société nouvelle de toutes pièces, mais bien de tirer parti des nombreux éléments de progrès qui existent, des moyens puissants qui sont à notre disposition, et qu'on n'a pas su jusqu'ici mettre suffisamment en œuvre.

Ces moyens ne sont autres que :

La réforme de nos budgets, à l'aide du crédit, la sim-

plification de nos impôts et la diminution des dures charges qui pèsent sur le peuple, l'abaissement successif de toutes les barrières de douane et d'octroi ;

Le plus large développement possible de l'instruction publique ;

Celui des travaux publics ;

La réorganisation des banques considérées comme intermédiaires entre le capital et le travail, et chargées de distribuer le crédit au meilleur marché possible ; de le faire parvenir, à l'aide du principe de la mutualité qui a produit en Allemagne de si grands résultats, avec la garantie de corporations spéciales instituées sur les bases les plus libérales, jusqu'aux extrémités de l'atelier social, jusqu'aux ouvriers travaillant en chambre ;

L'amélioration de la répartition des objets de consommation par la diminution des intermédiaires parasites et le développement du système coopératif ;

La généralisation de la retraite au profit de toutes les classes sans exception, à l'aide d'une contribution imposée aux chefs des diverses entreprises et par l'emploi de combinaisons analogues à celles qui sont appliquées aux assurances et à la création de rentes viagères.

Sous ces deux derniers rapports, les compagnies de chemins de fer fournissent des exemples empreints d'une haute philanthropie et qu'on ne saurait trop imiter.

L'homme, on doit le reconnaître, n'est pas fait seulement pour l'État *social*, mais aussi et surtout pour l'État *sociétaire*.

Le christianisme s'est attaché jusqu'ici à développer les sentiments de sociabilité ; mais il n'a fait ainsi que

préparer les voies à l'organisation d'un état de choses dans lequel il n'y aurait plus ni maîtres ni esclaves, ni patrons ni ouvriers, mais des *associés* à divers titres, pour l'accomplissement d'une œuvre commune, et où chacun retirerait de son travail une récompense proportionnée à l'importance de ses efforts. Quelques tentatives ont été faites par des hommes généreux, dans le but de remplacer le salariat par l'association des patrons et des ouvriers, et ces tentatives, malheureusement trop rares, ont produit les résultats les plus satisfaisants.

La société représente trois âges, aux besoins desquels elle est tenue de pourvoir, et elle peut le faire facilement à l'aide de l'accumulation des capitaux existants, lesquels augmentent chaque jour dans des proportions considérables.

Ces âges sont : celui de l'enfance et de la jeunesse, celui de la virilité et celui de la vieillesse.

Au premier de ces âges elle doit gratuitement l'éducation et l'instruction, sous toutes ses formes, à tous les degrés, car la préparation de la jeunesse est la base de l'édifice social.

Le capital qu'on y consacrerait serait au moins aussi utilement employé que celui qui sert au perfectionnement des machines; les résultats matériels qu'on obtiendrait du perfectionnement de la puissance humaine seraient incalculables.

En France, le budget de l'instruction publique n'est que de 57 millions, tandis que les dépenses ordinaires de la guerre et de la marine s'élèvent à 749 millions. En Amérique, le budget de l'instruction publique est dix fois

plus fort, et celui de la guerre et de la marine n'est que de 252 millions pour toute la Confédération.

Le crédit, convenablement dirigé, peut fournir, dans l'état actuel de la richesse publique, toutes les ressources nécessaires à la réalisation de ce programme (1).

On comprendra maintenant :

Pourquoi nous avons combattu, sans esprit de parti, sans acception de personnes, les plans de finance qui, sous la forme d'*emprunts amortissables*, tendaient à restreindre et à limiter l'usage du crédit, ce levier d'une incomparable puissance au moyen duquel on pourrait soulever et transformer pacifiquement la société ;

Pourquoi nous avons recommandé les emprunts de la paix, les emprunts productifs de la civilisation comme devant remplacer les emprunts de la guerre et repoussé énergiquement ceux qui auraient pour effet, comme par le passé, d'entretenir les vices et les dilapidations des despotes de l'Orient ;

Pourquoi nous avons plaidé en faveur du maintien des Compagnies de chemins de fer, afin d'user du crédit dont elles jouissent pour achever notre réseau le plus rapidement possible, car il ne faudrait pas grever l'État d'un trop lourd fardeau, et on ne saurait recueillir par trop de canaux les épargnes du pays dans la direction de l'intérêt public ;

Pourquoi nous avons réclamé le concours de la Banque de France, pour aider tant à la réforme des impôts qu'à

(1) Isaac Pereire, *Questions financières* (1876); *Politique industrielle et commerciale* (1877). — Chez Guillaumin et Dentu.

l'accomplissement des travaux publics dont les charges incombent à l'État, car il est nécessaire que toutes les forces sociales soient mises en jeu pour assurer la rédemption devant Dieu et devant les hommes, des classes supérieures menacées d'atteintes analogues à celles dont la noblesse fut autrefois l'objet ;

Pourquoi encore nous avons poursuivi la modification de la constitution des banques dans le but de protéger l'industrie contre la possibilité de tendances usuraires(1) ;

Pourquoi, enfin, nous n'avons cessé de demander avec un esprit de justice et de modération envers les rentiers, la conversion des rentes, de manière à mettre la charge de ces rentes en rapport avec la réduction que l'abondance des capitaux a amenée dans le taux moyen de l'intérêt.

L'intérêt tend sans cesse à baisser par suite de la loi en vertu de laquelle on voit la classe des travailleurs s'élever progressivement et celle des oisifs reculer et descendre fatalement.

La part de ces derniers venant à diminuer, celle des premiers se trouverait augmentée d'une manière correspondante.

Cette loi est la condamnation de la science économique moderne, qui n'est qu'un long plaidoyer en faveur de la classe des propriétaires et des rentiers, qu'elle représente comme la dispensatrice généreuse de tous les capitaux et comme ayant droit, en retour d'un pareil service, à des

(1) Isaac Pereire, *Principes de la constitution des Banques*, chez Guillaumin et Dentu.

revenus toujours croissants par rapport à ceux des classes laborieuses ; qui la signale, enfin, à la reconnaissance publique pour l'activité qu'elle imprime à l'industrie et au commerce par les consommations auxquelles elle se livre sans rien produire.

C'est la marche contraire qui tend heureusement à prévaloir, car la prospérité de l'industrie résulte directement du bien-être du peuple, dont les légitimes consommations ont une bien autre importance que celle du petit nombre des privilégiés.

« Il faut travailler ou se restreindre » : telle est la sentence prononcée par M. Thiers sur ceux qui vivent paresseusement de l'héritage de leurs ancêtres.

Qui travaille prie, selon l'adage religieux ; car c'est ainsi s'associer à l'œuvre divine de la création, et d'un autre côté le repos est nécessaire, pour la réparation des forces épuisées ; mais il ne faut pas l'observer en esclave de la lettre, car, comme le disait Jésus aux Pharisiens qui reprochaient à ses disciples de couper des épis un jour de sabbat : « *Le sabbat est fait pour l'homme, et non pas l'homme pour le sabbat.* »

On ne saurait trop le redire, tout ce qui tend à encourager le travail est digne de la plus sérieuse et de la plus haute considération.

« L'homme, dit la Bible, naît pour travailler, comme l'oiseau pour voler (1). »

« L'homme le plus heureux, a dit un grand philo-

(1) *Homo nascitur ad laborem, ut avis ad volatum.* (Job, chap. v.)

sophe, est celui qui travaille. La famille la plus heureuse est celle dont tous les membres emploient utilement leur temps. La nation la plus heureuse est celle dans laquelle il y a le moins de désœuvrés.

« L'humanité jouirait de tout le bonheur auquel elle peut prétendre s'il n'y avait pas d'oisifs. »

« L'humanité, dit Lamennais, est une ruche immense, et les hommes sont les abeilles. »

Ce qui implique la double action sociale et individuelle, combinée harmoniquement dans un même but.

Nous nous représentons aussi le corps social comme un être collectif, vivant, ainsi que l'individu, de sa vie propre, et n'atteignant la plénitude de ses facultés, l'état de santé le plus parfait, que lorsque toutes ses parties fonctionnent d'une manière normale.

La société, comme l'individu, est douée d'un cœur, d'un cerveau et de membres actifs, ce qui correspond à l'existence dans son sein des artistes qui passionnent, des savants qui éclairent, des travailleurs de tous ordres qui fournissent le suc nourricier.

La misère des classes les plus nombreuses n'est que l'atrophie des membres inférieurs de cet être collectif, et il en souffre absolument comme l'individu dont les membres seraient paralysés.

L'apologue de Menenius Agrippa (1) au peuple retiré sur le mont Aventin, est toujours vrai; mais il faut

(1) Tite-Live et La Fontaine.

reconnaître qu'il n'a jamais été interprété qu'au profit de l'estomac, et que le défaut d'équilibre dans la nourriture de toutes les parties du corps produit nécessairement dans l'estomac des troubles provenant du fonctionnement irrégulier de cet organe.

La misère est ainsi, par l'effet d'une solidarité indéniable, aussi fatale aux classes supérieures qu'elle l'est aux classes inférieures. Cette solidarité, que nous pouvons constater dans le sein de chaque société, se retrouve dans toutes les manifestations de la vie générale de l'humanité; ses effets n'éclatent que trop, par exemple dans la marche des fléaux, de la peste et des épidémies de toutes sortes, qui franchissent les frontières des États, et les continents, et frappent indistinctement les riches et les pauvres.

Les moyens de corriger un pareil état de choses sont dans nos mains, et les ressources dont on pourrait disposer sont immenses; elles abonderaient si on savait les utiliser, il suffit, pour s'en rendre compte, de mesurer l'importance des capitaux gaspillés dans des emprunts étrangers, sans parler de ceux qu'a dévorés la fatale guerre de 1870.

Quelle tranquillité d'esprit, quels sentiments de sécurité n'éprouverait-on pas dans l'ordre de choses dont nous venons d'esquisser les traits généraux, alors que l'éducation étant assurée à l'enfance et le repos à la vieillesse comme l'accomplissement d'une dette sociale, chacun trouverait, à l'âge de la force et de la virilité, l'emploi le plus complet, le plus large, de ses facultés dans toutes

les directions de l'activité humaine; où la masse des jouissances s'accroîtrait incessamment dans la proportion du développement indéfini de la production! Ici, le fait déborderait et il primerait le droit au travail, droit vainement réclamé par des niveleurs utopistes, droit illusoire et toujours contesté dans une société mal organisée.

Il n'y aurait d'autres causes de souffrance et de misère que les infirmités et les maladies inhérentes à la nature humaine, et le soulagement de celles-ci serait l'objet de l'assistance publique ou de la charité privée.

Ces causes elles-mêmes pourraient être considérablement atténuées, tant par l'accroissement du bien-être général que par l'assainissement des villes, où l'air et la lumière distribués à flots circuleraient librement, que par l'organisation d'un vaste système hygiénique de nature à préserver la santé générale des atteintes de toutes sortes auxquelles elle est exposée. Ainsi, la durée moyenne de l'existence humaine s'accroîtrait sensiblement, et l'on conserverait à la société ces myriades d'êtres qui n'apparaissent qu'un moment au banquet de la vie, sans laisser d'autre trace de leur passage que la douleur des familles et le poids énorme de stériles dépenses.

Ainsi se trouverait réalisé le rêve prophétique de l'illustre et malheureux Condorcet.

Comment le clergé ne s'associerait-il pas à cette œuvre sainte entre toutes! Comment, en même temps qu'il emploierait toute son influence à accroître le bonheur social du pauvre, ne chercherait-il pas, par la prédica-

tion des vérités nouvelles, à calmer l'effervescence de masses égarées et à faire tomber l'arme régicide des mains de quelques misérables surexcités jusqu'à la folie, jusqu'à la monomanie de l'assassinat !

Ce serait pour lui le moyen d'atteindre le plus haut degré de puissance spirituelle et temporelle.

APPENDICE

Lettres pastorales de Monseigneur Pecci

ARCHEVÊQUE DE PÉROUSE

SUR L'ÉGLISE ET LA CIVILISATION

(1877-1878)

PREMIÈRE PARTIE

I

Le devoir permanent que nous impose notre ministère de vous annoncer la vérité s'accroît de nos jours, bien-aimés diocésains, en raison de vos besoins qui sont devenus plus pressants dans les temps malheureux où nous vivons. Il est urgent de vous parler pour éclairer vos intelligences que l'on cherche à obscurcir par de fallacieuses et séduisantes doctrines, et pour vous mettre en garde contre des maximes que l'on propage en toute liberté et qui sont souverainement dangereuses. Il est nécessaire de vous parler surtout pour dissiper la confusion que l'on s'efforce d'établir dans les idées, au point que l'on ne sait plus nettement ce qui doit être réprouvé comme mauvais et ce qui doit être accepté comme bon et juste. Car, nos très-chers diocésains, la guerre que l'on fait à Dieu et à sa sainte Église est d'autant plus formidable que, loin d'être toujours loyale, elle est conduite avec ruse et hypocrisie. Si les impies, qui vivent parmi nous, disaient toujours franchement le but qu'ils poursuivent, notre tâche deviendrait beaucoup plus facile, et, d'autre part, les fidèles, épouvantés par l'énormité même de leur entreprise, seraient détournés de prêter l'oreille aux séducteurs. Mais les choses ne se passent pas ainsi; on se sert d'expressions qui trompent, de paroles à double sens, indécises; puis, sans les expliquer, on les livre en pâture à la curiosité publique, et l'on bâtit là-dessus comme autant de forteresses d'où l'on tire avec fureur contre l'Église, ses ministres et ses enseignements.

On pourrait citer plus d'un exemple éclatant de cet artifice; mais pour ne relever qu'une seule expression dont les incrédules abusent tant, qui ne sait, nos bien-aimés, avec quelle sa-

tiété l'on répète partout le mot de *civilisation*, en faisant entendre qu'il existe entre elle et l'Eglise une contradiction intrinsèque et une irréconciliable inimitié? Ce mot, qui en soi est très-vague, et que l'on se garde bien de définir, est devenu le fléau qui frappe sur nos épaules, l'instrument à l'aide duquel on renverse les plus saintes institutions, le moyen qui ouvre la porte aux plus lamentables excès.

Si l'on tourne en dérision la parole de Dieu et de celui qui le représente sur la terre, c'est, dit-on, la civilisation qui l'exige. C'est la civilisation qui veut qu'on restreigne le nombre des églises et des ministres sacrés, et qu'on multiplie, au contraire, les lieux de péché. C'est la civilisation qui demande des théâtres sans retenue et sans pudeur. Au nom de la civilisation, on enlève tout frein à l'usure la plus éhontée, aux gains les plus illicites. C'est encore au nom de la civilisation qu'une presse immonde pervertit les esprits, et que l'art, se prostituant, souille les yeux d'horribles images, prépare la voie à la corruption des cœurs. A l'abri de cette parole mensongère qui s'élève comme un drapeau vénérable, le produit empoisonné circule librement, et, au milieu des rumeurs étourdissantes et du renversement des idées, il semble démontré que c'est notre faute si la civilisation ne fait pas des progrès plus rapides et si elle n'atteint pas de plus sublimes destinées.

Telle est l'origine de ce qu'on veut appeler la lutte en faveur de la civilisation, mais que l'on devrait plutôt nommer l'oppression violente de l'Eglise.

Vous ne vous étonnerez donc pas, nos très-chers diocésains, si, à l'approche du carême, vous adressant, selon la coutume, notre lettre pastorale, nous nous sommes décidés à traiter longuement, et de préférence à tout autre sujet, cette question de la civilisation. Nous tenons à vous démontrer par des preuves évidentes que tout ce qu'il y a de bon dans ce mot et dans sa signification nous est venu dans le passé par les mains de l'Eglise, et que c'est seulement par les sollicitudes maternelles de l'Eglise qu'il nous sera conservé dans l'avenir.

II

En commençant à traiter cet important sujet, nous ne voulons pas qu'on puisse nous renvoyer le reproche que nous avons fait à nos adversaires, de nous servir de mots qui, n'étant pas bien expliqués, ne peuvent qu'engendrer la confusion. La vérité ne gagne rien à ce système; et vous, nos bien-aimés, qui avez souvent entendu la voix de votre pasteur, vous savez combien, par-dessus tout, nous avons eu toujours à cœur le triomphe de la vérité sur l'erreur. Nous allons donc, avant tout, nous efforcer de préciser le sens d'un mot si souvent répété, et nous ne croirons pas avoir mal employé notre temps si, en donnant une explication plus claire de ce mot, notre discours devient plus lumineux et plus ordonné.

III

C'est une vérité reconnue, — et la moindre réflexion suffit pour nous en convaincre, — que l'homme a été créé de Dieu pour vivre en société, et qu'il a été constitué de telle sorte que, sans la société, il ne pourrait se conserver d'aucune manière. Petit enfant, si on l'abandonnait à lui-même, il périrait plus rapidement que les fleurs dont la durée ne dépasse pas quelques heures. Devenu adolescent, manquant de jugement et d'expérience, il se tromperait souvent à son désavantage si personne n'était là pour le conduire, l'instruire, l'apprendre à régler honnêtement sa vie et l'habituer à rendre aux autres ses services comme les autres lui rendent les leurs. Parvenu à l'âge viril, qu'advviendrait-il de lui sans la tutelle prévoyante de la

société dont il fait partie ? Un célèbre économiste français (1) a fait le tableau des bienfaits multiples que l'homme retire de la société, et c'est une merveille digne d'être admirée.

Considérez le dernier des hommes, le plus obscur des artisans : il a toujours de quoi se vêtir bien ou mal, il a de quoi chausser ses pieds. Or, combien de personnes, combien de peuples ont dû se donner du mouvement pour lui préparer ses habits ou ses souliers ! Chaque jour il porte à sa bouche un morceau de pain ; et voyez encore ici quel travail, que de bras il a fallu pour arriver à ce résultat, depuis le laboureur, qui creuse péniblement les sillons du champ pour y semer le grain, jusqu'au boulanger qui convertit la farine en pain ! Cet homme a des droits ; il trouve dans la société des avocats pour les défendre, des magistrats pour les consacrer par leurs jugements, des gendarmes pour les faire respecter. Est-il ignorant ? il y a des écoles, des hommes qui pour lui composent des livres, d'autres qui les impriment. Pour la satisfaction de ses instincts religieux, de ses aspirations vers Dieu, il s'adresse à quelques-uns de ses frères qui, laissant toute autre occupation, s'adonnent à l'étude des choses saintes, renoncent aux plaisirs, au négoce, à la famille pour mieux répondre à ces besoins supérieurs.

Mais cela suffit pour vous démontrer clairement qu'il est indispensable de vivre en société pour satisfaire des besoins aussi impérieux que divers.

IV

La société, étant composée d'hommes essentiellement perfectibles, ne peut demeurer immobile ; elle progresse et se perfectionne. Un siècle hérite des inventions, des découvertes, des améliorations réalisées par le siècle précédent, et ainsi s'accroît merveilleusement la somme des bienfaits physiques, moraux, poli-

(1) Frédéric Bastiat.

tiques. Qui voudrait comparer les misérables cabanes des peuples primitifs, leur vaisselle grossière, leurs instruments imparfaits avec ce que nous possédons au dix-neuvième siècle? Y a-t-il quelque proportion entre le travail exécuté par des machines si ingénieusement construites et celui qui sortait difficilement des mains de l'homme? Il n'est pas douteux qu'il y ait progrès sur les routes mal tracées, sur les ponts peu sûrs, sur les voyages si longs et si incommodes d'autrefois, dans le mouvement de nos chemins de fer, qui attachent en quelque sorte des ailes à nos épaules et qui semblent avoir rapetissé notre planète, tant les peuples sont rapprochés. Par l'adoucissement des mœurs publiques et l'urbanité des manières, notre époque n'est-elle pas supérieure aux siècles rudes et grossiers de la barbarie, et les relations réciproques ne sont-elles pas polies? Sous l'influence du temps et de l'expérience, le système politique ne s'est-il pas amélioré à certains points de vue? On ne voit plus les vengeances particulières tolérées, l'épreuve du feu, le talion, etc. Les petits tyrans féodaux, les communes batailleuses, les bandes errantes et indisciplinées de soldats, n'ont-ils pas disparu?

Il est donc incontestable que l'homme, dans la société, va toujours se perfectionnant au triple point de vue du bien-être matériel, des relations morales avec ses semblables et des institutions politiques. Or, les divers degrés de ce développement progressif auquel parviennent les hommes réunis en société, constituent la civilisation. Elle est naissante et rudimentaire quand les conditions de perfectionnement de l'homme, sous ces trois aspects, se produisent dans une étroite limite; elle est adulte quand cette manifestation est plus large; elle serait complète si toutes ces conditions arrivaient à leur entier développement.

V

Voilà la notion vraie de la civilisation. Pour qu'on ne nous accuse pas de porter des coups en aveugle et de combattre dans

le vide, nous allons aborder la grande question qui, de nos jours, tient le monde en suspens.

« Est-il vrai que la civilisation ne peut produire ses fruits dans une société qui vit de l'esprit de Jésus-Christ, et au milieu de laquelle l'Église catholique fait entendre sa voix de mère et de souveraine ? L'homme sera-t-il condamné à ne pas tirer de la société tous les avantages qu'il est en droit d'en attendre dans l'ordre physique, moral et politique, s'il n'est pas rebelle à l'Église et s'il ne la répudie pas ? » On devrait l'affirmer si l'on s'en tenait aux idées qui ont cours et aux faits qui se passent sous nos yeux. C'est ainsi qu'il faudrait parler si cette incompatibilité se trouvait réellement dans le christianisme et dans l'Église au nom de la civilisation, si l'on était persuadé qu'il faut renoncer à tout espoir d'amélioration jusqu'à ce qu'on ait fini avec l'Église.

Telle est, nos très-chers diocésains, la question que nous disons grande et capitale ; car, si elle était résolue au détriment de l'Église, il ne serait plus possible d'empêcher l'apostasie de ses enfants ; ceux-ci prendraient certainement en dédain une institution qui les forcerait à rester barbares et en dehors des voies de la civilisation.

VI

Mais si, d'une part, la question est très-grave en soi et à cause de ses conséquences, elle est par ailleurs de celles qui tournent au triomphe de l'Église. Il n'est besoin pour cela que d'une réflexion calme et d'une étude impartiale des faits. Et c'est précisément à l'aide d'une réflexion calme et à la lumière sereine de l'histoire que nous allons la traiter, afin que, par la malice d'autrui, aucun de vous, ô nos bien-aimés diocésains, ne soit entraîné dans l'erreur ou porté à de vaines suspicions contre l'Église.

Cependant, un tel sujet, à cause de son ampleur, ne peut être renfermé dans les limites nécessairement restreintes d'une

lettre pastorale. Il vaudra donc mieux partager le sujet, nous contentant, cette fois, d'envisager la civilisation en tant qu'elle réalise les conditions de perfectionnement de l'homme en société, sous le rapport physique et matériel. Ce n'est pas sans dessein que nous commençons par traiter ce point de vue ; car, outre qu'il est le premier à s'offrir aux développements, et dès lors le premier à attirer l'attention, il est aussi le plus important, non point par sa valeur intrinsèque, mais à cause des inclinations désordonnées de notre âge, lequel est surtout préoccupé des choses qui regardent le sens et le bien-être de la vie présente.

VII

Est-il donc vrai, nos bien-aimés diocésains, que, dans l'Église et en suivant ses enseignements, l'homme ne puisse arriver, au point de vue du bien-être physique, à ce degré de civilisation qu'il pourrait atteindre s'il était débarrassé de tout lien et de toute dépendance vis-à-vis d'elle ? Comme il nous est facile de répondre par les paroles bien connues d'un écrivain peu suspect de partialité pour l'Église ! « Chose admirable ! la religion chrétienne, qui ne semble avoir d'autre objet que la félicité de l'autre vie, fait encore notre bonheur dans celle-ci (1). »

En effet, remarquez-le, nos très-chers diocésains, la première source de la prospérité, c'est le travail, d'où découlent les richesses publiques et privées, les perfectionnements de la matière et les découvertes ingénieuses. Or le travail, qu'on le considère sous sa forme la plus humble, qui est le travail manuel, ou sous la plus noble, qui est l'étude de la nature pour en connaître les forces et les appliquer aux usages de la vie, qui l'a jamais mieux encouragé que la religion de Jésus-Christ conservée pure et inaltérable dans l'Église ?

Le travail fut toujours dédaigné, et il l'est encore là où le

(1) MONTESQUIEU, *Esprit des Loix*, XXIV, III.

christianisme n'étend pas encore son bienfaisant empire. Aristote le proclamait indigne d'un homme libre (1); Platon le gratifiait de la même épithète (2). Les ouvriers, qui furent toujours de la part de l'Eglise l'objet de si tendres sollicitudes, n'étaient pas regardés par les Grecs comme des citoyens; on les reléguait presque au rang des esclaves (3). L'homme libre, en possession de tous ses droits, ne travaille pas; il fait le dédaigneux même vis-à-vis des beaux-arts; il doit se montrer tel dans les amphithéâtres, dans ses relations sociales, et, dans les assemblées, il se vantera de son éloquence et de son oisiveté. Les mœurs des Romains différaient peu, sous ce rapport, de celles des Grecs. Cicéron, ce grave philosophe, cet orateur illustre, méprisait si fort le travail, qu'il tenait les artisans comme des barbares et des gens de rien (4). Térence, qui est un excellent témoin des idées qui avaient cours à Rome de son temps, fait entendre que pour être respecté et honoré, il fallait mener une vie oisive et ne pas être obligé de travailler pour vivre (5). Juvénal nous apprend quelle était l'occupation la plus chère aux Romains libres : « Ramper ou se montrer insolents vis-à-vis des riches pour en obtenir du pain et des amusements sanguinaires (6). » Tel fut, nos bien-aimés diocésains, le travail, chez les deux peuples les plus civilisés de l'antiquité, et, en dehors de ces deux peuples, il n'a jamais été plus honoré et il ne l'est pas maintenant encore. Comme les anciens Germains, dont parle Tacite, avaient horreur du travail, de même nous voyons se perpétuer la même antipathie parmi les peuples privés de la lumière de l'Evangile. Dans l'Inde, un brahmine, c'est-à-dire un homme appartenant à la caste la plus élevée, se croirait souillé s'il touchait seulement un paria. Les sauvages de l'Amérique du Nord s'abstiennent du travail, qu'ils rejettent sur les femmes, traitées par eux comme des esclaves. Et, si nous devons en croire une Revue célèbre (7), même au milieu de nous

(1) *Politic.*, III, III; VIII, II.

(2) *De Rep.*, II.

(3) *Politic.*, II, I.

(4) *Quæst. Tusc.*, V, 36.

(5) *Eun.*, II, 3.

(6) *Satires*, X, 81.

(7) *Revue des Deux Mondes*, t. LXI, p. 70.

qui sommes pourtant arrivés à un si haut degré de civilisation, le travail n'est guère honoré qu'en paroles, et tandis qu'on s'incline devant le riche, on ne fait guère bon visage à celui dont les mains se durcissent au contact de ses instruments de travail.

Cet état de choses cessa lorsque, dans le vaste corps de la société, se fit sentir le souffle de la religion chrétienne. De prime abord, le travail fut pour elle comme une dignité sur-humaine ; car Jésus-Christ, vrai fils de Dieu, voulut être soumis à un pauvre artisan de la Galilée, et lui-même, dans l'atelier de Nazareth, ne rougit pas d'appliquer au travail sa main bénie. C'est au travail que les apôtres, envoyés par Jésus-Christ, demandèrent leur subsistance, afin de n'être pas à charge à leurs frères et de pouvoir même assister les indigents (1).

Plus tard, les pères de l'Église semblent ne pas trouver d'expressions qui répondent à leur vif désir de le glorifier et de le faire estimer au plus haut prix. Saint Ambroise (2), saint Augustin (3), exaltent son utilité. Saint Jean Chrysostôme fait ressortir que le travail, outre qu'il nous est imposé comme une expiation, sert encore d'exercice pour fortifier notre nature morale. Enfin, le travail permet à l'homme non-seulement de se suffire à lui-même, mais encore de secourir les autres.

Toutes les belles et vraies pensées sur le travail sont chrétiennes, toutes sont sorties du sein de l'Église : celle-ci, par sa manière d'agir, a puissamment influé pour que ces éloges pris-sent corps dans les faits et les institutions.

La vie monacale, spécialement consacrée au travail et à l'agriculture, est venue ensuite prendre sa place dans la société et apporter un glorieux et puissant concours au bien-être commun. Séparés par treize siècles de l'origine de cette grande institution, fiers de notre industrie et de nos progrès, nous avons oublié les temps où elle surgit, les efforts qu'elle a faits et tout ce dont la civilisation lui est redevable. Que de louanges ne méritent pas ces pauvres moines qui donnèrent une si puissante impulsion à ce qui rend la vie heureuse et commode ! Nous

(1) Actes des Apôtres, xx, 34.

(2) *De vida beata*, I, 6.

(3) *De oper. manichæor.* 3.

vivons à une époque où le travail est en honneur, où celui qui a de grands capitaux cherche dans le travail le moyen de les accroître, où celui qui n'en possède pas y recourt également pour tâcher d'arriver à la richesse qu'il désire ; mais ces hommes vénérables, qui se réunissaient sous la discipline de l'Église, vivaient dans des temps barbares et troublés où nul ne prenait plaisir à travailler, où celui qui possédait un bras robuste pensait ne pouvoir en faire un meilleur usage que de le mettre au service de quelque aventurier rapace, pour se livrer au pillage et au meurtre. Et cependant, dans des conditions aussi désavantageuses, ils se répandirent dans l'Europe devenue comme un désert, et en changèrent l'aspect en la couvrant d'une florissante culture.

Transportons-nous par la pensée en ces temps-là, et considérons, nos très-chers diocésains, quel utile exemple donnaient ces hommes qui, contents d'un pauvre vêtement et d'une nourriture à peine suffisante pour écarter la mort, suspendaient la prière pour aller dans la campagne fendre avec la charrue le sol endurci et y jeter le grain qui, au temps de la moisson, devait fournir le pain aux pauvres, aux pèlerins, à des pays entiers. Ils s'appliquaient en outre, avec d'incroyables efforts, à ouvrir des routes, à jeter des ponts pour faciliter les communications d'un pays à un autre et rendre le commerce plus facile et plus sûr. Quels avantages la société n'a-t-elle pas retirés de l'expérience de ces hommes qui, multipliant leurs laborieux essais avec une patience que rien ne lassait, et mettant en commun leurs forces et leurs lumières, étaient parvenus à dessécher les marais, à endiguer les fleuves, à recueillir les eaux éparses pour les faire servir à l'irrigation des campagnes, et cela d'une manière si ingénieuse que, d'après le témoignage d'un historien célèbre (1), nos contemporains eux-mêmes, malgré les progrès des sciences naturelles, auraient encore quelque chose à apprendre de ces vieux habitants du cloître !

Ce ne sont pas seulement les arts primitifs et plus strictement nécessaires à l'agriculture qui doivent leur vie et leur progrès au travail des moines inspirés et dirigés par l'Église ; les arts mécaniques et les beaux-arts n'eurent pas d'asile plus

(1) CANTU, *Histoire des Italiens*.

sûr ni de champ plus favorable à leur développement que les églises, les demeures épiscopales et les monastères, où les premiers se dégrossirent, où les seconds jetèrent les premières étincelles qui devinrent plus tard une splendeur merveilleusement éclatante.

Si donc le travail est une source de richesse, et si la richesse publique est un signe de civilisation et de perfectionnement humain, au point de vue du bien-être extérieur et physique, on ne peut mettre en doute que l'Église a des droits, historiquement incontestables, à la reconnaissance publique, et qu'une lutte entreprise contre elle, au nom et dans l'intérêt de la civilisation, serait à la fois déraisonnable et injuste.

VIII

Cette folie, cette injustice manifestes éclatent encore davantage si l'on consulte notre histoire civile, cette histoire que les ennemis de l'Église, pleins comme ils le sont de préjugés et de haines de parti, ou ne lisent pas ou oublient trop vite après l'avoir lue.

Quoi donc ! nos bien-aimés diocésains, on veut abandonner l'Église parce qu'elle est, dit-on, incapable de favoriser la civilisation et les heureux progrès que l'on souhaite ! Et, si l'on ne brûle pas les documents historiques qui intéressent notre patrie, il faut avouer que jamais la société, en Italie, ne s'éleva plus haut dans son essor vers la civilisation que lorsqu'elle était animée du souffle chrétien et tout enveloppée d'une atmosphère catholique. Malgré toute notre vanité et notre jactance, je ne sais vraiment pas si des hommes sensés auraient le courage de soutenir que, en fait de politique et de grandeur industrielle, nous modernes, nous sommes en voie de surpasser nos pères catholiques dont les paroles et les faits attestaient les croyances.

Venise, Gênes, Pise, Lucques, Florence et bien d'autres villes

ou provinces italiennes, tant qu'elles se montrèrent respectueuses pour l'autorité de la sainte Église, pleines de cette foi qui se traduisait dans les magnifiques basiliques et les innombrables institutions de la piété chrétienne, eurent une puissance qui, eu égard aux temps et aux moyens imparfaits dont on disposait à cette époque, surpasse celle des nations modernes les plus florissantes. L'Ionie, la mer Noire, l'Afrique, l'Asie étaient le théâtre des relations commerciales et des expéditions guerrières de nos ancêtres ; ils y faisaient d'importantes et de fécondes conquêtes ; et tandis que, au dehors, leur drapeau flottait craint et honoré, chez eux, ils ne restaient pas inactifs ; ils cultivaient les arts, et le négoce accroissait, par tous les moyens honnêtes, la richesse publique et la richesse privée. Les industries de la laine, de la soie, de l'orfèvrerie, des verres peints, de la papeterie fournissaient à Florence, à Pise, à Bologne, à Milan, à Venise, à Naples, du travail à des myriades d'ouvriers, et faisaient affluer sur nos marchés l'or et le concours des étrangers.

De là vient ce luxe si énergiquement blâmé par Alighieri, par Villani, par Vachi, par presque tous nos chroniqueurs, fruit de la richesse produite par ces commerces ; de là encore le progrès et la splendeur des beaux-arts qui charment d'ordinaire les loisirs d'une vie commode. Les noms immortels de Giotto, d'Arnolfo, de Brunellescho, jusqu'à ceux de Pérugin, de Raphaël, du Titien, de Vignola, de Palladio et d'un grand nombre d'autres forment un beau cadre au tableau qui représente le merveilleux développement de la civilisation dans une société qui n'était point obligée de briser les liens qui l'unissaient à l'Église, et de devenir incrédule pour marcher librement dans les voies du progrès et goûter le bien-être et les charmes de la vie.

IX

Mais l'Église n'a pas seulement l'indéniable mérite d'avoir ennobli et sanctifié le travail ; elle n'a pas seulement la gloire

d'avoir fait faire à la société, conduite et inspirée par elle, des pas rapides dans la voie de la civilisation ; elle a un honneur encore plus grand, une gloire encore plus pure : c'est de contenir l'activité humaine dans une sage limite et d'empêcher qu'elle ne transforme en une source de barbarie et d'oppression ce travail qui, pratiqué avec discrétion, est le moyen de se procurer des avantages désirables et une honnête prospérité.

Les écoles modernes d'économie politique, infectées d'incrédulité, ont considéré le travail comme la fin suprême de l'homme ; l'homme lui-même ne leur apparaît que comme une machine plus ou moins appréciable, selon qu'elle est plus ou moins *productive*. De là le peu de cas que l'on fait de l'homme moral ; de là cet abus indigne de la pauvreté et de la faiblesse de la part de ceux qui veulent les exploiter à leur avantage. Que de représentations solennelles et que de plaintes ne se font pas entendre, même dans les pays qui passent pour tenir le haut bout de la civilisation, au sujet du nombre excessif d'heures de travail imposées à celui qui doit gagner du pain à la sueur de son front !

Et ces pauvres enfants qu'on amène dans les ateliers où ils s'étiolent dans de précoces fatigues, ne contristent-ils pas l'observateur chrétien ? N'arrachent-ils pas des paroles de feu à toute âme généreuse, et n'obligent-ils pas les gouvernements et les assemblées à préparer des lois pour mettre obstacle à ce trafic inhumain ? Si la charité catholique, infatigable à secourir le prochain, ne leur venait pas en aide avec ses salles d'asile, avec ses crèches, que de pauvres petits resteroient abandonnés à eux-mêmes, aujourd'hui que la fureur du travail arrache non-seulement l'homme, mais encore la mère au foyer domestique. Ah ! nos bien-aimés diocésains, quand nous sommes témoins de ces choses, ou que nous les entendons raconter par des bouches qui ne sauraient être suspectes, il nous est impossible de contenir le flot d'indignation qui déborde dans notre âme contre ceux qui songent à remettre entre les mains de ces barbares le sort de la civilisation qu'ils disent protéger.

Mais voici qui est pis encore : ce travail immodéré, qui énerve et consume les corps, ruine encore les âmes dans lesquelles s'effacent peu à peu l'image et la ressemblance divines. A force de tenir les hommes enchaînés à la matière, plongés, absorbés

en elle, la vie de l'esprit s'endort dans ces infortunées victimes du travail redevenu païen. Tout ce qui élève l'homme, tout ce qui le fait être ce que Dieu veut, le roi de la création, le fils adoptif du Seigneur, l'héritier du royaume des cieux, s'obscurcit devant leurs yeux, tombe dans l'oubli et laisse sans frein tout ce qu'il y a de passions brutales et d'instincts grossiers dans l'homme.

En présence de ces infortunes engendrées par l'avarice et l'orgueil de gens sans entrailles, on se demande si ces fauteurs de civilisation, séparés de l'Église et sans Dieu, au lieu de nous faire progresser, ne nous font pas reculer de plusieurs siècles, en nous ramenant à ces jours lamentables où l'esclavage enchaînait une si grande partie de l'humanité, et où le poète Juvénal s'écriait avec tristesse que le genre humain ne vivait que pour l'amusement d'un petit nombre. Or, cette trop grande ardeur qui entraîne notre âge, qui donc mieux la corrige que l'Église catholique ? Si, d'un côté, cette tendre mère convie tous les hommes au travail, elle emploie, de l'autre, les moyens les plus propres à en prévenir l'abus. En effet, sans nous arrêter à cette considération que pour elle les mots d'humanité et d'amour fraternel ne sont pas vides de sens, qui donc ignore l'efficacité merveilleuse du repos du dimanche et des solennités chrétiennes pour adoucir l'amertume et interrompre la douloureuse continuité du travail, lorsqu'elles viennent de temps en temps répandre une joie religieuse dans la grande famille des croyants ?

De même qu'en un long voyage à travers le désert, sous les rayons brûlants du soleil, le voyageur rencontre avec un plaisir incomparable des oasis où de grands arbres lui prêtent leur ombrage désiré et des tapis de verdure où il peut se reposer, de même ces jours bien-aimés lui apparaissent par intervalles pour restaurer le corps et inonder l'âme de suaves consolations. Alors le pauvre ouvrier secoue la poussière du champ et de l'atelier ; vêtu de ses habits de fête, il se sent plus heureux de vivre ; il se rappelle que Dieu ne l'a pas créé pour rester éternellement attelé au char de la matière, mais pour en être le maître. C'est pour lui que le soleil envoie ses rayons vivifiants, pour lui que les collines exhalent les parfums enivrants, pour lui que les prairies étalent leurs tapis de fleurs où il va se divertir avec sa femme et ses chers enfants, pour lui

que le bien de Dieu couvre sa modeste table avec plus de richesse que de coutume.

Entré dans l'église, où l'appelle la voix de la religion, il y trouve des délices que nulle autre part il ne lui est permis de goûter : les harmonies des cantiques sacrés charment ses oreilles ; ses yeux se reposent agréablement sur les marbres précieux, sur les riches dorures, sur les gracieux ornements, sur la pureté des lignes architecturales ; mais par-dessus tout son cœur s'émeut et se purifie sous l'influence de la parole du ministre de Dieu, qui lui rappelle sa rédemption, ses devoirs, ses espérances immortelles. C'est encore dans ces jours que les saintes joies de la famille ne sont plus seulement dans le domaine du désir, mais deviennent une réalité. A côté de sa femme, entouré de ses enfants, il exerce la plus noble et la plus douce des souverainetés ; il connaît les sujets qui sont une si grande part de son cœur, il est connu d'eux, il se rend un compte exact de leurs besoins, et l'amour du travail, de l'économie, se développe en lui à la pensée de les satisfaire. Aussi il sort de ce repos de fête véritablement restauré, sous le rapport physique et moral, et ce délassement que l'on veut appeler une oisiveté blâmable est, au contraire, une trêve féconde ; quand il l'a goûté, il reprend son travail avec plus d'ardeur et sans cette répugnance qu'inspire le travail considéré comme une punition, comme un supplice.

Et ici, nos bien-aimés diocésains, que de choses il nous resterait à dire sur cette désolante coutume qui va s'introduisant partout et même en Italie, de profaner ces jours qui sont véritablement les jours du Seigneur, mais qui peuvent, ainsi que nous l'avons fait observer, s'appeler aussi les jours de l'homme ! Comme on se sent attristé lorsque, scandale déplorable, on voit les jours du dimanche, les jours de fêtes solennelles, les boutiques ouvertes, les artisans adonnés à leurs travaux ordinaires, les machines continuant à fonctionner, le commerce non interrompu, au lieu de songer aux affaires autrement importantes de l'âme, au lieu de s'appliquer à l'étude des vérités qui doivent nous conduire dans la voie droite, durant le temps, et assurer notre repos éternel !

Non, bien-aimés diocésains, ce travail, que l'on fait au détriment de la gloire de Dieu et des devoirs les plus sacrés, ne sera jamais celui qui accroîtra la richesse publique et privée.

Tout au contraire; un fameux incrédule du siècle passé l'a dit : Le peuple n'a pas seulement besoin du temps pour gagner son pain; il en a besoin aussi pour le manger avec plaisir, sans quoi il ne le gagnera pas longtemps. Un jour de fête ravive les forces épuisées de l'homme, qui reprend ensuite son travail avec plus de joie et d'ardeur.

X

L'esquisse que nous venons de tracer d'une manière bien rapide assurément, en comparaison de ce que nous avons été obligé de passer sous silence, vous fera comprendre, nos bien-aimés diocésains, combien est injuste et sans fondement la guerre que les incrédules ont déclarée à la sainte Église, au nom de la civilisation, en tant que celle-ci est la réalisation des conditions par lesquelles l'homme se perfectionne sous le rapport physique et matériel. Au contraire, il est clair que la civilisation n'existe pas lorsque les peuples, soustraits à la discipline maternelle de l'Église, se laissent emporter par les passions qui altèrent et corrompent toujours ce qui, en soi, serait bon et salutaire.

Mais pour le faire mieux comprendre, il nous semble bon de creuser davantage ce sujet — qui, à cause des idées reçues et des préjugés répandus, a, comme nous l'avons déjà dit, une importance capitale, — et de mieux asseoir dans vos esprits la conviction que la civilisation non-seulement n'a rien à craindre de l'Église, mais encore doit tout espérer d'elle et de son concours.

Ce serait une folie de nier un fait qui frappe nos regards, à savoir que la science, à force d'études continues, d'habiles expériences, s'est emparée de beaucoup de forces dans la nature qui n'étaient pas connues de l'homme ou échappaient à sa domination; ces forces employées avec beaucoup d'art, à l'aide de machines ingénieuses, ont rendu la production plus rapide, les objets produits moins coûteux, et, par conséquent, la satisfac-

tion des besoins plus facile, et moins rude la vie de celui qui ne peut dépenser beaucoup.

Rien de mieux que ces découvertes ; mais les incrédules ont voulu se servir de ces pacifiques et heureuses conquêtes de la science sur la nature pour attaquer et frapper l'Église, comme si elles avaient été réalisées contre son gré et contrairement à ses désirs. Le prétexte inventé pour donner du crédit à cette odieuse calomnie est que l'Église se préoccupe exclusivement de la sanctification des âmes et insinue dans les cœurs un mystique éloignement des choses d'ici-bas : d'où la conclusion que, si un peu de bien est déjà résulté et doit résulter de ces progrès, on le doit à la révolte de ce qu'on est convenu d'appeler *l'esprit moderne* contre l'influence de l'Église.

Peut-on imaginer une accusation plus sotte et moins fondée ? Certes, l'Église ne cesse pas et ne peut cesser de répéter, hautement et à tous, les maximes de son céleste Époux : « que l'âme et son salut éternel sont l'affaire la plus importante dont nous ayons à nous occuper ; qu'il ne nous servirait de rien de gagner l'univers, si nous venions à perdre notre âme ; qu'une seule nuit suffira pour nous enlever les richesses amassées à grand'peine (1). »

C'est un inestimable bonheur que de tels enseignements se fassent entendre parmi les hommes ; mais ce n'est pas à dire pour cela que l'Église soit ennemie de l'étude de la nature, de la recherche des forces de la nature et de leur application à la production de ce qui sert aux usages de la vie. Bien plus, on reconnaît, quand on réfléchit, que l'Église, étant portée par la nature des choses à favoriser ces études et ces découvertes, ne peut être leur ennemie.

Examinez, en effet, et jugez vous-mêmes. L'Église peut-elle désirer quelque chose plus ardemment que la gloire de Dieu et une connaissance plus parfaite de l'artisan suprême que l'on acquiert par l'étude de ses œuvres ? Si l'univers est un livre à chaque page duquel sont écrits le nom et la sagesse de Dieu, il est certain que celui-là en sortira plus rempli d'amour pour Dieu, plus épris de lire, qui aura lu plus avant et plus clairement dans ce livre. S'il suffit d'avoir deux yeux au front pour

(1) Luc, xii, 20.

reconnaître que le firmament raconte la gloire du Créateur, s'il suffit d'avoir des oreilles pour entendre la parole de louange que le jour répète au jour et les secrets de la science divine que la nuit transmet à la nuit (1), avec combien plus d'éclat se manifesteront la puissance, la sagesse de la Divinité aux regards de celui qui scrutera les cieux et les profondeurs de la terre, qui observera les astres lumineux et l'atome, les plantes et l'arbrisseau, qui réunira dans sa main les preuves constatant que la pensée suprême a tout ordonné avec poids et mesure (2) ?

Et l'on voudrait que l'Église fût systématiquement hostile ou simplement froide et indifférente pour des études et des recherches qui aboutissent à un résultat si précieux, qu'elle s'obstinât à tenir le livre fermé, afin que nul ne pût y lire plus avant ! Il faudrait ne pas connaître les flammes de zèle qui dévorent le cœur de cette Épouse de Jésus, pour ajouter foi à de pareilles extravagances.

XI

Mais à côté du zèle pour la gloire de Dieu, s'allume dans l'Église un autre amour non moins ardent : c'est l'amour pour l'homme, le vif désir qu'il soit rétabli dans tous les droits que lui donna son Créateur. Or, l'homme a reçu de Dieu, pour son héritage dans le temps, cette terre où il vit et dont il a été établi le seigneur. La parole qui retentit au matin de la création : « Soumettez-vous la terre et dominez-la (3) », n'a jamais été retirée. S'il avait persévéré dans l'état de grâce et d'innocence, l'homme aurait exercé son empire sans effort, la soumission des créatures aurait été spontanée, tandis qu'aujourd'hui la domination est pénible et les créatures ne subissent le joug que contraintes par la violence.

(1) *Ps.* xviii, 2-3.

(2) *Sap.*, xi, 21.

(3) *Gen.*, i, 28.

Toutefois le domaine subsiste encore, et l'Église, qui est une mère, ne peut rien avoir de plus à cœur que de le voir s'exercer, que de voir l'homme se montrer ce qu'il est en réalité, le seigneur de la création. Or, ce droit s'exerce lorsque le roi des créatures, déchirant les voiles qui recouvrent ses possessions, ne s'arrête point à ce qui tombe sous ses yeux et à ce qu'il touche de ses mains, mais pénètre dans le cœur même de la nature, recueille les trésors de fécondité que recèlent les forces qui s'y trouvent, et les utilise à son profit et au profit d'autrui.

Comme il apparaît beau et majestueux, ô nos bien-aimés diocésains, l'homme quand il commande à la foudre et la fait tomber impuissante à ses pieds; quand il appelle l'étincelle électrique et l'envoie, messagère de ses volontés, au fond des abîmes de l'Océan, au delà des montagnes abruptes, à travers les plaines interminables! Comme il se montre glorieux alors qu'il ordonne à la vapeur d'attacher des ailes à ses épaules et de le conduire, avec la rapidité de l'éclair, par mer et par terre! Comme il est puissant lorsque, par son génie, il enveloppe cette force elle-même, la rend captive et la conduit, à travers les sentiers qu'il lui a tracés, pour donner le mouvement et comme l'intelligence à la matière brute, laquelle se substitue ainsi à l'homme et lui épargne les plus dures fatigues! Dites-moi, nos très-chers diocésains, n'y a-t-il pas en lui comme une étincelle de son Créateur, quand il évoque la lumière et la fait jaillir au milieu des rues de nos cités pour éclairer les ténèbres de la nuit et remplir de ses splendeurs les vastes salles et les palais?

Et l'Église, cette mère qui suit avec tendresse les progrès de ses fils, est si loin de vouloir y mettre obstacle, qu'elle se réjouit et tressaille d'allégresse en les voyant.

XII

Quelle raison pourrait-il y avoir, d'ailleurs, pour que l'Église jalosât les progrès merveilleux réalisés par les études et les découvertes de notre époque? Y a-t-il là quelque chose qui, de

près ou de loin, puisse nuire jamais aux intérêts de Dieu et de la foi dont elle est la gardienne et l'infaillible maîtresse?

Bacon de Verulam, qui s'illustra dans la culture des sciences physiques, a écrit qu'un peu de science éloigne de Dieu, mais que beaucoup de science y ramène. Cette parole d'or est toujours également vraie, et si l'Église s'épouvante des ruines que peuvent amonceler ces hommes vains qui s'imaginent avoir tout compris parce qu'ils ont une légère teinture de tout, elle se contie volontiers en ceux qui appliquent leur génie à étudier sérieusement et profondément leur nature, parce qu'elle sait qu'ils trouveront Dieu au fond de leurs recherches, Dieu qui se laisse voir dans ses œuvres avec les irrécusables attributs de sa puissance, de sa sagesse et de sa bonté.

Si quelque savant célèbre s'éloigne de Dieu en étudiant la nature, c'est un signe que le cœur de cet égaré était déjà atteint du poison de l'incrédulité, entré chez lui par la porte des passions coupables. Il n'est pas devenu athée parce qu'il a cultivé la science, mais il l'est devenu malgré la science, qui doit aboutir à de plus nobles résultats. En effet, la plupart de ceux qui, dans les sciences naturelles, ont acquis une renommée grande et durable se sont fait de leurs études, de leurs ingénieuses découvertes, un échelon pour monter à Dieu et le glorifier.

Le grand astronome Copernic était profondément religieux. Kepler, autre père de l'astronomie moderne, remerciait Dieu des joies qu'il lui avait fait éprouver dans les extases où le ravissait la contemplation des œuvres de ses mains (1). Galilée, à qui la philosophie expérimentale doit une si vigoureuse impulsion, à force d'études en arrive à cette conclusion que l'Écriture sainte et la nature procèdent également de Dieu : celle-ci dictée par le Saint-Esprit, celle-là comme fidèle exécutrice de ses lois (2). Linné s'enthousiasme tellement par l'étude de la nature, que les paroles sortent de sa bouche sous la forme d'un hymne : « Dieu éternel, s'écrie-t-il, Dieu immense, omniscient, tout-puissant, vous m'avez en quelque sorte apparu dans les œuvres de la création, et j'en suis demeuré saisi d'admiration. Dans toutes les œuvres de votre main, même les plus infimes et les plus petites,

(1) *Myster. Cosmogr.*

(2) GALILÉE, *Opere*, t. XXIX.

quelle puissance, quelle sagesse et quelle inénarrable perfection ! L'utilité, qui en découle pour nous, témoigne de votre bonté qui les a faites ; leur beauté et leur harmonie prouvent votre sagesse ; leur conservation et leur inépuisable fécondité proclament votre puissance (1). » Fontenelle, en qui semblait s'être incarnée l'*Encyclopédie* de son temps au milieu de la France du dix-huitième siècle, déjà empoisonnée par le souffle de l'incrédulité, ne pouvait s'empêcher de dire : « L'importance de l'étude de la physique ne vient pas tant de ce qu'elle satisfait notre curiosité, que de l'idée moins imparfaite qu'elle nous donne de l'auteur de l'univers, et avive dans notre esprit les sentiments d'admiration qui lui sont dus. » Alexandre Volta, l'immortel inventeur de la *pile*, était sincèrement catholique, et, en des temps peu favorables à la foi, il se glorifiait d'être catholique, sans rougir de l'Evangile. Faraday, l'illustre chimiste, voyait dans la science dont il était l'infatigable pionnier, un véhicule pour s'élever jusqu'à Dieu, et les incrédules lui étaient insupportables. On pourrait citer un grand nombre d'autres savants, tous unanimes dans les sentiments religieux ; mais ce serait une entreprise inutile et qui nous mènerait trop loin.

Voilà ce que produit dans les âmes droites la science vraie et solide d'où l'on tire ensuite tant et de si utiles applications aux arts et à l'industrie, et voilà pourquoi aucun de ceux qui réfléchissent ne se laisse impressionner par des accusations si légèrement formulées et ne voudra pas croire que l'Eglise tienne en suspicion l'étude de la nature, méprise ou hait les heureux résultats qui en découlent pour le bien-être public. Ce bien-être assurément ne constitue pas la partie de la civilisation la plus importante en soi, mais il en est un côté dont il faut tenir compte.

Vous le voyez, nos bien-aimés diocésains, il n'y a aucun motif d'entreprendre une guerre contre la sainte Eglise pour favoriser les intérêts de la civilisation : celle-ci, au contraire, serait heureuse et sans cesse en progrès si l'on ne cherchait pas à l'arracher des mains de sa tendre et bonne mère, pour la livrer à des malfaiteurs qui la gouvernent d'une manière si coupable que tout cœur honnête en est ému et indigné.

(1) *Syst. nat.*

XIII

Jusqu'ici, en prenant la défense de l'Eglise contre d'aussi injustes accusations, nous ne sommes pas encore allés au fond du sujet; il nous reste à parler d'un mérite incontestablement plus éclatant qu'aucun autre et que la mauvaise foi la plus insigne ne pourrait contester. Il ne suffit pas, en effet, mes bien-aimés diocésains, de favoriser, d'ennoblir et de sanctifier le travail, d'étendre toujours l'empire de l'homme sur les forces de la nature et de la contraindre à le servir; il faut, en outre, ne pas perdre de vue qu'il y a un grand nombre de nos frères qui, par le malheur de la naissance ou des événements, ne peuvent gagner leur vie par le travail, quel qu'il soit; et dès lors quel spectacle douloureux ne serait-ce pas si tous ces malheureux devaient être exclus de ce mouvement qu'on appelle la civilisation, en tant que celle-ci réalise les conditions de perfectionnement de l'homme sous le rapport physique dans la société de ses semblables! On aura beau faire des efforts d'imagination pour rêver un monde d'où soient bannies les misères de la vie, un monde qui sourirait à tous comme un festin perpétuel : la réalité nous apportera toujours ses amers désenchantements, et, au milieu des conviés, se lèvera comme un spectre pour répandre une lueur sinistre, le malheur!

Les maladies qui anéantissent les forces, les imperfections physiques, l'impuissance d'apprendre, les guerres, les désastres commerciaux, voilà autant de sources d'infortunes! Qu'il est grand le nombre de leurs victimes! Que de personnes jetées sur le pavé des rues! Quelle multitude d'orphelins! Que d'infortunes qui appellent des secours à grands cris! Vis-à-vis de tous ces êtres le paganisme avait pris son parti avec une singulière désinvolture; au petit nombre d'hommes libres, remuants et querelleurs, il donnait du pain et des amusements féroces; les enfants qui étaient trop nombreux pour les besoins ou pour les désirs de la famille, ou qui ne promettaient pas des bras robustes

à l'État, on les étouffait aussitôt ou on les mettait à mort de toute autre manière; les vieillards, les infirmes, les impotents étaient jetés dans quelque île ou dans quelque vallée pour y périr de privations. Pourquoi les partisans de la civilisation païenne ne se rappellent-ils pas ces faits et ne les rappellent-ils pas aux autres?

Sous ce rapport, le christianisme et l'Église catholique dans laquelle seule le christianisme se conserve dans toute sa pureté, n'ont pas seulement donné une impulsion nouvelle à la civilisation, mais lui ont fait atteindre une telle hauteur, que *ni la langue ni la plume ne peuvent la suivre*. Les préceptes de charité donnés par notre doux Rédempteur furent accueillis avec un saint transport, et ses exemples furent imités avec une incomparable fidélité. Dès les premiers jours, les riches furent plus chaleureusement exhortés à donner le superflu, et ceux qui vivaient du travail de leurs mains, on les engagea à travailler davantage pour avoir de quoi recueillir les infirmes et obtenir les bénédictions réservées à ceux qui aiment mieux faire l'aumône que la recevoir (1).

Ce serait une longue et inutile entreprise de refaire une histoire qui a été déjà faite mille fois, pour démontrer combien, dès les premiers siècles, l'Église prit soin d'adoucir le sort de tous les malheureux : d'autre part, cette histoire a été écrite de nos jours, et tout le monde la connaît (2). Un illustre apologiste moderne n'hésite pas à affirmer que celui qui se proposerait d'écrire l'histoire de la charité en viendrait, comme à son insu, à écrire l'histoire de l'Église (3).

Elle ne se borna pas à ouvrir des asiles, des hôpitaux, des refuges; elle fit encore incomparablement plus : elle fit pénétrer dans l'âme de ses fils la vertu divine du sacrifice; à cette fin très-noble tendent ses exhortations, les magnificences de son culte et surtout la messe qu'elle nous invite à entendre, la table sainte à laquelle nous sommes conviés. Jusqu'au jour où l'on parla des miettes qu'on laisse tomber de la table du riche pour assouvir la faim de quelque Lazare. couvert de plaies, on

(1) *Actes des Apôtres*, xx, 35.

(2) V. F. DE CHAMPAGNY, *la Charité chrétienne dans les premiers siècles de l'Église*.

(3) F. HETTINGERÉ, *Apol. del Carest*, vol. II, lib. XXII.

eût pu peut-être arriver à cette largesse soit par bonté naturelle d'âme, soit par l'adoucissement des mœurs ou même de la législation civile; mais nul n'aurait jamais pu exécuter ce qu'on voit accompli sous la direction de la sainte Église catholique, c'est-à-dire le sacrifice de soi-même, de sa liberté, du plaisir, des richesses, de la santé, souvent même de sa vie pour subvenir aux nécessités de tous les malheureux. Voilà ce qu'inspire le christianisme, voilà ce qui ne se voit que dans l'Église catholique.

Il n'y a pas un coin de terre, un pays si petit qu'il soit où l'on ne voie des personnes qui renoncent à leurs aises, aux commodités de la vie, à tout ce qui séduit, pour se consacrer joyeusement au pénible ministère de veiller auprès des malades, de recueillir les orphelins et les abandonnés, de visiter sous leur humble toit les indigents et jusque dans leurs cachots ténébreux les scélérats que la société s'est vue contrainte de rejeter de son sein. Même de nos jours, où la foi est éteinte dans les cœurs, où les vérités chrétiennes sont obscurcies aux yeux d'un si grand nombre par de continuelles et vives contradictions, où il ne semble plus y avoir d'affaire plus digne et plus importante que de s'enrichir et de dépenser en plaisirs de sybarites des richesses amassées par n'importe quel moyen, où, en un mot, tout conspire à détruire l'esprit de sacrifice, vous n'avez, nos bien-aimés diocésains, qu'à jeter un regard autour de vous pour vous convaincre que l'œuvre de la charité fleurit, que la grâce ne tarit pas, que le souffle vivifiant de Dieu court d'un point à l'autre de l'Église pour susciter la puissance du sacrifice et mettre une prodigieuse activité au service de tous les genres d'infortunes.

XIV

Ah ! nos très-chers diocésains, lorsqu'après avoir considéré avec une indicible complaisance cette splendide preuve de la divinité de l'Église et de son influence bienfaisante, nous enten-

dons parler de luttes engagées contre elle au nom de la civilisation, il nous est impossible, nous l'avouons, de nous défendre d'une profonde tristesse; et nous ne parvenons pas à éloigner de nous les sinistres pressentiments des fléaux que ne peut tarder d'attirer sur nous cet impie et forcené mépris des bienfaits reçus.

Lutter contre l'Église, ô nos bien-aimés diocésains! mais pourquoi? dans quel but cette lutte? Pour jeter les hommes dans un travail dévorant, considéré comme fin suprême, adopté comme moyen de s'élever au-dessus des têtes humiliées de leurs semblables et sur leurs corps foulés aux pieds? Lutter contre l'Église! mais pourquoi encore? Pour confier les peuples aux mains d'une philanthropie incertaine et nécessairement débile, en les arrachant du sein de la religion qui inspire et vivifie les prodiges de la charité divine? Lutter contre l'Église! mais pourquoi cette lutte? Pour effacer la glorieuse histoire de la civilisation chrétienne et restaurer une civilisation qui n'eut d'éclat et de splendeur que pour mieux découvrir les larges plaies que l'homme avait au cœur.

XV

Mais l'Église catholique, par la bouche de son chef, a déclaré *qu'il ne peut y avoir de réconciliation avec la civilisation de notre temps* (1). Voilà l'accusation dirigée contre nous par le camp ennemi et le motif qui justifie la lutte commencée.

Mais quelle est donc, nos bien-aimés diocésains, cette civilisation moderne que l'Église condamne et avec laquelle son auguste chef, l'infaillible Maître des croyants, dit qu'il ne peut avoir rien de commun? Certes, ce n'est pas la civilisation par laquelle l'homme se perfectionne au triple point de vue que nous avons indiqué; non, ce n'est pas celle-là, mais une civili-

(1) *Syll.*, prop. LXXX.

sation qui veut se substituer au christianisme et nous ravir avec lui tout le bien dont nous a enrichis son action.

Si ceux qui se servent du *Syllabus* pour le dresser comme un épouvantail en face du monde avaient réfléchi qu'il ne suffit pas d'être habile, mais qu'il convient surtout d'être honnête, ils ne se seraient pas contentés d'offrir à la haine du monde une proposition détachée d'un long discours, mais ils auraient cherché à en fixer le sens d'après l'ensemble des documents où on l'a prise, et qui étaient indiqués avec soin. En procédant ainsi, ils se seraient aisément convaincus que ce n'est pas la civilisation véritable, issue comme une fleur et un fruit de la racine du christianisme, qui a été condamnée par le Saint-Père, mais bien cette chose bâtarde qui n'a conservé de la civilisation que le nom et qui est l'ennemi implacable de la civilisation légitime.

XVI

Elles ne sont pas moins calomnieuses les affirmations de ceux qui prétendent que l'Eglise éprouve de l'aversion pour les arts et les sciences ou pour l'étude de la nature et de ses forces. S'il ne suffisait pas, pour les détromper et dissiper leurs doutes, des raisons que nous avons exposées et de ce fait que les intelligences les plus vives et les savants les plus illustres ont été presque toujours des chrétiens très-servents et des fils très-dévoués de l'Eglise, les récentes déclarations de l'Eglise achèveront de confondre tous les mensonges.

Les Pères du Concile du Vatican ont dit à ce sujet des paroles que nos adversaires feraient bien de lire et de méditer. Après avoir montré qu'entre la raison et la foi il ne peut y avoir d'opposition et comment l'une vient merveilleusement au secours de l'autre, ils ajoutent : « C'est pourquoi, loin de nuire à la culture des arts et de la science humaine, elle leur vient, au contraire, en aide et favorise leurs progrès. En effet, elle n'ignore ni ne méprise les avantages que les hommes en retirent durant leur

vie; elle confessè, au contraire, que venues du Seigneur, Dieu des sciences, celles-ci, quand elles sont étudiées comme il convient, peuvent, avec le secours de sa grâce, ramener à Dieu (1). »

Les prétextes que l'on met en avant n'ont donc aucune base, aucune valeur, et sont plutôt l'expression de la haine contre l'Église et du désir de la couvrir de boue.

Mais si la science en soi, loin d'être anathématisée, est encouragée par l'Église, il en est une qui est à bon droit réprouvée. C'est la science qui tire son origine de la philosophie, disant avec un orgueil satanique : « La raison humaine est, sans tenir aucun compte de Dieu, l'unique juge de la vérité et de l'erreur, l'unique arbitre du bien et du mal; elle est à elle-même sa loi, et par ses forces naturelles elle suffit à procurer le bonheur des hommes et des nations (2). » C'est la science qui se plonge dans la nature et la proclame éternelle, qui s'élève jusqu'au ciel et descend dans les entrailles de la terre pour rechercher en vain un argument solide contre la cosmogonie mosaïque; c'est la science qui rabaisse l'homme au niveau de la brute et ébranle follement les bases de la conscience, de la famille et de la société. Au contraire, bien loin de se plaindre, le savant doit lever les mains vers Dieu et le remercier d'avoir établi sur la terre ce magistère infailible qui appelle sur lui toute bénédiction dans le présent et dans l'avenir, qui lui conserve cette bénédiction, en la sauvant des mains criminelles qui voudraient nous en priver.

XVII

Ah! qu'aucun de vous, nos très-chers diocésains, ne se laisse séduire par ceux qui viennent vous flatter au moyen de paroles menteuses pour faire de vous des prosélytes et les entraîner à

(1) Conc. Vatic., cap. vi, *De fid. et rat.*

(2) *Syll.*, prop. III.

leur perte. Si, comme il convient à des esprits élevés et généreux, vous aimez les progrès honnêtes et le développement de la civilisation, soyez convaincus que vous ne pourrez plus sûrement contribuer au perfectionnement de la civilisation qu'en restant fidèles d'esprit et de cœur aux pratiques de l'Église catholique.

Vous avez en partie touché du doigt cette vérité, et il nous serait agréable de projeter la lumière sur les points qui concernent l'amélioration de l'homme sous le rapport moral et politique, si, au lieu de vous écrire une lettre pastorale, nous nous étions proposé de faire un long traité, et si nous n'avions le projet, pourvu que Dieu nous prête vie, de revenir une autre fois sur ce sujet.

Du reste, les faits sont là pour nous montrer à tous où nous a conduits cette lutte insensée engagée contre l'Église au nom du progrès. Depuis l'humble artisan jusqu'à ceux qui par la position ou la naissance occupent le premier rang dans la société, il n'est personne qui puisse affirmer qu'il a retiré des premiers essais de cette lutte autre chose que des amertumes et des désenchantements.

Si l'on regarde plus avant, cherchant à pressentir quels seront les résultats de ces tentatives impies, quiconque a du jugement et du cœur se sent envahir par un frisson d'épouvante. D'une part, les foules, auxquelles on a enlevé l'espérance d'un autre avenir et le soulagement apporté à l'infortune par la foi, les foules qui ne peuvent trouver une compensation dans les jouissances de la terre, trop pauvre pour leurs convoitises et riche à l'excès de misères et de contrastes; de l'autre, un petit nombre d'hommes à qui sourit la fortune, qui n'ont plus même une étincelle de charité dans le cœur, attentifs seulement à thésauriser et à jouir. D'un côté, les frémissements du désespoir qui vont se changer en actes de sauvagerie; de l'autre, les joies obscènes, les danses et les festins qui excitent l'indignation du pauvre abandonné et provoquent les châtiments du ciel.

Voilà ce que nous avons gagné, voilà ce que nous promet cette guerre déclarée à l'Église au nom de la civilisation, et qui tend à nous replonger dans les ténèbres de la barbarie.

Aujourd'hui donc, s'il est encore temps de mettre un terme aux malheurs présents. et de conjurer les périls à venir, le salut

ne peut se trouver que dans votre fidélité aux lois de Dieu et de l'Église, courageusement observées, et dans les exemples d'une vie chrétienne.

Et quel temps plus opportun que celui où nous allons entrer pour commencer l'œuvre essentiellement réparatrice ? Ceux qui prétendent représenter le siècle veulent d'une civilisation en dehors de Dieu et contre lui ; ils ne l'auront point. Pour vous, nos bien-aimés diocésains, vous devez dire et prouver par les faits que le moyen de conserver le bien légué par nos pères et de l'augmenter, c'est de recourir à Dieu et d'écouter sa voix dans son Église. C'est grâce à Dieu et sous la direction de son Église que les peuples deviendront véritablement et glorieusement civilisés. Si parfois vous vous sentez découragés à la vue de cet immense soulèvement d'hommes, de gouvernements et de sciences contre Dieu et son Christ, souvenez-vous que pour vous défendre vous avez une arme invincible et toute-puissante : la prière. Servez-vous de cette arme en public et en particulier. Que vos cris de supplication s'élèvent vers Dieu, appuyés par un très-fidèle et bouclier de quiconque met sa confiance en lui. Priez-le pour notre cité, pour vous, pour la famille ; priez-le aussi pour l'Église

En attendant, nous vous donnons notre bénédiction pastorale ; nous souhaitons que la grâce divine descende largement sur vous tous avec toutes sortes de dons et de consolations célestes.

Pérouse, de notre évêché, le 6 février 1877,

† G., cardinal PECCI, évêque de Pérouse.

SECONDE PARTIE

I

Unis à vous, nos très-chers fils, pendant de longues années, par les liens sacrés du ministère pastoral et par des rapports toujours affectueux, de part et d'autre, nous sentons tout le poids d'une séparation qui ne laisse pas d'être fort douloureuse, bien qu'imposée par de très-graves motifs. Vous pouvez facilement comprendre avec quelle joie, dans de telles dispositions, nous voyons approcher le saint temps du Carême, où le devoir de notre charge nous oblige à rompre le silence et à vous adresser notre parole de pasteur. Puisque, maintenant, il ne nous est pas donné de revenir en personne au milieu de vous, nous y retournons par écrit afin de nous entretenir ensemble et de nous consoler mutuellement par notre foi (1). Ce sont là les consolations que Dieu ménage aux évêques pour les dédommager de beaucoup de peines et d'amertumes. Qu'y a-t-il, en effet, de plus agréable pour nous que de converser avec le troupeau qui est notre couronne et qui fait nos délices (2); de parler avec lui de Dieu, de son Christ, de la sainte Église, de nos devoirs religieux, des immortelles espérances, et de lui répéter avec l'Apôtre : « Ainsi, tenez-vous fermes dans le Seigneur, ô bien-aimés ! » C'est une excellente manière de sortir de ce choc d'idées, de ce tumulte ruineux des vains et coupables désirs, d'efforts arides et impuissants dont notre époque est déchirée et fatiguée. Mais ce répit ne nous est pas même accordé, forcé comme nous le sommes, par le temps corrompu et cor-

(1) *Rom.*, I, 12.

(2) *Philip.*, IV, 1.

rupteur qui court, de ne pas nous contenter d'un échange pacifique et tout à fait intime de pieux sentiments.

En vous adressant la parole pour rappeler et raviver dans vos âmes les maximes de la foi et les devoirs qu'elle impose, nous ne pouvons perdre de vue que la foi elle-même est mise en question, et que des hommes, ennemis de Dieu et de son Église, font tous leurs efforts pour l'arracher de votre cœur ; de là le devoir pour nous de vous donner l'éveil, afin de ne pas encourir le reproche adressé dans l'Écriture aux pasteurs, qui ne font pas bonne garde sur la bergerie, quand les loups approchent pour la ravager.

II

Ce fut cette considération, très-chers fils, qui nous porta l'an dernier à vous parler de la *civilisation*, prétexte spécieux aux mains des ennemis de l'Église, pour vous prouver qu'il n'y avait pas lieu, dans le but de la faire progresser, de provoquer une levée d'armes contre nous, qui « ne pouvons pas être les amis et les partisans de la civilisation. » Et comme l'étendue du sujet ne nous aurait pas permis de le développer, mais seulement de l'effleurer, nous avons parlé, si vous vous souvenez, de la civilisation au point de vue du *bien-être physique* des hommes qui vivent en société, renvoyant à une autre occasion favorable d'étudier un autre côté de la civilisation, parmi les deux qui nous restent à considérer : un seul également, pour la même raison, de peur de rendre notre lettre pastorale trop longue. Or, de ces deux aspects, le premier qu'il conviendrait logiquement de considérer serait celui qui est relatif au perfectionnement progressif de l'homme en tant qu'*être intelligent* : l'ordre naturel le demanderait ainsi. Mais, sans tenir compte de cet ordre, nous nous arrêterons seulement à considérer la civilisation en tant qu'elle est un perfectionnement introduit dans les relations de l'homme comme *être moral*. La raison qui nous détermine à procéder ainsi, c'est que l'évêque, en parlant à ses ouailles,

n'écrit pas des livres et des traités à étudier, mais s'en prend directement à l'erreur qui étreint de plus près et menace de plus graves bouleversements.

Nous avons commencé à vous entretenir de la civilisation dans ses rapports avec le bien-être matériel, parce que c'est le point de vue qui touche le plus un âge ami des sens ; aujourd'hui nous prenons pour sujet la civilisation en tant qu'elle est destinée à perfectionner les relations de l'homme *moral* ; c'est là le côté le plus élevé, le plus important et d'une application quotidienne.

III

Qui pourrait nier, nos très-chers fils, que le résultat d'une vraie civilisation doit être l'amélioration des mœurs, l'ennoblissement et la purification des âmes, l'aménité des caractères, la douceur et la générosité des relations privées, domestiques, politiques et civiles ? Personne, assurément, a moins qu'il ne veuille nier en même temps que l'homme soit capable de perfection et porté à se perfectionner, et qu'il n'ait le courage de renier les progrès faits dans cette voie. Tout le monde, je crois, est d'accord sur ce point ; la divergence vient de cette idée que l'amélioration progressive est réputée incompatible avec le christianisme ou, ce qui revient au même, avec le magistère et l'influence de l'Église, et cela au point d'entreprendre une lutte pour faire disparaître cette influence comme un danger et un obstacle aux progrès qu'on désire. En quoi, nos très-chers fils, on ne peut s'empêcher de voir le lamentable résultat des haines qui aveuglent ceux qui en sont atteints, de sorte que, leurs yeux n'étant plus sensibles à la lumière, ils sont prêts à nier les faits les plus certains. Dieu de bonté ! La sainte Église est donc combattue dans ses doctrines, dans son chef visible, dans sa hiérarchie, dans ses associations, dans ses institutions, parce que tout cela est devenu impuissant à favoriser le progrès moral, parce que même tout cela est nuisible et mortel au raffinement progressif des mœurs ! Est-ce possible, très-chers

filis? N'est-ce pas par la prédication de l'Évangile, par l'œuvre constante de la hiérarchie catholique que fut fondée la civilisation, qui a pris le nom de chrétienne? Et ce nom lui est resté si solidement attaché que tous les efforts de notre temps ne réussissent pas à l'en séparer : de telle sorte que parler de civilisation, c'est comprendre dans le mot l'épithète de chrétienne(1).

Dès lors, s'il est indubitable que l'Église a créé cette magnifique civilisation qui comptera bientôt dix-neuf siècles de gloire, qu'est-il donc survenu pour qu'on la juge impuissante à poursuivre cette belle œuvre, et pour qu'on l'accuse d'être contraire au développement des conditions indispensables à l'homme pour se perfectionner dans l'ordre moral? La tâche de l'Église serait-elle, par hasard, devenue plus difficile, et aurait-il surgi, en ce temps malheureux, des obstacles qu'elle ne veut ou ne peut surmonter? Ce n'est certainement pas nous qu'on accusera d'un excès de tendresse pour ce siècle sur lequel nous avons dû plus d'une fois porter un jugement sévère; mais toutefois quelle distance immense nous sépare des mœurs païennes! Nous ne voulons pas nous arrêter ici à refaire la description du monde païen, déjà faite un million de fois. Qu'il nous suffise d'indiquer, par voie de négation, les différences les plus notables qui existent entre l'ancien état de choses et le nouveau.

Nous n'avons plus cette plaie sociale de l'esclavage qui condamnait plus des deux tiers des hommes à une vie de souffrances et d'outrages indicibles; elle a été guérie avec une admirable et constante sollicitude par l'Église.

Nous n'avons plus les jeux sanguinaires où des certaines de malheureux s'égorgeaient, où on les faisait lutter avec des bêtes sauvages pour distraire quelques oisifs et rendre plus ardente leur soif de sang; page honteuse qu'a fermée à jamais le sang d'un martyr chrétien.

Nous n'avons pas l'horreur féroce du pauvre, que la religion a revêtu de la lumière de Jésus-Christ.

Nous n'avons plus le droit cruel de la guerre qui anéantissait, par des massacres calculés, des nations entières; et si, à travers la luxure et l'obscénité nous cheminons lentement vers la cor-

(1) Donoso Cortès a dit : « L'histoire de la civilisation est l'histoire du christianisme : écrire l'une, c'est écrire l'autre. »

ruption de ces siècles dépravés, nous donnons cependant au vice le nom qui lui appartient, et nous ne peuplons pas l'Olympe de dieux complaisants, qui consacrent le mal par leurs exemples et le recouvrent de leur manteau.

Nous n'avons plus les faciles divorces, la tyrannie du mari, l'avilissement légal de l'épouse.

Nous ne pouvons même considérer comme possibles ces monstrueuses figures des Césars, dont le bon plaisir devenait loi; l'Église a effacé tout cela et l'a fait disparaître. Et si aujourd'hui nous déplorons amèrement l'apostasie des gouvernements qui représentent le pouvoir social, nous ne saurions méconnaître que derrière ce monde officiel, dépravé, sans Dieu, il existe un autre monde réel où l'on trouve un grand nombre de cœurs généreux, de nobles caractères, d'âmes pures et nobles.

Il résulte de là que l'Église doit rencontrer, de nos jours, moins d'obstacles qu'autrefois; car il est moins difficile de perfectionner ce qui existe déjà que de le créer de toutes pièces. Pourquoi donc la juger maintenant déchue du droit d'informer de son esprit l'œuvre de la civilisation, et prétendre qu'elle n'est plus apte à guider les âmes dans les voies du progrès moral et dans les diverses relations? L'Église aurait-elle, par hasard, perdu une partie de ses forces et cette abondance de jeunesse et de vie qui déborda dans l'ordre civil et y apporta les bienfaits dont parle l'histoire, et que nous contemplons de nos propres yeux?

Ne vous étonnez pas, nos très-cher fils, que je m'arrête un peu à examiner cette question.

Les sources de ces continuels progrès — nous ne parlons pas en ce moment de la grâce intérieure — sont au nombre de deux : la *doctrine pratique*, contenue dans les livres saints, et confiée à l'Église pour la conserver et l'interpréter; et ensuite l'*exemplaire divin*, et par cela même merveilleusement doué d'attraction, qui est en Jésus-Christ, demeurant dans l'Église, annoncé par elle, manifesté dans toute la variété de ses formes. Or, doctrine et exemplaire, l'Église ne les a ni reniés ni perdus. Loin de ne pouvoir plus produire leurs effets dans les divers ordres de la civilisation, l'une et l'autre sont au contraire à sa disposition pour l'aider à rendre de nouveaux services aux amis des vrais et salutaires progrès.

IV

Et ici, très-chers fils, se déroule devant nous un tableau trop vaste pour le retracer dans une lettre ; nous ne ferons qu'esquisser les grands traits suffisants pour nous faire toucher du doigt la folie de ceux qui prétendent que l'Église n'est plus en état de venir en aide et de servir de conductrice aux hommes de ce temps.

Aucun des aspects sous lesquels on peut considérer l'homme, soit isolé, soit comme membre des diverses sociétés, n'a été négligé, et, pour chacun d'eux, les enseignements de l'Église renferment les précieux germes d'une incessante amélioration morale.

L'apôtre saint Jean (1) remarque que tout le mal, toute l'influence ruineuse du monde se réduit à la concupiscence des jouissances bestiales, à la cupidité et à l'orgueil impatient de tout frein. Ceux qui combattent le christianisme et veulent établir la civilisation en dehors de lui ne peuvent nier ces inclinations fatales, l'expérience intime que chacun a de soi-même étant le plus éclatant commentaire de la révélation divine.

Or, pour remettre l'ordre dans l'homme, quels moyens prend l'Église en suivant la morale enseignée par Jésus-Christ ? Ouvrez au hasard les livres saints, ou ce sublime abrégé des livres saints qui est notre *catéchisme*, et vous y trouvez des enseignements qui donneraient à la société même le bonheur temporel, si les hommes y conformaient leur vie. A celui qui se laisse aller aux entraînements des sens, il est rappelé qu'on doit s'interdire le regard même et la pensée mauvaise (2). Mettez le précepte en pratique, et aussitôt vous verrez disparaître, avec les mœurs obscènes, les corps faibles, amollis, demeures d'âmes

(1) *Épît.* I, ch. II, 16.

(2) *MATTH.*, V, 17.

dépravées, sans ailes pour s'élever, et vous aurez, à la place, des générations florissantes, ferme rempart de la cité ; vous aurez des hommes chastes qui, n'étant plus arrêtés par les illusions de la chair, célèbrent leurs noces joyeuses avec la vérité, se réfugient en elle et, revêtus de ses splendeurs, répandent une vive lumière parmi leurs frères.

A l'homme que tourmente la soif de l'or, il est dit pareillement que l'avarice est un esclavage, qu'on ne peut servir Dieu et l'argent. Ainsi est combattue cette passion effrénée des biens de ce monde qui fait perdre le discernement et prépare le crime (1). Or, faites que ces paroles trouvent dans le cœur un terrain bien préparé, et la société n'aura plus dans ses rangs de ces impitoyables égoïstes qui font d'eux-mêmes le centre de toute chose ; elle sera délivrée des rapines, des fraudes, des vols, des banqueroutes frauduleuses, des ruines lamentables.

A l'orgueilleux, enfin, il est prescrit de dépouiller la suffisance et l'enflure, et de se faire ingénu et simple comme un enfant, pour entrer dans le royaume des cieux : c'est à la condition de s'humilier qu'on peut devenir vraiment grand dans ce royaume (2). Paroles d'or qui suffiraient, si elles étaient écoutées, à faire disparaître cet esprit de contradiction qui ne vient à bout de rien, les querelles, l'attachement excessif à des idées souvent ridicules et insensées qui amènent les amers désenchantements et les lamentables catastrophes. Les ennemis de l'Église pourraient-ils trouver des remèdes mieux appropriés aux inclinations mauvaises qui sont en nous et qui retardent toujours, comme un éternel obstacle, les progrès de la civilisation ?

V

Ah ! bien-aimés fils, permettez-nous de poursuivre encore un peu cette étude ; puis nous en arriverons, beaucoup

(1) MATTH., VI, 24 et suiv.

(2) MATTH., XVIII, 3 et 4.

trop tôt, hélas ! à vous raconter les gloires des civilisations modernes et de leurs sages découvertes.

Après avoir préparé l'individu et avoir chassé de son cœur les mauvaises passions, sources de tous les désordres, l'Église, sans s'écarter d'une ligne des enseignements du Sauveur, s'attache à régler les relations mutuelles.

Ici, il faut avant tout considérer le fondement très-solide qu'elle pose pour maintenir ces relations durables et efficaces au profit certain de la vraie civilisation. Ce fondement, c'est la *charité*, qui est inconnue, même de nom, en dehors du christianisme, ou qui est connue dans un sens tout différent de celui que nous lui donnons.

Aucune société, à vrai dire, ne peut subsister et n'a subsisté effectivement sans l'amour qui unit ses divers membres et les fait marcher de concert dans leur voie. Mais tout autre est l'amour qui animait les gentils et qui anime ceux qui se sont soustraits aux influences de l'Église, tout autre l'amour que le christianisme inspire et que la grâce de Jésus-Christ répand dans les cœurs. L'amour le plus noble qui puisse se développer en dehors du christianisme ne se sépare jamais de l'intérêt qui recherche beaucoup plus son intérêt que celui d'autrui ; du reste, il est toujours restreint dans sa sphère ; sauf des cas fort rares, il a horreur du sacrifice. On aimait ses amis en raison de leurs qualités intrinsèques, de leurs talents, de leur sagesse, de leur savoir ou de leurs qualités extérieures, de leur richesse, de leur bonne humeur ou de leurs charmes ; mais il y avait un abîme entre les diverses classes de la société, qui interdisait tout commerce d'affection, et généralement, on nourrissait contre qui n'appartenait pas à la cité ou à la tribu, une haine secrète et le désir barbare de le réduire en servitude.

Vous savez, mes très-chers fils, comment la morale chrétienne a changé cette théorie des rapports mutuels. L'amour s'est retrempé dans une fournaise plus ardente ; les hommes, allant au-devant les uns des autres, n'ont plus apporté avec eux-mêmes des sentiments de cruauté et commencèrent à s'aimer mutuellement, selon le modèle que Dieu leur a donné (1). Or, Dieu, tel qu'il s'est révélé à nous, s'occupe avec amour de

(1) JEAN, XIII, 34.

toutes les créatures indistinctement, même de celles qui n'ont pas la raison, depuis les plus nobles jusqu'aux plus petites ; il les conserve et les régit par de très-sages lois. Quant aux créatures raisonnables, il les aime si tendrement qu'il n'a pu s'empêcher de donner, pour la rédemption de toutes, son Fils bien-aimé (1). Il n'aime pas seulement ceux qui le reconnaissent, l'adorent et lui rendent l'hommage de l'obéissance, mais encore ceux qui s'obstinent dans la révolte contre lui et mettent ses droits sous leurs pieds (2). Et de cet amour que Dieu nourrit dans son sein, il n'attend rien pour lui-même, étant le maître absolu, le Créateur de toutes choses (3). Bien plus, non content d'être aussi généreux dans son amour, il y ajoute d'immenses sacrifices pour nous racheter au prix de la souffrance et du sang versé, pour nous purifier du péché, pour faire de nous un peuple agréable à ses yeux et actif pour le bien (4).

Tel est, nos très-chers fils, d'après la morale prêchée par l'Épouse de Jésus-Christ, la base qui est donnée aux relations des hommes. Je laisse à votre esprit le soin de juger si les mœurs publiques n'ont pas retiré de cette base de merveilleux avantages, des améliorations toujours nouvelles et de plus en plus admirables, si elles n'en recueillent pas des fruits très-doux, issus chaque jour, avec une suavité incomparable, de cette tige divine. Ce que le monde a gagné et gagne encore à cette école d'ineffable amour, nous le savons : c'est le respect de l'homme, même pauvre, même de petite et misérable condition ; c'est le facile et sincère pardon après les plus sanglants outrages, ce sont les vengeances réprimées ou rendues impossibles sans qu'elles soient sévèrement jugées par notre propre conscience et par celle d'autrui ; c'est l'équité amenée à mitiger les rigueurs du droit ; ce sont les fatigues et les privations supportées joyeusement afin de pourvoir à ce que la condition du pauvre, de l'honnête travailleur, de l'orphelin, du vieillard, soit adoucie ; voilà des faits palpables qui sautent aux yeux de tous, et la moindre réflexion suffit à en découvrir l'origine, qui

(1) JEAN, III, 16.

(2) LUC. VI, 27-29.

(3) *Psaumes*, XV, 2.

(4) *Tît.*, II, 14.

n'est autre évidemment que la morale de Jésus-Christ enseignée par l'Église.

Or, nos très-chers fils, aucun de ces avantages n'a jamais pu être obtenu par les tentatives des hommes qui rêvent de substituer une civilisation non chrétienne à celle qui atteint une incomparable hauteur, grâce à l'action et aux secours de l'Église. Faites, bien-aimés fils, la distinction qu'il faut entre les paroles et les écrits — lesquels ne coûtent rien ou peu de chose — et la pratique qui, en pareil cas, est tout, et vous vous convaincrez que la civilisation, loin de progresser, recule et perd, pitteusement et rapidement, ce qu'elle avait gagné peu à peu par notre influence.

Ah ! mes bien-aimés, est-ce donc un indice de l'adoucissement des mœurs que la haine et l'envie qui se répandent de plus en plus et envahissent l'âme de quiconque est petit et pauvre, contre celui qui est riche ? Sont-ce des preuves de sentiments fraternels ou affectueux que ces frémissements de tigre, ces menaces d'incendie et de meurtre qui frappent nos oreilles ? Est-ce un agréable et consolant spectacle que ces duels qui se succèdent avec une fréquence déplorable, duels où, pour de futiles et souvent d'injustes ou de honteux motifs, les mains s'arment d'un fer criminel, et où l'on confie la réparation de torts vrais ou supposés, non pas au ministère vénérable de la justice *publique*, mais au sang-froid, à l'adresse, à l'agilité des membres, au hasard ? Ne commençons-nous pas à redevenir barbares, même en nous armant avec fureur pour la civilisation ?

Mais détournons les yeux de ces signes de barbarie renaissante, et reportons-les avec délice, — plaise au ciel que ce soit pour le plus grand bien de vos âmes ! — sur l'influence salutaire de la morale chrétienne pour sanctifier et faire prospérer les diverses sociétés humaines.

La première et la plus importante est la société *conjugale*, d'où vient d'abord la famille et d'où résulte ensuite la société civile. Il est hors de doute, fils bien-aimés, qu'en dehors de la lumière bienfaisante répandue par Jésus-Christ et son Église sur l'union conjugale, ses destinées furent toujours sombres, malheureuses, tandis que dans l'Église elles furent toujours heureuses et prospères. Dans l'Évangile, le mariage a été ramené à ses premiers principes ; il a été réformé sur le type de

l'union dont la main de Dieu même serra les liens dans l'Éden ; il a été agrandi et élevé à la dignité de sacrement ; il a été présenté comme la vivante image des noces célébrées par Jésus-Christ avec son Église. Après de longues ignominies, le mariage apparaît couronné d'un diadème (1). Or, il était impossible que le mariage ainsi transformé ne devînt pas la source d'insignes avantages pour la civilisation elle-même, attendu qu'ainsi élevé il devait tendre nécessairement à reproduire en lui les avantages qui resplendissent dans les noces mystiques du Fils de Dieu avec son Église.

Bien qu'il soit facile de reconnaître ces avantages au premier coup d'œil, nous ne saurions, nos bien-aimés fils, nous empêcher de vous les énumérer, tant ils sont séduisants et doux à considérer !

Jésus-Christ ne s'est pas donné à la gentilité par un élan d'amour inconsidéré, mais avec l'intention de la relever de terre où elle gisait, d'améliorer sa condition, de la rendre heureuse du bonheur qui résulte de la pratique de la vertu. De même les époux ne doivent pas se laisser entraîner par les attraits fugitifs des sens ni par l'éclat trompeur de l'or ; mais, en s'unissant à une créature, ils doivent regarder plus haut et chercher dans la vertu la stabilité et le charme de la vie commune.

La gentilité, à son tour, appelée aux embrassements de l'Époux, s'est donnée à lui sans réserve ; elle a laissé de côté, pour s'attacher à lui, les vieilles affections, les folies domestiques. Pareillement, l'épouse chrétienne ne doit laisser aucune place aux affections étrangères ; elle doit entrer résolument dans cette société, y apportant et y mettant en commun le trésor de ses grâces et de ses forces. Ne comprenez-vous pas comment, en cherchant à imiter cet exemple, les fleurs d'une tendre fidélité viennent couvrir le lit nuptial et en éloignent les coupables discordes et les trahisons qui souillent la pureté du sang et allument d'implacables colères ?

Dans le cours des siècles, l'Église a été souvent sollicitée par des débauchés et des séducteurs astucieux à trahir la foi jurée à son céleste Époux, à se souiller d'hérésies ou à se séparer de

(1) MATTH., XIX; *Éphes.*, v, 32.

lui par des schismes. Mais tandis que cette œuvre de la séduction allait son train, le Christ lui parlait avec une douceur ineffable, lui rappelait la sainteté des serments, l'abondance des bienfaits accordés, lui dévoilait la malice des enchanteurs, et l'Église, touchée de ses soins, chassa les séducteurs, se tint solidement attachée au bras sûr de son Époux, suivant sa voix et ajoutant des parures partout nouvelles et plus magnifiques à son front virginal.

Quel bonheur, nos très-chers fils, pour la civilisation, si les époux imitaient cette sollicitude à s'entr'aider dans le péril et à s'encourager dans le bien ! Nous déplorons à bon droit que le mariage soit déshonoré par des vices qui ensuite s'étendent en passant de la famille à la cité : mais le contraire n'arriverait-il pas, et n'aurions-nous pas la joie d'une rénovation morale si s'établissait la belle émulation dont on nous propose l'exemple entre Jésus-Christ et l'Église ?

Jésus-Christ, enfin, donna sa main à l'Église, pour que du flanc maternel sortissent les belles et chastes générations qui retraceraient les traits ravissants de leur père, reproduiraient son image dans leurs actes et dans leurs paroles, et le feraient habiter dans leur cœur par la foi (1). Et l'Église à son tour prit entre ses bras, comme un dépôt sacré, les fils nés de cette union, et non-seulement elle les purifia, les nourrit, les surveilla, mais, dès l'aube de leur vie, elle ne cessa de les instruire par la doctrine, de les affermir dans le bien par ses exhortations, de les ramener par le reproche, afin qu'ils ne vinssent point à oublier la noblesse de leur naissance et qu'ils rendissent à leur père la gloire qui lui est due.

O vous tous qui tremblez sur le sort de la civilisation et branlez la tête avec inquiétude, en contemplant le torrent débordé qui roule des eaux toujours plus fangeuses et plus grossissantes, ne comprenez-vous pas que, si ce type du mariage était réalisé, comme le désire et le recommande l'Église, vos terreurs n'auraient plus de raison d'être, et vos frayeurs légitimes se dissiperaient à la lumière des plus joyeuses espérances ? Donnez-nous des époux soucieux, d'une part, à imiter l'esprit

(1) *Ephés.*, III, 17.

de Jésus-Christ, et, de l'autre, à pratiquer la conduite maternelle de l'Église, et la cause de la civilisation sera sauvée.

Les enfants, qui sortiront des foyers domestiques pour peupler la terre, porteront profondément gravées dans leur cœur les maximes de justice qui sont les pivots de la vie civile ; ils seront préparés par une sage éducation à garder la discipline, à respecter l'autorité et à observer les justes lois. Entre les mains de ces parents, se formeront les robustes et fermes caractères qui ne se laissent ni ébranler, ni emporter par le vent des doctrines diverses et étrangères (1). Dans l'enceinte de ces maisons sanctifiées par la foi, les fils auront le bonheur de recueillir l'exemple des parents et de porter dans la société l'humanité des sentiments, la loyauté des relations, la fidélité à la parole donnée. Une rénovation morale se fera sans bruit et avec une merveilleuse efficacité.

Et pensez, nos très-chers fils, que beaucoup de gens ont voulu et voudraient encore que cette société conjugale se transformât misérablement en un simple *contrat civil*, et vocifèrent contre le *Syllabus*, parce qu'il condamne les insensés qui déclarent qu'on ne peut supporter, à aucun prix, la doctrine d'après laquelle Jésus-Christ a élevé le mariage à la dignité de sacrement (2) ! Ces hommes sont coupables, non-seulement de renier la foi, mais d'outrager la civilisation. N'est-ce pas, en effet, attenter à la civilisation que d'ouvrir la porte au divorce, qui est l'inévitable conséquence du mariage ainsi profané ? N'est-ce pas empoisonner la civilisation que de livrer le mariage, dépouillé de sa splendeur et de sa religieuse majesté, aux mains d'obscènes scélérats qui, mettant en avant l'instabilité de la nature et la liberté, viennent nous parler, avec impudence et cynisme, d'accouplements temporaires, et, pour mettre de côté tout euphémisme, d'associations libertines les plus viles ; de telle sorte que les pauvres petits enfants, ou risqueraient, privés des rayons de l'œil maternel, de se dessécher comme des fleurs, avant le temps, ou grandiraient, sans direction certaine, sans liens solides d'affection qui les rattachent à la maison et par la maison à la patrie ? Est-ce pour nous faire jouir d'une civilisa-

(1) *Hébr.*, xiii, 9.

(2) *Syllabus*, prop. LXV.

tion de cette sorte que les ennemis de l'Église ont entrepris cette fameuse lutte?

VI

Mais poursuivons, ô nos très-chers fils, le long chemin qui nous reste encore à faire; et puisque vous avez vu clairement comment, par la société conjugale, l'Église pourvoit sagement aux nécessités de la civilisation, préparez-vous à jouir d'un spectacle plus magnifique, en contemplant les avantages que recueille la civilisation des doctrines par lesquelles l'Église règle les relations humaines, dans cette association plus large qui est la société *civile*. Dans celle-ci, il y a à considérer d'un côté les sujets, qui sont la matière à ordonner, et de l'autre, le pouvoir, qui est comme le principe qui ordonne les sujets et les conduit à leur fin. Or, sur ce double objet, l'Église, interprétant fidèlement les livres saints, enseigne ce qui, mis en pratique, imprimerait à la civilisation une très-vive impression et la rendrait véritablement féconde.

Le pouvoir, dit-elle, *vient de Dieu* (1). Mais, si le pouvoir vient de Dieu, il doit refléter en lui la majesté divine, pour paraître vénérable, et sa bonté, afin de devenir acceptable à celui qui est sujet. Par conséquent, quiconque prend en main les rênes du pouvoir, que ce soit un individu ou une personne morale, qu'il tienne ses fonctions de l'élection ou de la naissance, dans une démocratie ou une monarchie, ne doit pas y chercher la pâture de son ambition et le vain plaisir de s'élever au-dessus des autres, mais, au contraire, le moyen de servir ses frères à l'exemple du Fils de Dieu qui n'est pas venu pour être servi, mais pour servir. Courtes sentences, nos très-chers fils, mais qui renferment néanmoins la plus satisfaisante et la meilleure transformation du pouvoir qu'on puisse désirer.

Les rois des nations (2) avaient étrangement abusé du pouvoir;

(1) *Rom.*, xiii, 1 *et seq.*

(2) *Luc*, xxi, 23.

leurs convoitises n'avaient point de bornes, et ils les rassaiaient en dévorant la substance et le fruit des sueurs d'autrui; leurs volontés faisaient loi, et malheur à qui eût pensé à s'y soustraire! Non contents de cela, ils se faisaient donner des titres fastueux qui, mis en regard des faits, devenaient de solennelles et crue'les ironies.

Bien différent est le pouvoir qui ressort des enseignements chrétiens : il est modeste, laborieux, attentif à procurer le bien, retenu par la pensée des châtiments qui, au jugement inévitable, sont réservés à celui qui gouverne mal (1). Il est impossible de ne point le comprendre, nos très-chers fils, on sent le cœur se dilater devant cette image si noble de l'autorité, et l'obéissance qu'elle réclame, et qui est indispensable à l'ordre et à la marche de la société, perd toute amertume et devient facile et douce.

Aux enseignements qui regardent le pouvoir, correspondent ceux qui s'appliquent aux personnes qui lui sont soumises. Si la puissance tire de Dieu sa raison d'être, sa majesté, sa sollicitude à procurer le bien, on ne peut jamais regarder comme permise la rébellion contre elle, qui serait la rébellion contre Dieu. L'obéissance du sujet doit être franche, loyale, et provenir du sentiment intime, et non de la crainte servile des châtiments; ce doit être une obéissance qui se prouve par des faits et qui fasse accepter les sacrifices réclamés par celui qui tient en main le pouvoir, pour l'accomplissement de son ministère.

Il vous sera arrivé plus d'une fois, très-chers fils, d'entendre violemment accuser l'Eglise de se faire l'ennemie de la liberté des hommes et la très-humble servante de celui qui siège sur le trône. Or, vous pouvez apprécier la justice de telles plaintes. Sans doute l'Eglise n'approuve pas les fauteurs de désordre, les ennemis systématiques de l'autorité; mais l'obéissance qu'elle inculque trouve une très-juste compensation dans la transformation du pouvoir qui, devenu chrétien et délivré des vieilles et mauvaises inclinations de l'ambition et de la tyrannie, prend le caractère et les habitudes d'un ministère paternel et trouve ses limites dans la justice du commandement. S'il franchit ces

(1) *Luc*, vi, 6-7.

limites en envahissant le domaine de la conscience, il en trouve dans l'homme qui lui répond avec les apôtres : *Il faut avant tout obéir à Dieu.*

Ah ! nos très-chers fils, les sujets faibles et qui tremblent lâchement de frayeur ne sont pas élevés dans les bras de l'Église ; mais ils naissent en dehors d'elle, au sein des sociétés qui ne reconnaissent d'autre droit que la force brutale. Déjà de son temps, Tertullien (1) remarquait que les premiers chrétiens payaient les impôts aussi fidèlement qu'ils observaient le précepte de ne pas voler. Mais ces hommes vertueux ignoraient l'art honteux de se plier aux volontés injustes des Césars ; devant ceux qui faisaient pâlir les rois, leur visage ne pâlisait pas, et pendant que les autres s'agenouillaient, ils savaient se tenir debout et, pour les droits inviolables de la conscience, donner leur vie.

Il est douloureux, fils bien-aimés, d'entendre répéter souvent certaines accusations, tandis que la liberté honnête est comme une fleur qui pousse d'elle-même, spontanément, dans une société où circule l'esprit de l'Église catholique. En effet, quand la main de celui qui gouverne s'appesantit sur les sujets, quand les libertés publiques courent un péril extrême, et que la libre action des hommes est entravée ; lorsque l'impiété victorieuse brise les liens sacrés de la religion, que la conscience se pervertit, dominée par les passions, et que les méfaits se multiplient, alors le pouvoir, devenu soupçonneux et ne trouvant pas de garantie dans la vertu des administrés, cherche sa défense dans les armes, dans les gardes, dans la police aux yeux d'Argus. Nous pourrions ici vous inviter à toucher du doigt la vérité de tout ce que nous affirmons, en comparant la condition présente du monde et un passé qui n'est pas tellement éloigné que la plupart d'entre vous ne puissent facilement se le rappeler ; mais nous aimons mieux améliorer les conditions morales de la société et les relations civiles, en brisant avec l'Église.

Benjamin Franklin, au terme d'une vie passée au milieu des affaires publiques, riche d'une longue expérience, écrivait de Philadelphie : « Une nation ne peut être vraiment libre si elle

(1) *Apologét.*

n'est pas vertueuse, et plus les peuples deviennent corrompus et dépravés, plus ils ont besoin de maître (1). »

Un autre écrivain, dont le nom est aimé et révéral des fauteurs de la *lutte pour la civilisation*, laissait, à son tour, échapper ces paroles : « On ne veut pas détruire la religion, parce qu'un peuple sans religion tombe très-prompement sous le régime de l'absolutisme militaire. » Il avait bien raison de parler ainsi, lui qui voyait derrière les menées licencieuses et les comédies impies et sanglantes de la République française un gouvernement qui soumettait à la discipline du sabre les hommes qui s'étaient révoltés contre Dieu, et voulait tout façonner à son gré : lettres, arts, universités, et même la conscience, si son audace n'avait point été vaincue par la constance du sacerdoce chrétien.

Arrêtons-nous un peu maintenant, fils bien-aimés, et, comme de la cime où nous sommes parvenus, tournons-nous en arrière pour contempler le chemin que nous avons parcouru. En voyant la guerre obstinée que l'on poursuit contre l'Église, au nom de la civilisation, nous avons voulu rechercher si, par hasard, l'Église, à la suite de quelque perte qu'elle aurait éprouvée, serait devenue impuissante à contribuer au perfectionnement moral de l'homme et au développement de la civilisation, sous ce point de vue, de telle sorte qu'elle ne produisît plus les effets étonnants qu'elle a produits par le passé. Et voici qu'après avoir interrogé l'homme individuel, l'homme dans ses relations avec ses semblables dans la société domestique et civile, il nous a suffi d'un examen tel qu'on peut le faire dans les limites naturellement étroites d'une instruction pastorale, pour nous convaincre que les doctrines professées par l'Église contiennent des germes très-précieux de civilisation, et que, mises en pratique, elles conduiraient infailliblement à la plus grande perfection morale qui se puisse espérer sur la terre.

(1) Lettre aux abbés Thalut et Arnaud.

VII

Mais les doctrines saintes, comme sont les doctrines que l'Eglise présente à ses enfants, ne produiraient leur effet qu'à demi, si elles restaient uniquement dans le domaine de la théorie. Pour atteindre un résultat complet, il faut que les doctrines prennent corps dans un exemplaire vivant, sur lequel les hommes fixent les yeux pour se convaincre que ces doctrines ne sont pas du tout des idées à admirer simplement avec complaisance, comme on regarde un beau tableau ou un superbe panorama, mais bien des vérités pratiques à mettre résolument en action. C'est ce que comprenaient les païens eux-mêmes, qui pensaient que les belles maximes, les sages leçons resteraient lettre morte, sans efficacité pour changer le monde ou l'améliorer, tant qu'elles n'auraient pas pris une forme et une personnalité dans un exemplaire vivant.

Platon, qui avait découvert tant et de si hautes vérités, soit par la pénétration de son génie, soit par ses actives recherches des anciennes traditions, persuadé que la parole écrite ou parlée n'aboutirait à rien de stable et de concluant, souhaitait avec ardeur que la vérité souveraine s'incarnât et se montrât visiblement aux yeux de tous (1). Cicéron, qui n'était pas seulement un grand orateur, mais un très-grand philosophe et le digne représentant de la sagesse latine parmi les gentils, était amené par la même raison à exprimer les mêmes vœux (2). Sénèque, qui écrivit souvent — quoi que l'on puisse dire de sa vie privée — des paroles dignes d'un chrétien, et qui eut probablement une teinture de christianisme, écrivait à Lucilius une lettre sur la nécessité d'avoir sous la main un grand et noble exemplaire qui servît de modèle à la direction de la vie ; et, parce qu'il n'y avait pas de modèles semblables, il ne pouvait

(1) *De la Répub.*, IX.

(2) *De Fin.*, I 24.

rien lui conseiller de mieux que de se proposer les moins mauvais, comme, par exemple, celui de Caton (1).

Or, cette nécessité d'un modèle vivant et parfait que les plus belles intelligences de l'antiquité avaient entrevue, est satisfaite pour le croyant. Cet exemplaire, qu'ils avaient appelé et désiré vainement, l'Église nous le présente, en mettant sous nos yeux la vie de Jésus-Christ, Notre-Seigneur, Verbe du Père, image substantielle de la bonté infinie, fait homme pour nous. Qu'il est beau, mes bien-aimés fils, ce magnifique exemplaire que l'Église nous donne et qu'elle a défendu contre les outrages des gnostiques, des ariens et de tous les hérétiques jusqu'aux protestants, jusqu'aux incrédules modernes, qui se sont efforcés par tous les moyens de le découronner de la divine lumière qui brille sur son front majestueux ! Jésus est Homme-Dieu, et par conséquent il est la vertu, la perfection sans bornes, absolue. Voilà plus de dix-neuf siècles que les individus, les peuples et les sociétés s'efforcent de le reproduire en eux-mêmes, et l'on a toujours à apprendre de lui, toujours à se perfectionner, comme si l'on eût commencé hier seulement à l'imiter.

Outre qu'il est un exemplaire divin et souverainement parfait, Jésus est encore le modèle le plus complet, car il se présente comme Maître dans toutes les conditions de la vie.

La majorité des hommes se compose de pauvres, d'ouvriers qui doivent, à la sueur de leur front, gagner leur pain et arrivent à peine par leur travail à se procurer le morceau nécessaire à eux et à leur famille. Or, pour ceux-là précisément, Jésus naît pauvre comme eux-ci, et il vit pauvrement dans la boutique de son père, appliqué au modeste labeur de l'artisan.

O mes chers coopérateurs, vous qui êtes tous les jours témoins de tant d'angoisses et de privations que le monde ignore, ou sur lesquelles il ferme les yeux pour ne point troubler ses joies profanes ; vous qui partagez souvent avec les pauvres votre maigre subsistance et qui êtes tourmentés du désir de faire plus et mieux pour eux, mettez sous leurs yeux, chaque fois que vous le pourrez, l'exemple de ce divin Sauveur, dont la vue est notre plus grande consolation. Laissez dire vos détracteurs qui veulent aider à la civilisation par d'autres moyens ; quant à

(1) *Épît.*, IV, 9.

vous, en appliquant aux âmes le baume salulaire de la religion, vous rendrez, en même temps, un éminent service à la cause de la civilisation. Vous calmerez ces frémissements indignés et sauvages qui pourraient un jour, jour qui n'est peut-être pas éloigné, dégénérer en actes de la plus atroce barbarie; vous relèverez des âmes que la pauvreté aurait humiliées à leur propres yeux et aux yeux des autres, et qui retrouveront dans les enseignements du Christ le sentiment d'elles-mêmes, reconnaîtront la dignité royale qu'il leur a conquise, et s'efforceront de la conserver par l'honnêteté et par la pratique de toutes les vertus.

Mais si Jésus-Christ est d'une part le très-parfait exemplaire des pauvres, d'autre part, il ne laisse pas d'être un modèle également parfait pour les grands et pour les rois de la terre. Jésus-Christ est roi, et sa royauté, il la manifeste par l'empire absolu qu'il exerce sur la nature entière et sur les âmes de ses créatures raisonnables. La nature se soumet au moindre de ses signes, elle change, elle suspend le cours des lois invariables qui la gouvernent : les vents se taisent, les ondes se calment, les substances se multiplient; ces âmes, même les plus dures et les plus corrompues, sont subjuguées par sa parole, par le charme tout-puissant qui rayonne de ses yeux et de son visage.

Mais cette puissance royale qu'il possède pleinement, il s'en sert pour sauver les hommes, pour satisfaire leurs besoins, pour les guérir des nombreuses infirmités qui les affligent, pour les tirer, pour les affranchir du joug de Satan, pour les délivrer de la tyrannie plus dure et plus dangereuse des cupidités coupables qui les entraînent et des vices qui les souillent. Ah! nos bien-aimés fils, qui nous donnera de voir tous ceux qui sont grands parmi leurs frères, tous ceux qui tiennent en main le sceptre et les rênes du pouvoir s'approcher de Jésus pour reproduire en eux son image et refaire leur vie sur la sienne! Nous pourrions alors voir reflourir dans la société, non pas seulement les grands saints, mais les rois illustres par leurs entreprises politiques, tels que Henri de Bavière, Etienne de Hongrie et Louis de France.

Jésus est père, non point dans le sens de la génération charnelle, mais dans le sens immensément plus élevé de la génération qui fait naître à la vie de l'esprit. Or, y a-t-il œuvre plus grande et plus sublime que de transformer des gens gros-

siers en hommes renouvelés par l'esprit ? Avec quelle ineffable sollicitude Jésus ne s'applique-t-il pas à élever et à changer en hommes doués d'un esprit nouveau ces disciples grossiers qu'il appelle autour de lui et qu'il prédestine à l'apostolat ! Comme il condescend à leurs défauts, comme il sait soutenir leur faiblesse et les raffermir quand ils se montrent vacillants dans la foi ! Et lorsqu'il est sur le point de se séparer d'eux, matériellement, et de retourner là d'où il est venu, avec quelle tendresse de paroles ne les recommande-t-il pas à son Père céleste qui est aussi le leur !

O parents, si une étincelle de ce feu qui éclate dans le discours de Jésus, rapporté par l'évangéliste saint Jean (1), s'allumait dans votre sein, combien y gagneraient vos fils, et par eux, combien la société civile y gagnerait aussi en progrès moral !

Jésus ne dépendait de personne, parce qu'il était Dieu : et pourtant il voulut se soumettre à sa vraie mère selon la chair et à son père adoptif, pour enseigner aux enfants cette affectueuse soumission envers les auteurs de leurs jours, qui tiennent de Dieu et le nom de leur père et les droits de la paternité. Et si les jeunes gens regardaient cet exemplaire et l'imitaient avec soin, n'y aurait-il pas là un remède efficace à l'une des plus sanglantes plaies qui affligent notre époque, savoir l'impatience de tout frein et de toute loi ? Ces enfants dociles, selon l'exemple de Jésus-Christ, à l'autorité paternelle, ne quitteraient-ils pas le foyer avec l'habitude de la règle, enclins à obéir aux ordres de ceux qui ont le pouvoir et qui représentent Dieu dans la direction des affaires ?

Nous trouvons, très-chers fils, un plaisir particulier à raisonner sur les beautés de ce modèle souverain, et volontiers, nous nous étendrions longuement à indiquer les trésors cachés en lui, et la correspondance qui existe incontestablement entre ces trésors et les progrès de la civilisation, si la longueur de cet écrit ne nous avertissait d'être sobre de paroles.

Du reste, vous pouvez, nos très-chers fils, élargir facilement vous-mêmes la démonstration, en considérant en Jésus-Christ : l'ami, la force des faibles, le ferme défenseur de la vérité, malgré les inimitiés qu'elle provoque, l'homme des grands et géné-

(1) JEAN, XVII.

reux sacrifices. Et en poursuivant ce thème, Jésus-Christ apparaît ainsi véritablement comme une source de vie, pour qui-conque s'approche de lui, et met en pratique les belles et salutaires doctrines qu'il a prêchées.

Cette réflexion a amené le grand Athanase, l'illustre et vaillant défenseur de la divinité du Verbe, à écrire : « Jésus-Christ, qui est éternellement immuable, est venu parmi nous afin que les hommes trouvassent dans la justice immuable du Verbe un modèle de vie et un principe stable de justice(1). » Saint-Augustin exprime la même pensée en d'autres termes lorsqu'il proclame que la règle suprême des mœurs est dans toute la vie du Christ sur la terre parmi les hommes dont il a pris la nature.

Il n'est pas étonnant que les Pères de l'Église aient parlé ainsi, lorsque l'on entend répéter leurs jugements presque textuellement par ces insensés qui ont surgi parmi nous pour nier la divinité du Sauveur. Il suffira de citer entre beaucoup d'autres le plus hardi d'entre eux, fameux surtout par son audace, lequel, contraint par la lumière qui environne Jésus-Christ, était amené à saluer en lui « celui qui eut une détermination personnelle très-fixe, comme aucune autre créature n'en eut jamais, et qui dirige aujourd'hui encore les destinées de l'humanité (2)! » Plus loin, il entonne, pour ainsi dire, un hymne en son honneur, en lui disant : « Tu assisteras du sein de la paix divine aux conséquences incalculables que tes actes entraînent avec eux.. Pendant des milliers d'années, le monde viendra chercher en toi, l'exemplaire de sa vie. Drapeau de nos contradictions, tu seras le signe autour duquel se livrera la plus ardente bataille. Mille fois plus vivant, mille fois plus aimé après ta mort que durant ton passage sur la terre, tu deviendras la pierre angulaire de l'humanité, au point qu'arracher ton nom de ce monde serait l'ébranler jusqu'aux fondements (3). »

(1) *Contre les Ariens*, III, 23.

(2) ERN. RENAN, *Vie de Jésus*, p. 46.

(3) *Id.*

VIII

Et maintenant, pour résumer en quelques mots ce que nous venons de développer dans cette lettre, si l'Eglise a une doctrine qui, observée et passée en règle de vie, doit infailliblement conduire ses enfants à un merveilleux perfectionnement moral, et leur procurer la mansuétude, la pureté des mœurs, la cordialité et la courtoisie des relations ; si elle possède ce qu'avaient vainement désiré les sages du paganisme, un exemplaire suprême, parfait, absolu de toute vertu et de généreux sentiments ; si elle n'a jamais permis que sa doctrine fût altérée ou que l'exemplaire divin fût déshonoré par les négations blasphématoires et les attaques aveugles des ennemis ; si, enfin, cette doctrine qu'elle prêche et cet exemplaire qu'elle propose à notre imitation ont suffi dans le passé pour produire des effets admirables, manifestement au-dessus du pouvoir de l'humanité, il est clair qu'il ne peut y avoir aucune bonne raison de bouleverser le monde, pour soustraire la civilisation aux influences bienfaisantes de l'Eglise et la confier à des mains qui la guideront dans les voies impies et la feront aboutir à des massacres épouvantables.

XI

Mais, nos bien-aimés fils, quels sont les fruits que les mœurs publiques ont recueillis, les avantages que les rapports mutuels ont retirés de cette lutte néfaste, sous le très-spécieux prétexte de conduire la civilisation à de nouvelles et plus hautes destinées ? Nous ne pouvons qu'indiquer les grandes ruines qui fument sous nos yeux ; mais cette indication suffit pour nous les

faire apprécier comme il convient. La morale, enlevée aux mains de l'Église et soustraite par trahison à ses bases religieuses, est demeurée en l'air ; elle a cessé d'être la règle autorisée des actions ; elle est devenue le vil instrument et le jouet de tous les appétits. On a inventé une morale pour chaque siècle, pour chaque climat ; on l'a livrée aux mains de chaque particulier pour la transformer au gré de ses caprices. « L'homme, a osé écrire un impie contemporain, sanctifie tout ce qu'il voit, et il embellit des fleurs de l'imagination tout ce qu'il aime(1). » De là, rien de plus aisé que de se laisser aller, comme les partisans de ces théories en donnent l'exemple, à faire l'apologie du mal, à diviniser les jouissances des sens, à insulter les lois de la pudeur, sous le prétexte de rechercher la beauté, qui fuit comme l'ombre, et qui, en tout cas, est destinée à élever notre âme vers Dieu, comme un échelon qui conduit à lui, source suprême de toute beauté et de toute amabilité.

Tels sont les fruits que l'on recueille de l'immense rébellion déchaînée à travers le monde. Et ces fruits, comme vous le pensez bien, nos très-chers fils, ne nous promettent pas les progrès désirables de la civilisation, mais ils nous donnent les frissons que doit faire éprouver l'approche de la pire espèce de barbarie, celle qui naît d'une civilisation corrompue. Ces funestes effets devraient avertir les imprudents de ne plus suivre des maîtres pervers et de se tenir unis par des liens étroits et indissolubles à la sainte Église. Mais, malheureusement, nous voyons qu'il n'en va pas ainsi, et que la fortune sourit aux séducteurs.

Quand nous nous appliquons, comme nous le devons dans l'intérêt de vos âmes, à chercher la raison de ce fait, il nous semble la trouver en partie dans les efforts et l'astuce satanique que l'on déploie pour pervertir les âmes, en partie dans l'éclat qui environne le sujet qu'ils prétendent favoriser. La civilisation est un mot qui sonne bien aux oreilles ; et plusieurs, s'arrêtant au nom, ne recherchent pas de quelle civilisation il s'agit, ni à quel terme elle aboutit, d'où il arrive qu'ils prennent pour de l'or vrai ce qui n'est que du clinquant sans valeur.

C'est à vous, mes vénérables coopérateurs, qu'il appartient

(1) RENAN, *Revue des Deux Mondes*, octobre 1862.

d'ouvrir les yeux de vos fils spirituels et de leur prouver que la civilisation honnête, légitime, loin d'être compromise ou repoussée par le Pape, par les évêques, par tous ceux qui sont fidèles à l'Église, trouve au contraire en eux les plus vaillants et les plus actifs instruments de progrès. Puisque nos adversaires, faute de meilleurs arguments, se servent de mensonges, vous devez les suivre pas à pas et aux faussetés, aux hypocrisies grossières, opposer la lumière des raisons et la preuve incontestable des faits.

Le Seigneur bénira vos efforts, et les âmes une fois affranchies des préjugés, il vous sera plus facile de les disposer à recevoir la semence de la parole et la rosée de la grâce qui lui fait produire les plus doux fruits de vie. Les tentatives de séduction se multiplient de toute part, et c'est dans la même proportion que doivent croître nos efforts, pour sauver d'une ruine certaine les âmes rachetées du sang de Jésus-Christ.

Nous en étions à ces dernières lignes, nos très-chers fils, quand notre cœur se déchira sous le coup d'une immense douleur, parce qu'il nous faut vous rappeler la perte cruelle qui vient de plonger dans le deuil le monde catholique, et qui accroît encore les difficultés au milieu desquelles se trouve l'Église. Ah ! quand nous commencions à écrire cette lettre, nous étions bien loin de soupçonner que le glorieux Pontife, le Père bien aimé, nous serait inopinément enlevé. Nous espérions, au contraire, lui voir recouvrer la santé, solliciter pour vous sa bénédiction apostolique, et vous demander en échange, pour ce Chef bien-aimé, vos filiales supplications. Dieu, dans ses desseins, en a disposé autrement ; il a voulu hâter pour lui la récompense à laquelle lui donnaient droit les longs et précieux services qu'il a rendus à notre commune Mère Église, ses actes immortels, ses souffrances mêmes qu'il a supportées avec tant de constance, de dignité et de fermeté apostolique.

Oh ! nos dignes coopérateurs, n'oubliez pas de recommander dans le saint sacrifice cette âme où Dieu avait gravé une si grande image de lui-même : parlez à vos fils de ses mérites, et dites-leur combien le grand Pontife Pie IX a su faire non-seulement pour l'Église et pour les âmes, mais encore pour étendre le règne de la civilisation chrétienne. Priez ensuite, mes très-chers frères et mes très-chers fils, priez Dieu qu'il daigne

accorder promptement un nouveau chef à son Église et le revêtir de sa force lorsqu'il sera élu, afin qu'il puisse, à travers les tempêtes rugissantes, conduire au port désiré la barque mystérieuse.

Ayez aussi un souvenir dans vos prières pour nous qui vous envoyons du fond du cœur notre bénédiction pastorale.

Rome, hors de la porte Flaminienne, 10 février 1878.

† G. cardinal-évêque PECCI.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. — La Mission de l'Église.	5
II. — La Papauté au seizième siècle.	41
III. — Les Fautes de la Société civile.	48
IV. — La Société sans Religion	27
V. — Les Causes de l'Irréligion	32
VI. — La Morale sociale.	38
VII. — Les trois Phases économiques.	43
VIII. — La Charité et le Crédit	53
IX. — Le Règne de Dieu sur la Terre.. . . .	65
X. — Réorganisation pacifique de l'Europe	74
XI. — CONCLUSION ET PROGRAMME. — Identité de la Religion et de la Politique.	84
APPENDICE.	103

23890

Author Pereire, Isaac

Pol. Sci
Govt

Title La question religieuse.

P436q

[illegible]

